

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

6^e Année

Vol. 6 - N^{os} 10 - 11

SOMMAIRE

Christian RAKOVSKY

Les "dangers professionnels" du pouvoir

◆ FAVRE-BLEIBTREU :

DE GAULLE, candidat au pouvoir fort

◆ X.Y.Z. :

Stalinisme et Communisme en Albanie

◆ A propos de l'affaire Lyssenko :

Aragon et la libre discussion des idées

Alfred ROSMER

Sur l'assassinat de Trotsky



OCTOBRE

— NOVEMBRE

1948

SOMMAIRE

EDITORIAL

La véritable issue	1
--------------------------	---

NOTES EDITORIALES

L'Allemagne occidentale depuis la réforme monétaire ..	4
L'évolution de l'affaire yougoslave	6
La débâcle de Tchang-Kai-Chek	7
FAYRE-BLEIBTREU. — De Gaulle, candidat au pouvoir fort	8
X. Y. Z. — Stalinsme et Communisme en Albanie	17
La campagne du S. W. P. aux élections présidentielles des Etats-Unis	25
Discours radiodiffusé de Farrell Dobbs	26
Adresse des camarades F. Dobbs et G. Carlson	28

31^e ANNIVERSAIRE D'OCTOBRE :

CHRISTIAN RAKOVSKY. — Les « dangers professionnels » du pouvoir	30
---	----

CHRONIQUE DE L'U. R. S. S.

F. FOREST. — Les statistiques de production et la déva- luation du rouble	40
H. VALLIN. — A propos de l'affaire Lyssenko : Aragon et la libre discussion des idées	41

LES LIVRES

ALFRED ROSMER. — Sur l'assassinat de Trotsky	43
---	----

DOCUMENTS

6 ^e Plenum du Comité Exécutif International : Résolution sur la situation actuelle en France et la menace de l'Etat fort. Résolution sur l'affaire yougoslave et la crise du stalinsme	47
--	----

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTER- NATIONALE.

Le 6 ^e Plenum du Comité Exécutif International. — Chine : Le Congrès Constitutif du Parti Communiste Révolution- naire. — Allemagne : La Conférence Nationale de l'I. K. D. — Indes : Un trotskyste élu au Conseil Municip- pal de Madras. — France : Le Comité Central du P.C.I.	52
--	----

NOTRE ADRESSE : Mademoiselle WEILL, Boîte postale N° 124,
PARIS (15^e)

NOTRE COMPTE CHEQUES POSTAUX : C. C. P. 5672-07, Paris.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

IV^E INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale

éditorial

La véritable issue

LES pourparlers qui avaient été engagés à Moscou sur le conflit de Berlin ont été rompus par la volonté manifeste des Américains de ne pas remettre immédiatement en discussion la recherche d'une politique commune des quatre ex-alliés pour toute l'Allemagne et par conséquent, de ne pas ajourner l'application des décisions de la Conférence de Londres de mai 1948 relatives à la création d'un Etat de l'Allemagne Occidentale.

On sait maintenant qu'après l'entrevue des représentants des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France avec Staline à Moscou, un accord était sur le point d'être conclu mettant fin à la « bataille de Berlin », et cette perspective d'accord avait conditionné les « directives du 30 août » données aux gouverneurs militaires de Berlin.

Depuis la rupture des pourparlers et l'appel des trois puissances occidentales aux Nations Unies, le Kremlin est revenu, tant dans la note soviétique publiée avant la réunion du Conseil de Sécurité que dans les interventions de Vichinsky, à son point de vue fondamental en ce qui concerne l'affaire de Berlin, à savoir le renvoi de l'ensemble de la question allemande à une Conférence des quatre ministres des Affaires Etrangères, en vue d'éviter la création d'un Etat de l'Allemagne Occidentale. Les Américains, avec le concours des Anglais et en dépit de la résistance passive des Français entraînés bon gré mal gré, ont par contre persisté en réalité à rechercher un compromis limité à Berlin, tout en poursuivant une politique de réorganisation de l'Allemagne Occidentale sous leur contrôle exclusif.

A quoi tient cette politique différente des uns et des autres en Allemagne ?

Le Kremlin craint qu'une Allemagne Occidentale reconstruite et contrôlée par les Américains ne perpétue la présence effective de ceux-ci au cœur même de l'Europe, à proximité immédiate des frontières de l'U. R. S. S. et de celles de sa zone d'influence en Europe. Par suite, il vise à rendre celle-ci, le plus rapidement possible, libre de l'hypothèque redoutable de l'Amérique et, dans ce but, il est prêt à devenir le champion du retrait de toutes les troupes d'occupation de l'Allemagne (à l'exemple de l'attitude prise en Corée du Nord) et de la reconstitution d'une Allemagne unie « démocratique ». Grâce aux gages

qu'il a pris sur l'économie et sur l'appareil administratif dans la zone orientale, grâce au rapport de forces qui lui serait alors favorable, le Kremlin espère après l'évacuation de l'Allemagne, rester encore en mesure d'influencer la politique de celle-ci et de l'attirer graduellement dans son orbite.

C'est exactement ce que redoute l'impérialisme américain aussi longtemps qu'il ne parviendra pas à consolider l'Europe Occidentale, y compris l'Allemagne Occidentale, pour qu'elle puisse s'opposer efficacement à l'influence du Kremlin. D'où sa politique de réorganisation économique et politique active de l'Allemagne de l'Ouest, d'où les projets d'élargissement de l'alliance militaire des 5 (Angleterre, France, Benelux) à un « pacte atlantique » englobant les États-Unis et le Canada. D'où aussi les implications d'une nature de plus en plus purement militaire que cette politique impose au Plan Marshall, par suite de l'accroissement du budget militaire de tous les pays de l'Europe Occidentale et de l'orientation donnée à la « reconstruction économique de l'Europe » en fonction de critères stratégiques plutôt que purement économiques.

Mais cette politique, loin d'accélérer la consolidation de l'Europe Occidentale, perpétue et aggrave le déséquilibre de celle-ci.

La Conférence des 19 qui s'est réunie en octobre, en marge des travaux de l'O. N. U., avait beau constater les progrès de la « coopération économique européenne », les indices accrus de la production industrielle et les perspectives de diminution du déficit en dollars du commerce européen ; tout cela n'empêchait pas la presse capitaliste de souligner qu'en réalité le premier bilan de la « coopération européenne » est plutôt décevant :

« Dans le domaine des paiements, par exemple, on reste, en fait, sinon en droit, au système bilatéral, constatait avec amertume le journal français « Le Monde » (18-10-48). L'expansion des échanges commerciaux en sera fatalement diminuée. Les crédits intra-européens mutuellement consentis pourraient, à première vue, donner l'impression contraire. En réalité ils visent plus à remédier au ralentissement du commerce qu'à favoriser son développement optimum ».

Le commerce entre l'Est et l'Ouest de l'Europe n'est guère plus avancé qu'il ne l'était avant le Plan Marshall, constate de son côté D. Abkhazi, dans le New-York Herald Tribune (26-9-48). Et le même journal ajoute :

« Derrière tous les arguments techniques, la faiblesse fondamentale qui empêche un commerce véritable et libre entre les nations du Plan Marshall et qui empêche également une juste distribution, à l'intérieur de certains pays des biens produits, c'est le désordre financier. Il y a en Europe des conditions inégales de stabilité. Certains pays ont à l'intérieur des finances saines et leur commerce extérieur dans une position supportable. D'autres sont au bord du chaos. Les budgets ne sont pas équilibrés. Les monnaies sont surévaluées. La confiance dans les gouvernements et les monnaies fait défaut. L'inflation est imminente. »

La situation économique à nouveau critique de la France et même de l'Italie, deux pays-clés de l'Europe Occidentale, est significative des véritables « progrès » accomplis vers la stabilisation depuis l'application du Plan Marshall.

La réorganisation économique de l'Europe, comme celle du reste du monde, s'avère incompatible avec le maintien des barrières nationales, les fardeaux des nouveaux budgets militaires, la spéculation capitaliste, les conditions de misère qu'on impose à la population ouvrière, c'est-à-dire en un mot qu'elle est incompatible avec le maintien du régime capitaliste décrépiti qui règne encore dans toute l'Europe Occidentale.

Quant à l'Europe Orientale, soumise au contrôle soviétique, son effort d'industrialisation indiscutable s'accomplit grâce à un surtravail et à des privations des ouvriers, une partie d'entre eux pensant encore œuvrer pour le « socialisme » alors qu'ils sont en réalité exploités au profit de la bureaucratie soviétique et de ses agents qui détiennent le pouvoir dans ces pays. Un tel effort productif peut donner certains résultats quand il s'agit de pays arriérés ou détruits par la guerre, comme la Hongrie et la Pologne qui repartent à vrai dire à zéro ; mais il est incapable de déterminer un nouveau développement des forces productives de pays déjà avancés, comme la Tchécoslovaquie dont les ouvriers connaissent maintenant tous les bienfaits de la « démocratie nouvelle », à savoir un travail accru, une austérité alimentaire, un contrôle bureaucratique et policier étouffant de toutes les manifestations de leur vie sociale.

La révolution socialiste ne consiste pas à remettre la gestion des entreprises industrielles à l'Etat, ni au passage du contrôle de celui-ci des mains des capitalistes à celles des fonctionnaires d'un parti politique, agent de la bureaucratie soviétique. Elle consiste dans la remise du contrôle et de la gestion de l'économie et de l'Etat aux masses travailleuses organisées en classe dominante.

Quels développements futurs peut-on escompter de cette situation ? Les journalistes qui sont à la solde des capitalistes ou de la bureaucratie soviétique s'efforcent d'enfermer toute la marche future de l'histoire dans le dilemme Washington-Moscou et de concentrer l'attention des masses exclusivement sur les manœuvres diplomatiques des uns et des autres, aux conférences de leurs ministres et aux réunions de l'O. N. U.

Si telle était réellement la seule alternative pour l'humanité, il serait vain de professer un optimisme quelconque. La politique de Washington est déterminée par les stricts intérêts des monopoleurs capitalistes de Wall Street, visant à la domination mondiale. La politique du Kremlin est déterminée par les stricts intérêts de la bureaucratie soviétique qui défend non pas le socialisme, mais son régime de caste privilégiée en U. R. S. S.

Sans l'intervention active des masses le capitalisme se lancera, à travers la phase actuelle de la recherche d'un modus vivendi ou d'un compromis avec l'U. R. S. S., en définitive dans la guerre.

D'autre part sans une intervention active des masses, non seulement dans les pays capitalistes mais aussi en U. R. S. S. et dans les pays qu'elle contrôle la bureaucratie soviétique poursuivra sa politique de prostration et de démolition du prolétariat mondial, politique qui ne peut que rapprocher l'échéance de la guerre et préparer la défaite de la Révolution.

Mais cette intervention des masses, nourrie par les contradictions du capitalisme aussi bien que par celles de la bureaucratie soviétique, existe déjà et constitue le facteur fondamental sur lequel les révolutionnaires doivent tabler entièrement leur politique.

La lutte du prolétariat français, la guerre civile en Grèce et en Chine, la lutte anti-impérialiste au Vietnam, en Indonésie, en Birmanie, en Malaisie, la rébellion de Tito et les autres remous dans les partis communistes et les pays du glacis, forment un faisceau d'événements allant tous dans le même sens : celui de l'affirmation de la lutte de classe et de sa primauté en tant qu'antagonisme social fondamental entre le travail et ses exploités sous toutes les formes, sur tous les autres antagonismes.

C'est l'amplification et l'approfondissement de cette lutte qui d'une part bouleversent constamment les calculs et les plans des capitalistes, et d'autre part minent à la longue les positions de la bureaucratie soviétique.

La tâche des révolutionnaires est de s'inscrire totalement dans cette lutte afin de donner une expression consciente à ce qui est en réalité le désir instinctif des millions d'hommes engagés chaque jour dans le combat : leur assurer le pain, la paix, la liberté.

Ils n'y accéderont que par la Révolution prolétarienne et le socialisme.

L'Allemagne occidentale depuis la réforme monétaire

La réforme monétaire appliquée en Allemagne occidentale le 21 juin 1948 avait été préparée de longue date par les spécialistes des puissances d'occupation et par un véritable « brain trust » allemand à leur service. Pendant de nombreux mois, les quatre commandants militaires ont fait semblant de rechercher une formule commune, permettant d'effectuer la même réforme monétaire dans toutes les zones d'occupation. Mais en raison de l'orientation économique radicalement opposée poursuivie par les impérialistes « occidentaux » dans leur trizone et par la bureaucratie stalinienne dans la zone orientale, il était clair que cette réforme uniforme était impossible, sans parler des contingences politiques qui en auraient fait par avance un mort-né. C'est donc dans le cadre d'une Allemagne occidentale intégrée dans les plans américains de « redressement économique » et de « coopération européenne » que s'est réalisée la réforme monétaire.

Elle a pris la forme d'une opération politique de grande envergure, tendant à permettre une reprise économique qui diminuerait radicalement les charges que l'impérialisme américain s'est vu imposer pour le maintien du niveau actuel d'activité industrielle en Europe occidentale, ferait de la Ruhr un centre d'attraction irrésistible pour les pays du glacis en quête de biens d'équipement, et maintiendrait l'ensemble de l'économie européenne, contrôlée à travers la Ruhr, dans les limites d'une puissance adaptée aux besoins américains et incapable de s'opposer aux visées de l'impérialisme yankee sur les marchés mondiaux.

Qu'une réforme monétaire s'imposât de toute façon en Allemagne pour permettre une reprise économique même des plus modestes était clair pour tout observateur non prévenu et avait été amplement illustré à plusieurs reprises dans QUATRIEME INTERNATIONALE. En raison des effets de la défaite et de l'occupation s'ajoutant à l'héritage de l'économie de guerre nazie, financée par l'inflation, l'ensemble du système monétaire allemand était devenu d'une absurdité exceptionnelle. Les prix et les salaires étaient bloqués à leur niveau de 1939, alors que la masse monétaire en circulation était plus de vingt fois supérieure, et que les marchandises disponibles sur le marché allemand étaient tombées à une fraction infime de la quantité déjà fort restreinte disponible au début de la guerre. Le REICHSMARK était devenu, par suite de cet état de chose, une monnaie purement décorative dont la fonction était limitée au secteur économique étroitement contrôlé par l'Etat : paiement des salaires et des impôts, achat des produits rationnés et utilisation des services publics (gaz, électricité, chemins de fer, etc.). La quantité de marchandises et de services accessibles de ce secteur diminuait sans cesse, ne fût-ce que parce que la reproduction y était devenue absolument impossible.

Il en résultait une paralysie générale de la vie économique : de vastes quantités de produits de toute nature étaient retirées du marché, cachées et stockées. Le capital industriel qui travaillait à perte limitait autant que possible la production. Les paysans ne livraient qu'une partie réduite de leurs récoltes, augmentant leur consommation individuelle et gardant le reste de leur production pour des opérations de troc, avec lesquelles ils acquéraient les produits de consommation impossibles à trouver sur le marché légal ou même sur le marché noir (sauf pour des sommes astronomiques). Les ouvriers ne pouvant acheter avec leur salaire en RM que des rations de famine étaient réduits au débrouillage individuel (intermédiaires de marché noir, troc de leurs rares réserves de vêtements, etc.), paiement d'une partie de leur salaire sous forme de produits finis, vol, etc.) pour défendre leur vie tout court, ce qui entraînait l'absentéisme sur une grande échelle, une chute effrayante de la productivité et une démoralisation qui paralysait toute vie politique.

La nécessité de la réforme monétaire ainsi posée, toute la question se réduisait à savoir qui allait l'effectuer au profit de qui.

Pour comprendre ces résultats, il faut considérer qu'elle a été effectuée en deux étapes. La première consista dans le retrait de tous les billets de banque RM et dans une distribution égale pour tout citoyen d'une somme minime en nouvelle monnaie, le DEUTSCHE MARK. Des mesures supplémentaires prévoyaient un crédit limité aux industries pour le paiement des salaires qui restaient nominalement invariables. Tout-à-coup l'argent devint la marchandise la plus rare. Tout le monde se trouva à court d'argent. Aucun moratoire n'ayant été prononcé, et certaines dépenses devant continuer à se faire (impôts, loyers, transports, services publics, etc.), une partie des stockeurs (surtout les spéculateurs du marché noir) fut forcée de jeter de grandes quantités de marchandises sur le marché. Du coup, tous les produits qui avaient été introuvables en Allemagne pendant trois ans apparurent non seulement à tous les coins de rue, mais même aux vitrines des magasins. Les prix du marché noir s'effondrèrent et, avec eux, toutes les ressources supplémentaires du marché noir et du troc.

La seconde étape consista dans la normalisation de la circulation monétaire, normalisation obtenue en quelques semaines à travers le paiement des salaires, les dépenses étatiques, les frais d'occupation, la reprise du crédit bancaire, etc. La circulation monétaire atteignit rapidement, après cette brève période intermédiaire, le double de ce qu'elle avait été avant la guerre. Les prix, libérés de leur blocage, commençaient à « s'adapter ». Leur hausse très rapide n'exprimait pas tellement, comme le prétendent les spécialistes bourgeois, l'écart des prix allemands par rapport aux prix du marché mondial, mais le simple fait qu'à la base de l'inflation se trouvait l'insuffisance de la production et que de ce fait L'INFLATION RECOMMENÇAIT EN DEUTSCHE MARKS par le simple jeu de l'offre et de la demande, sur un plan différent et dans des limites moins absurdes, il est vrai, mais sur un rythme non moins effrayant : les prix montent de 15 à 20 0/0 par mois.

Ce sont les industriels et les gros commerçants qui ont essentiellement profité de l'opération : la réforme monétaire a REVALORISE LEURS STOCKS qui, du coup, se transformant de capital mort en un capital rapportant de plantureux bénéfices. Pour les travailleurs, après un premier moment d'euphorie provoqué par la réapparition de tant de marchandises désirées, l'opération se solde par la destruction officielle de la fiction du « blocage des prix et des salaires » et par l'admission officielle que leur niveau de vie est tombé à la moitié de ce qu'il était à la veille de la guerre. Avec leur salaire horaire de 1,20 à 1,50 DM, les travailleurs ne réussissent même pas à acheter leurs rations.

Les capitalistes et les autorités d'occupation avaient espéré obtenir un « choc psychologique » qui aurait ramené l'ouvrier à un travail plus assidu. En fait, l'absentéisme a effectivement diminué et les demandes d'emplois augmentent sans cesse, mais la productivité du travail était et reste basse, surtout en raison des SALAIRES REELS infiniment bas, c'est-à-dire de l'insuffisance criante de la nourriture de l'ouvrier allemand et de sa famille qui fait qu'il ne réussit pas à reconstruire sa force de travail. D'autre part, la « normalisation » de la vie économique a également eu pour conséquence le fait que le patron, qui dans la période précédente gardait un personnel supplémentaire qui ne lui coûtait rien parce qu'il le payait en RM sans valeur mais qui lui procurait des allocations de matériel supplémentaires, rationalise aujourd'hui la répartition de la main-d'œuvre, ce qui provoque, étant donné le bas niveau total de la production, la réapparition alarmante du CHOMAGE qui approche de 800.000.

Néanmoins, le « choc psychologique » s'est produit mais dans un domaine tout différent de celui que le grand capital avait espéré. La monnaie devenant de nouveau le moyen de paiement normal et une masse de marchandise apparaissant sur le marché, la LUTTE DE CLASSE s'est immédiatement NORMALISEE sur le terrain économique, les ouvriers ont entamé des actions d'envergure pour la baisse des prix et pour des réajustements de salaire (à Stuttgart, à Dortmund et ailleurs). La période qui s'ouvre sera sans aucun doute une période d'essor du mouvement syndical, et nos camarades de l'I. K. D. (section allemande de la IV^e Internationale) ont lancé un appel au regroupement, à l'intérieur des syndicats et surtout des conseils d'usine, d'une puissante aile révolutionnaire capable d'assurer la victoire aux travailleurs dans ces mouvements, ce qui serait le chemin le plus court pour la politisation des luttes ouvrières.

Dire que la réforme monétaire a « normalisé » une chute radicale du niveau de vie des travailleurs et à nouveau un profit « raisonnable » est en soi-même un indice d'une reprise économique sérieuse. Plus important que les chiffres assez spectaculaires de l'industrie lourde (on prévoit une production d'acier pour 1948 de l'ordre de 6 millions de tonnes contre 2,8 en 1947. Ce chiffre doit cependant être comparé aux 10,7 millions permis par le plan de reconstruction anglo-américain, et au chiffre de 14 millions qui exprime les besoins normaux de l'économie allemande) est le passage à une activité productrice normale des industries textiles, alimentaires, chimiques, etc., où, grâce à un afflux de matières premières et à une récolte exceptionnelle pour cette année (le double environ de la récolte de l'année précédente), la situation put se normaliser rapidement. L'industrie métallurgique, la petite mécanique, l'industrie optique et celle de l'appareillage de précision souffrent par contre d'un manque constant de matières premières et des résultats désastreux de démantèlements. Ce n'est pas par hasard d'ailleurs, car ce sont là précisément les industries travaillant normalement pour l'exportation.

L'évolution de l'affaire yougoslave

COINCÉS d'une part par leur attachement au Kremlin et à son maître Staline, et d'autre part par la campagne acharnée que celui-ci mène au moyen du Kominform sous son contrôle avec comme objectif le renversement de la « clique Tito », Tito et sa fraction dirigeant le P. C. yougoslave et le gouvernement yougoslave ont été obligés d'élargir leur rupture idéologique avec le Kremlin, plus particulièrement en ce qui concerne les méthodes employées contre eux par Moscou.

Les sanctions économiques contre la Yougoslavie que l'U. R. S. S. ordonna à tous les pays soumis à son contrôle ont amené les dirigeants yougoslaves à reconnaître que les relations économiques imposées par Moscou aux pays de « démocratie populaire » n'ont rien de commun avec une coopération socialiste économique ni avec une fusion de plus en plus étroite des différentes économies nationales préconisées jadis par Lénine, et à reconnaître que ces relations restent réglées par les lois du commerce capitaliste. (Discours du Ministre à la Propagande, Milovan DJILAS, du 4 septembre 1948.)

Quelques jours plus tard, le 30 septembre, l'Assemblée Nationale Yougoslave approuvait une déclaration présentée par Pierre Stambolich, Premier Ministre de la République Serbe, qui exprimait la détermination de la Yougoslavie de poursuivre une politique extérieure « conforme aux intérêts du pays et du peuple », sans la subordonner par conséquent aux strictes directives du Kremlin. Cette résolution exprimait aussi la « surprise » du pays au sujet de « la campagne menée [contre lui] par les pays limitrophes et même par l'Union Soviétique ».

Pour la première fois le nom de l'Union Soviétique s'ajoutait à la liste des pays de « démocratie populaire » accusés de calomnier la Yougoslavie.

Enfin, dans trois articles publiés dans BORBA du 2 au 4 octobre, les dirigeants yougoslaves s'en prennent directement au Parti Communiste de l'U. R. S. S., à Staline et à son principe d'autorité suprême.

« Personne ne met en question — écrivent-ils — l'autorité du C. C. du P. C. de l'U. R. S. S. Nul ne peut nier son rôle passé et présent. Mais l'autorité n'est pas tout. **LA VERITE PASSE AVANT L'AUTORITE.** Ceci a été jusqu'à présent un principe dans le mouvement ouvrier... Les C. C. des Partis membres du Kominform n'ont pas adhéré à ces principes de discussion du mouvement ouvrier sans lesquels on ne saurait concevoir celui-ci, c'est-à-dire les principes constructifs de la vérité. Ils se sont attachés uniquement au principe d'autorité... Staline est à juste titre la plus grande figure vivante non seulement du mouvement ouvrier international mais du monde démocratique en général. Cependant, la justice dans le conflit entre le C. C. du P. C. russe et le C. C. du P. C. Y. **N'EST PAS DE SON COTE, MAIS DU COTE DU P. C. Y...** » (Souligné par nous.)

Ce langage, si confus soit-il, n'en est pas moins un signe de la pression des événements sur la direction yougoslave et il ne manquera pas, d'autre part, d'être pris au mot par la base du parti yougoslave, ce qui favorisera en son sein des différenciations idéologiques beaucoup plus profondes.

Le conflit avec le Kremlin en réalité a mis au grand jour, avions-nous écrit au Parti Communiste Yougoslave, une seule question : **LA NATURE DU REGIME DE STALINE** qui, du Kremlin, dirige l'U. R. S. S. et les partis communistes.

Celui-ci, malgré tous les accommodements de langage et malgré tous les actes des dirigeants yougoslaves pour lui plaire, ne relâche pas un seul instant sa campagne qui vise au renversement de la « clique titiste ». L'organe du Kominform **POUR UNE PAIX DURABLE, POUR UNE DEMOCRATIE POPULAIRE** donne, dans chaque numéro, le ton et les motifs de poursuite de cette campagne à toute la presse stalinienne mondiale.

Au même moment où les représentants yougoslaves à l'O. N. U. faisaient bloc avec les autres « démocraties populaires » et avec l'U. R. S. S. contre les pays du camp anglo-américain, l'organe du Kominform consacrait un long article sous la signature de L. Baranov (15 octobre) intitulé : « Comment la clique de Tito combat contre son propre peuple », dans lequel les dirigeants yougoslaves sont gratifiés des plus honorables adjectifs : traitres, criminels, aventuriers, nationalistes, etc. Cet article concluait que « la clique de Tito a trahi le peuple yougoslave ainsi que ses rêves et ses espoirs les plus beaux ».

Les dirigeants yougoslaves semblent penser qu'il leur sera possible de prolonger la situation équivoque de leur parti et de leur gouvernement, en misant sur l'antagonisme U. R. S. S.-U. S. A. qui, d'une part, dicterait au Kremlin une certaine prudence à l'égard de la Yougoslavie, tout au moins sur le plan économique, et, d'autre part, leur permettrait d'étendre leurs relations économiques avec les pays de l'Occident capitaliste, désireux d'attirer graduellement la Yougoslavie dans leur orbite. Peut-être espèrent-ils ainsi arriver à une prochaine étape, à un compromis avec le Kremlin qui, devant l'impossibilité de les éliminer, déciderait de se montrer plus clément envers eux ?

Malgré les difficultés économiques grandissantes en Yougoslavie dont la presse internationale se fait l'écho, surtout dans le domaine de l'alimentation et

des transports, et malgré la campagne du Kremlin et du Kominform, la direction yougoslave paraît jouir d'une grande confiance dans les masses. Mais si elle reste encore dans l'équivoque, et si elle continue le jeu de bascule qu'elle croit pouvoir prolonger, elle ne fera en définitive que le jeu de ses ennemis ; elle perdra la confiance des masses désorientées et ne se maintiendra au pouvoir qu'en s'appuyant de plus en plus sur l'appareil policier et bureaucratique. Aucun régime d'origine révolutionnaire n'a survécu en ne dévoilant aux masses qu'une partie de la vérité et en s'accommodant pour le reste de toutes sortes de subterfuges, de manœuvres et de considérations opportunistes.

La débâcle de Tchang-Kai-Chek

La chute de Moukden, la plus importante ville de Mandchourie, et la capitulation des armées de Nankin (30 divisions, paraît-il, sur les 39 entièrement équipées par les Américains) prises dans le « corridor » mandchourien, marquent un tournant décisif dans la guerre civile chinoise.

Mao Tse Toung, le leader du Parti Communiste Chinois qui se trouve aussi à la tête de l'armée des partisans combattant contre le gouvernement de Nankin, contrôle désormais effectivement toute la Mandchourie et menace sérieusement toute la Chine du Nord.

Des territoires immenses habités par une population paysanne immense (évaluée à 200 millions environ) sont désormais soustraits à Tchang-Kai-Chek et à ses protecteurs de Wall Street. La conquête de la Mandchourie dote ces territoires d'un bastion industriel important, la Mandchourie ayant connu déjà sous l'occupation japonaise un rapide développement industriel favorisé par les richesses naturelles du pays.

Tchang-Kai-Chek et la clique de réactionnaires corrompus qui l'entoure se tournent à nouveau vers Washington, implorant une nouvelle aide urgente afin de faire face au danger d'écroulement complet de leur régime. Mais si le capitalisme américain est partisan d'une aide active à « l'ancienne alliée et amie la Chine », il est peu probable qu'il consente cette aide au régime de Nankin tel qu'il est maintenant.

Aux défaites militaires cuisantes du « généralissime » s'ajoute la banqueroute complète de sa politique dans la partie de la Chine qu'il contrôle encore.

Malgré la réforme monétaire introduite le 19 août 1948 et les mesures « d'austérité » décrétées pour maîtriser l'inflation astronomique qui sévissait dans ces territoires, le peu de progrès enregistré jusqu'ici risque d'être anéanti complètement sous le vent de la défaite soufflant du Nord.

Le mécontentement est grand non seulement parmi les ouvriers et les paysans de la Chine contrôlée par Nankin, mais aussi dans la petite bourgeoisie citadine ruinée et même parmi les commerçants et industriels des grandes villes du Sud. Seule la terreur et le manque d'une direction et d'une organisation révolutionnaire de la résistance des masses, particulièrement dans les grands centres urbains de la Chine permettent encore à Tchang-Kai-Chek de tenir.

En effet, la politique stalinienne tout en épousant maintenant la forme d'une lutte militaire appuyée par les masses paysannes du Nord contre le régime de Tchang-Kai-Chek, s'inscrit en Chine comme partout ailleurs — il ne faut pas l'oublier — dans le cadre de l'évolution des rapports Moscou-Washington. Pendant la guerre, cette politique était celle d'un appui total à Tchang-Kai-Chek, alors partenaire de l'alliance des « démocraties » contre le fascisme. Mais même après la fin de la guerre, les dirigeants staliniens n'ont cessé de flirter avec lui et avec son régime en vue de constituer un gouvernement « démocratique » commun. L'aggravation de leurs rapports avec le dictateur de Nankin alla de pair avec l'aggravation des rapports Moscou-Washington.

Même à présent, les staliniens chinois ne dépassent pas dans leur programme et dans leur action le programme d'une révolution bourgeoise démocratique en Chine : réforme agraire au profit des paysans moyens et riches ; gouvernement démocratique de coalition. Dans la gamme des « Démocraties Populaires », la politique des staliniens chinois occupe le place la plus à droite.

Dirigée de Moscou, cette politique s'inspire d'une part de la crainte éprouvée par la bureaucratie du Kremlin devant la perspective d'une véritable révolution prolétarienne en Chine, et d'autre part du souci constant de cette bureaucratie de ne pas inquiéter outre mesure Washington, de n'utiliser la pression du mouvement des masses chinoises que comme un des moyens principaux pour arriver à un compromis avec Wall Street.

Les mois à venir démontreront dans quelle mesure ces calculs influenceront réellement dans le sens du compromis ou si, au contraire, l'effondrement de la Chine de Tchang-Kai-Chek n'accélérera pas les préparatifs de guerre des impérialistes qui tâcheront, les Américains en s'appuyant sur le Japon et les Anglais sur les Indes, de reconquérir l'Asie qui leur échappe.

DE GAULLE

Candidat au pouvoir fort

par FAVRE-BLEIBTREU

AU mois de juin 1940, le gouvernement Reynaud, emporté par la déroute, délégua deux de ses membres : De Gaulle, fraîchement promu général, fut envoyé à Londres, tandis

que le vieux maréchal Pétain recevait la mission de signer l'armistice. Ainsi prirent naissance la « France libre » et « l'Etat Français » double fondé de pouvoir des intérêts de la bourgeoisie française.

LES ETAPES DU GAULLISME

Le fondé de pouvoir émigré à Londres, Charles de Gaulle, assumait une triple fonction : le maintien de la domination impérialiste française sur les colonies lointaines qui tombaient hors du contrôle de Vichy, la représentation diplomatique dans le camp des Alliés, enfin le contrôle et l'encadrement du mouvement de résistance des masses pour en faire un instrument de la guerre impérialiste et assurer à froid le pas-

sage des pouvoirs de l'aile pro-allemande à l'aile pro-alliée de la bourgeoisie française.

Cette dernière fonction put être réalisée grâce à la collaboration du parti stalinien aussi bien dans le gouvernement d'Alger (Billoux, Grenier) que dans le gouvernement de la libération. « Tous aux Champs-Élysées pour acclamer de Gaulle », appelait « Humanité » du 26 août 1944 en lettres gigantesques.

COLLABORATION AVEC LE P. C. F.

A son installation sur le territoire français, le gouvernement des émigrés dut faire face à une crise révolutionnaire. Face au pouvoir officiel se dressaient des organismes populaires concentrant en leurs mains une large part de pouvoir effective : comités d'usines, milices populaires, voire dans certaines provinces les comités de libération (1).

Il fallait rendre les entreprises aux capitalistes ou à défaut appliquer un statut bâtarde et provisoire de nationalisation à celles où le profit capitaliste ne pouvait être réalisé pour une période.

Il fallait faire d'apparentes concessions aux ouvriers alors même que l'ensemble de la production était frappé de paralysie ; augmenter les salaires ; créer des comités d'entreprise sans pouvoir réel en place des comités ouvriers d'usine.

Il fallait enrôler et dissoudre les milices populaires dans les armées alliées ; obtenir la liquidation de celles qui sub-

sistaient et le désarmement des ouvriers ; renforcer la police ; exproprier les tribunaux populaires au profit du vieil appareil judiciaire lié à Pétain par le serment d'allégeance.

Une seule force en France était en mesure d'opérer ce sauvetage de la domination capitaliste : le stalinisme. « J'ai utilisé ces saboteurs pour la France après la libération — peut dire aujourd'hui de Gaulle — parce que je voulais qu'ils produisent avec les autres, et je ne me suis pas plaint du résultat. »

En effet, en deux mois, le parti stalinien réussit à liquider les organismes populaires et à sauver le régime capitaliste conformément aux accords de Yalta. Pendant trois ans, il mettra son immense force au service de la paix sociale, brisant les grèves, collaborant à la guerre contre le Viet-Nam et à l'écrasement de la révolte des masses algériennes.

Ce front commun réalisé à Yalta entre les impérialistes et l'U. R. S. S. contre la menace révolutionnaire fut la base du compromis entre Washington et Moscou. La bourgeoisie française trouva dans ces rapports internationaux la possibilité d'une apparente neutralité entre les deux puissances. De Gaulle et le P. C. F. purent préconiser en commun la même « politique de grandeur » et revendiquer fortement une part du butin

(1) « Ce régime de double pouvoir ne présentait pas en dépit des apparences de caractère révolutionnaire surtout du fait qu'aucun parti ne nourrissait d'intentions subversives, aucun ne songeait à s'emparer du pouvoir par la violence. » (R. Aron, *Le grand schisme.*)

allemand. Pendant quelques mois cette politique de grandeur s'exprima par un timide jeu de bascule entre Washington et Moscou.

La poussée révolutionnaire des masses rendait nécessaire et possible la collaboration entre de Gaulle et Thorez sous l'étendard de la Résistance Unie.

DE GAULLE SE RETIRE DU GOUVERNEMENT

Le 19 janvier 1946, de Gaulle abandonne la présidence du gouvernement et se retire dans sa propriété de Colombey-les-deux-Eglises.

Que s'est-il passé ? Le gouvernement a été incapable d'empêcher l'inflation, et la politique internationale de grandeur s'est avérée une coûteuse utopie.

« Le général s'en va à la veille de la faillite, en pleine crise du ravitaillement, en pleine perte du prestige international de la France », constate mélancoliquement l'Époque progauilliste.

Et l'organe du P. R. L., **Paroles Françaises**, le compare à « un soldat fourbu qui s'enfuit des lignes, un matin de janvier dans le brouillard... »

Mais cette désertion est une excellente opération politique. Elle va permettre à de Gaulle de sauver son prestige personnel, de laisser au tripartisme la responsabilité de la faillite ; pendant que les partis ouvriers continuent à

s'user au pouvoir tout en sapant la combativité ouvrière, il pourra rassembler dans l'opposition la petite bourgeoisie mécontente et les troupes de Pétain encore paralysées par leur défaite récente.

Bientôt la campagne constitutionnelle lui offre l'occasion de condamner la faillite du tripartisme ; d'opposer à la constitution élaborée en commun par le P. C. F., la S. F. I. O. et le M. R. P. son programme d'un Etat fort.

La pression de cette campagne est suffisante pour amener le M. R. P., quelques jours avant le référendum, à retirer son soutien au projet de constitution. En mai 1946, le projet est repoussé par référendum. Quelques mois plus tard le bloc tripartite recollé propose un nouveau projet de constitution. La campagne gauilliste s'intensifie. Après l'adoption de la constitution N° 2 par une faible majorité, le M. R. P. paiera sa rupture avec de Gaulle d'une perte de 500.000 voix aux élections législatives.

CREATION DU R. P. F. ET RUPTURE DU TRIPARTISME

Après avoir retiré au M. R. P., « parti de la fidélité », son patronage tutélaire et l'avoir refusé successivement à plusieurs formations électorales (P. R. L. puis Union Gaulliste), de Gaulle annonce le 8 avril 1947 la constitution du « Rassemblement du Peuple Français ». Cette initiative découle d'une aggravation des rapports entre l'U. R. S. S. et l'impérialisme des U. S. A. Le général a remis sa politique de grandeur et s'aligne ouvertement sur la diplomatie et sur l'Etat-major yankees.

Elle répond aussi à une polarisation politique accrue dans le pays, qui se manifeste par une certaine agitation anti-dirigiste des classes moyennes et par une montée de la classe ouvrière qui tend à briser le carcan bureaucratique stalinien pour entrer en lutte contre le gouvernement tripartite. Cette montée se traduit par des explosions grévistes qui débordent l'appareil syndical de plus en plus fréquemment et de plus en plus largement et qui, de la périphérie de la classe ouvrière, gagnent progressivement son secteur décisifs. Le mouvement de débordement culmine avec la grève Renault (25 avril). Elle

contraindra le P. C. F. à retirer ses ministres pour reprendre le contrôle de la classe ouvrière (Jamais nous ne nous laisserons tourner à gauche, déclare en substance J. Duclos) et pour en subordonner les actions aux besoins mouvants de la diplomatie du Kremlin : grèves par vagues, grèves tournantes, morcellement du mouvement spontané vers la grève générale.

Cette politique de « pression » sur la bourgeoisie conduit à la défaite de la vague de novembre-décembre et à la scission syndicale. Mais la bourgeoisie comprend les limites de son succès et n'entreprend qu'avec prudence l'offensive contre le niveau de vie et contre les libertés ouvrières. Les gouvernements successifs de la 3^e Force répondent à ses besoins du moment et à ses possibilités. L'heure de de Gaulle n'a pas encore sonné. Mais déjà l'activité et la stabilité des gouvernements sont de plus en plus dominées par l'existence du gaullisme qui, tout en lui fournissant le contre-poids de droite nécessaire à un équilibre bonapartiste bien précaire, pèse d'un poids croissant sur le parlement et sur la vie des ministères.

DE GAULLE CANDIDAT AU POUVOIR

Depuis 1944, la bourgeoisie française a placé en de Gaulle tous ses espoirs. Elle voit en lui un atout majeur, l'homme providentiel qu'elle souhaite de voir régner le plus tôt possible.

L'établissement du régime démocratique parlementaire de la IV^e République ne répondait nullement aux possibilités réelles d'une économie décrépite et vouée à une décadence irrémédiable.

Il fut imposé par le rapport de force entre les classes : quelques miettes de démocratie bourgeoise étaient le prix de la participation indispensable des partis ouvriers au sauvetage du capitalisme en France.

D'autre part, l'impérialisme américain était peu enclin à courir les risques d'une guerre civile aux résultats aléatoires pour voir s'instaurer un Etat fort aux tendances autarciques et jouant son propre jeu diplomatique.

D'aspiration de la bourgeoisie, l'Etat fort est devenu sa préoccupation immédiate et de Gaulle passe au rang de candidat N° 1.

En raison même de la pression accrue de l'impérialisme américain sur son économie, la bourgeoisie française s'efforce de remédier à l'inflation accrue et au déficit croissant de la balance des paiements par une exploitation aggravée du prolétariat ; la réduction de la consommation des masses, la prolongation de la journée de travail et l'accélération de la cadence résumant ses ambitions et ses moyens d'action en matière économique. Pour y parvenir il lui faut un Etat fort.

Les crises ministérielles successives et plus particulièrement l'échec du gouvernement Marie-Reynaud ont amené les cercles bourgeois dirigeants à se tourner vers le gaullisme en lui confiant la mission de corseter graduellement le régime parlementaire et de préparer son élimination. Là précisément réside une contradiction : pour établir son régime autoritaire, la bourgeoisie doit briser la classe ouvrière, mais la faiblesse actuelle de son appareil de coercition ne lui a pas permis, même après son succès de décembre 1947, de porter des coups décisifs au prolétariat. Peut-elle trouver dans le R. P. F. la force politique et militaire nécessaire à cette opération ? C'est là une question de premier plan à laquelle nous nous efforcerons de répondre.

Contentons-nous de noter pour l'instant que la bourgeoisie manifeste de grandes hésitations sur les moyens d'arriver au pouvoir fort, qu'elle craint d'engager la guerre civile et qu'elle fera

tous ses efforts pour amener de Gaulle par la voie froide.

La lecture comparée de la presse française (ou même anglaise) et de la presse américaine montre plus de détermination du côté de Washington. La presse républicaine en particulier semble accepter les risques d'une guerre civile. « Dans ses aspects les plus profonds, écrit le New-York Herald Tribune du 10-9-48, la crise n'est pas une crise économique, mais une crise d'autorité gouvernementale, de discipline, d'unité et de morale, et le général de Gaulle est très bien qualifié pour traiter de ces problèmes. »

Plus directe encore, la revue *Life* du 27 septembre, faisant siennes les thèses du gaullisme dans l'article « Pourquoi la IV^e République est mourante », prévoyait que l'arrivée au pouvoir de de Gaulle « apporterait une intensification de l'action anti-rouge en France et que le Parti Communiste serait probablement mis hors la loi dès les premiers pas du régime. Il y aurait opposition physique des Communistes mais, à cette étape, ceux-ci ne seraient plus en mesure de déclencher une guerre civile victorieuse ». Elle conclut « Plus qu'un salut négatif (de Gaulle) apportera à la France un nouvel espoir d'une forme nouvelle de libération ».

Le bénéficiaire de telles recommandations est assuré de trouver en France même de bons appuis. Il devient un des pions principaux du dispositif stratégique de Wall Street à côté de l'Espagne de Franco, de la Grèce de Tsaldaris et du potentiel industriel de la Ruhr sous contrôle américain.

Nous avons pu jauger récemment dans l'affaire de Berlin (1) la capacité de résistance de la bourgeoisie française face aux « sollicitations » de Wall Street. La bourgeoisie française devra s'aligner aussi en matière de politique intérieure et pousser de Gaulle au pouvoir, car Wall Street s'impatiente de crises ministérielles en cascade et pourrait remettre en question la continuation de l'aide Marshall à moins d'une stabilisation de l'économie française par un Etat fort.

DE GAULLE ET LE R. P. F.

L'HOMME

Représentant authentique des milieux bourgeois et de l'ancienne aristocratie, élève des Jésuites, de Gaulle allie la morgue de la caste militaire à l'ambition ombrageuse du politicien.

1921. Agé de 31 ans, il participe avec le grade de commandant à la Mission Militaire Française qui combat en Pologne contre l'Armée Rouge. Son chef est Weygand.

1924. Il entre à l'Ecole de guerre où il est « chargé de cours » et devient aide de camp du Maréchal Pétain.

1932. Lieutenant-Colonel et Secrétaire du Conseil Supérieur de la Guerre,

présidé par Pétain et Weygand, il définit sa conception du chef militaire dans le livre « Au fil de l'épée ».

1934. Il prend position contre la doctrine stratégique périmée professée par

(1) Schuman, représentant de la France à l'O. N. U., manifesta quelques velléités de conciliation bien compréhensibles au moment où la stratégie alliée considère la France comme une « terre brûlée » en cas de guerre. Il fut vivement rappelé à l'ordre et s'aligna totalement sur la délégation américaine.

Pétain et par l'ensemble de l'Etat-major. Il préconise une armée de métier peu nombreuse et mobile reposant sur des divisions cuirassées semblables aux Panzerdivisions de Guderian. Il fournit à Paul Reynaud les thèmes de ses interventions à la Chambre des Députés lors de la discussion du budget militaire pour 1935.

D'abord disciple du royaliste Maurras, il prend conscience en ces années du rôle qui s'offre à un soldat-politicien.

« Il faut qu'un maître apparaisse, écrit-il dès cette époque (1), indépendant en ses jugements, irrécusable dans ses ordres, crédité par l'opinion. Serviteur du seul Etat, dépouillé de préjugés, dédaigneux de clientèles ; comme enfermé dans sa tâche, pénétré de longs desseins, au fait des gens et des choses du ressort ; chef faisant corps avec l'armée ; homme assez fort pour s'imposer, assez habile pour séduire, assez grand pour une grande œuvre, tel sera le ministre soldat ou politique à qui la patrie devra l'économie prochaine de sa force... »

Il entrevoit déjà les moyens qui ouvriront la voie à cet homme providentiel, assez grand pour une grande œuvre : « Il n'est point de groupement, de parti, de consul, qui n'invoquent le redressement, l'ordre nouveau, l'autorité. Nul doute qu'à bref délai, le jeu des constitutions, suivant le mouvement des besoins, n'ouvre le champ aux résolus. Si cette refonte nationale devait commencer par l'armée il n'y aurait là rien que de conforme à l'ordre naturel des choses... Pour cette raison que le corps militaire est l'expression la plus complète de l'esprit d'une société... L'armée nouvelle servira de recours et de ferment (2). Car l'épée est l'axe du monde et la grandeur ne se divise pas ».

Dans son régiment de chars le lieutenant-colonel Charles de Gaulle se distingue par son zèle anti-ouvrier : lors des grandes manifestations de soldats contre le « rabiote » (maintien sous les drapeaux) de 1935-1936 il punit préventivement ceux des soldats de son régiment qui lisent la presse du Front Populaire, organise la fouille des paquets, l'espionnage, etc.

La chance de sa vie lui est offerte par son entrée dans le gouvernement Reynaud-Pétain en pleine débâcle des armées françaises (6 juin 1940) et surtout par la mission à Londres que lui confie le gouvernement (8 juin). Le 17 juin Pétain annonce à la radio qu'il a

demandé l'armistice. Le lendemain et les jours suivants la B. B. C. de Londres diffuse des appels de de Gaulle qui préconise la continuation de la guerre au côté des Alliés.

Pendant des années il assura son contrôle sur les colonies, sur les troupes françaises et surtout sur les mouvements de « résistance » que sa police secrète (B. C. R. A.) tient à sa discrétion. Son état-major est constitué de cagouleurs antisémites et fascistes. (Une autre fraction de la cagoule est passée à la collaboration en France avec son chef Deloncle qui changera de camp en 1942 et sera assassiné par la Gestapo).

Pendant les premiers mois de son existence, le comité de Londres fut ignoré de larges fractions de la bourgeoisie qui croyait à une stabilisation de la victoire allemande. Mais dès 1941, la certitude de la victoire alliée leur apparut posant du même coup un problème angoissant : comment assurer le passage à froid du gouvernement de « collaboration » au gouvernement « proallié » lorsque la retraite des armées d'Hitler priverait l'Etat français de ses baïonnettes ? Est-il possible de conserver intact l'Etat tout en changeant de personnel ? Comment empêcher l'irruption des masses populaires ? Ces préoccupations guideront la politique de Roosevelt (Leahy). La bourgeoisie craint que de Gaulle ne sape l'autorité de l'Etat en prêchant la désobéissance et qu'il n'ouvre une crise d'autorité grave et peut-être fatale.

C'était compter sans la volonté de collaboration de classe des partis « ouvriers ». De Gaulle put riposter après coup à cette critique en déclarant devant l'Assemblée consultative le 2 mars 1945 :

« Au moment où j'arrivai à Paris, le 25 août 1944, m'était remise une communication d'un représentant du maréchal Pétain. Le représentant avait, en vertu d'un ordre écrit, daté du 11 août, tous pouvoirs pour rechercher avec nous « une solution de nature à éviter la guerre civile ». J'ai éconduit le représentant. Messieurs, où est la guerre civile ? »

Servilement l'Assemblée acclama de Gaulle, « socialistes » et « communistes » compris. Deux mois plus tôt, Thorez avait désarmé les ouvriers et réclame « une seule police, une seule armée, une seule administration », celles du gouvernement provisoire de la bourgeoisie.

En 1947, devenu chef de parti, il sélectionne autour de lui un état-major d'exécutants sans envergure, soumis à son autorité despotique. Mais il apprend à masquer son mépris de la masse derrière une démagogie oratoire destinée à gagner le cœur du petit bourgeois.

Sa personnalité et son origine sociale diffèrent profondément de celles d'Hitler, petit bourgeois révolté à qui la bourgeoisie allemande ne remit le pouvoir que comme ultime recours.

(1) Vers l'Armée de métier, p. 208.

(2) Op. cit. p. 58. — L'auteur fait l'éloge de l'armée de métier de Napoléon III : « A peine sortie des prisons de l'ennemi, elle trouvait assez de fidélité pour enlever les barricades de la Commune et sauver l'Etat. »

LE PROGRAMME

Le programme du R. P. F., comme la personnalité de son chef reflète exactement les possibilités et les ambitions limitées de la bourgeoisie française décrépite qui n'aspire à rien d'autre qu'à devenir le premier lieutenant en Europe de l'impérialisme yankee.

Rien dans ce programme qui rappelle la démagogie pseudo-révolutionnaire et conquérante du nazisme avant la prise du pouvoir.

C'est le programme de la réaction la plus classique :

— avant toute chose il faut restaurer l'autorité de l'Etat, renforcer l'exécutif présidentiel, lui attribuer le droit de dissolution des assemblées législatives ;

— il faut restaurer l'autorité du patron dans les entreprises ;

— il faut « refouler les corps intermédiaires » (c'est-à-dire les syndicats) et mettre fin « à la dictature des Partis » ;

— il faut mettre fin à la lutte de classes par le régime de « l'association » qui ferait partager au personnel « les bénéfices et les risques de l'entreprise » (1) ;

— « Il faut accroître la production par tous les moyens, notamment par l'augmentation de la durée de travail ». Ce point programmatique très concret formulé pour la première fois par de Gaulle dans sa conférence de presse du 1^{er} octobre est une véritable déclaration de guerre à la classe ouvrière. Mais la presse stalinienne ne l'a pas jugé digne de la moindre mention !

Même assaisonné d'une pointe de démagogie antiparlementaire ce programme n'a rien d'enthousiasmant. Le R. P. F. ne dissimule d'ailleurs pas son accord avec le plan Reynaud mais ajoute que lui seul serait assez fort pour l'appliquer.

Le véritable signe de ralliement et le cri de guerre du gaullisme, c'est l'anticommunisme. Les « séparatistes » doivent être mis hors la loi. Le pouvoir restauré ne pourrait tolérer même une allusion à la désobéissance civique.

C'est là le thème central de la propagande du Rassemblement, image symétrique et renversée de la propagande stalinienne : le monde est divisé en parti russe et parti américain ; la guerre est inévitable à bref délai ; toute la question est de s'y préparer en liquidant le parti russe.

Pour cela tous les moyens sont bons : « Si les « séparatistes » entraînent dans le gouvernement « qui donc peut encore croire que nous serions dans la légalité ? »

Si au contraire l'accession au pouvoir du R. P. F. déclenche des grèves « croyez-vous qu'une menace de grève nous ferait reculer ? » demande de Gaulle, « Il ne faudrait pas alors hésiter à briser cette résistance ».

A la différence des anciens partis réactionnaires dont il a pris la succession, le R. P. F. ne dispose que d'une marge de manœuvre restreinte dans son agitation chauvine. Avec sa politique de grandeur il a dû enterrer les revendications sur la Rhénanie et sur les colonies italiennes, ne se différenciant timidement de la diplomatie de Wall Street que par la revendication du dépècement de l'Allemagne de l'Ouest en petits états fédérés.

Avec un tel programme, de Gaulle s'assure la confiance de la bourgeoisie. A ses partisans qui l'acclament aux cris de « De Gaulle au pouvoir », il peut répondre avec assurance : « Au pouvoir ? Mais vous voyez bien que nous y allons ! »

COMPOSITION DU R. P. F.

Six mois après sa constitution, le R. P. F. récoltait 33 % des suffrages aux élections municipales (octobre 1947). Ses succès furent particulièrement nets dans les régions traditionnellement réactionnaires : l'Alsace, la Lorraine, la Normandie et la Vendée, mais aussi dans de grands centres urbains : Paris (sans sa banlieue), Marseille, Bordeaux, Lille, Strasbourg,

St-Etienne ont voté en majorité R. P. F.

Ces succès très impressionnants ne traduisent pas un revirement brutal de l'opinion. Les si fréquentes consultations électorales des premières années de la IV^e République ont clairement montré l'instabilité des rassemblements électoraux de droite qui se gonflaient ou déperissaient selon qu'ils avaient ou perdaient l'investiture personnelle de

(1) Lorsqu'il tente de préciser ce qu'il entend par « association » de Gaulle propose le *salaires proportionnel*, système utilisé dans certaines usines allemandes sous Hitler et dans quelques petites entreprises françaises. Ce système est basé sur le principe suivant : les ouvriers touchent un salaire de base inférieur de 1/3 à celui de leur profession. Ils touchent en outre un complément de salaire proportionnel au volume des affaires de la société calculé sur un

indice fixé par le patron. A travail égal ils se font un salaire total légèrement inférieur à la moyenne. En prolongeant la durée du travail et en accélérant la cadence jusqu'aux limites physiologiques, ils obtiennent un salaire légèrement supérieur à la moyenne. En cas de mévente, les ouvriers sont réduits à un demi-salaire. On voit que cet habile système de surexploitation n'est applicable qu'à un très petit nombre d'entreprises. Généralisé, il perdrait toute signification.

de Gaulle. Ce fut en particulier le sort du M. R. P. A plusieurs reprises, des sondages de l'opinion publique organisés par le Gallup français avait donné plus de 30 % à 35 % de oui à la question « Etes-vous partisan du retour au pouvoir du général de Gaulle ? »

Le nombre d'adhérents du Rassemblement est évalué par son chef à 1,5 million. Mais il s'agit d'un groupement politiquement assez hétérogène allant des radicaux traditionnels aux fascistes miliciens en passant par les anciens légionnaires de Vichy. Les cadres politiques et électoraux du Rassemblement ont la même hétérogénéité. C'est sans ardeur que le R. P. F. a tenté au début d'écarter des postes en vue les anciens collaborateurs vichysois et les fascistes avoués en faveur desquels une campagne de réhabilitation a depuis lors été entreprise. Dans sa récente conférence de presse déjà citée, de Gaulle demandait aux journalisés « Qui a réellement suivi Vichy ? Laval lui-même a-t-il servi Vichy jusqu'au bout ? Un effort particulier est fait en direction des politiciens du M. R. P. et surtout socialistes parmi lesquels le R. P. F. compte des partisans plus ou moins avoués. Socialement le gros du recrutement R. P. F. est constitué par les classes moyennes des villes, les paysans s'étant montrés jusqu'à présent et dans l'ensemble assez peu perméables à sa propagande.

Cette base petite bourgeoise française ne possède pas le dynamisme redoutable que pouvaient avoir les troupes du nazisme allemand recrutées dans les classes moyennes exaspérées par de longues années de misère, parmi les corps francs de la première guerre et dans les rangs innombrables de chômeurs qui trouvaient en s'enrôlant dans les sections d'assaut nazies un dérivatif à leur désespoir.

Le gaullisme au contraire traduit les aspirations conservatrices d'une petite bourgeoisie jouissant d'une position relativement favorable dans la crise française. Cette réalité sociale s'exprime à travers la presse gaulliste qui adopte volontiers le verbiage du libéralisme petit-bourgeois destiné à flatter les oreilles socialistes.

Ce rassemblement hétérogène est encore un très médiocre instrument de guerre civile et de profonds remaniements qui commencent à se faire jour devront s'y produire pour en faire une arme efficace. Les éléments authenti-

quement fascistes de l'avant-guerre ou de l'occupation portent le poids d'un profond discrédit et leur mentalité de vaincus et de clandestins s'oppose à l'ardeur conquérante des nazis allemands.

La même faiblesse se manifeste dans les représentations municipales et parlementaires du gaullisme où les premières manifestations de guerre civile ont causé de profonds remous. Les conseillers municipaux R. P. F. s'abstiennent dans de nombreux votes demandant la dissolution des groupes armés. Parfois même ils votent pour.

L'un des premiers adhérents de l'intergroupe R. P. F. de l'Assemblée Nationale, Lécivain-Servoz, s'écriait lors du débat sur les bagarres de Grenoble : « Je ne peux admettre qu'il y ait des voyous dans les rangs du R. P. F. ni que ceux qui se sont réjouis de la condamnation à mort du général de Gaulle foulent à sa suite les terres sacrées des cimetières du maquis (applaudissements prolongés au centre, gauche et extrême-gauche). Autour du général, il y a toutes sortes de gens qui insultent les parlementaires. Moi, je ne me laisse pas insulter. Vous, vous en avez peur. Je me demande pourquoi quand je vois leur maladresse politique ; vous avez peur de types qui sont des laissés pour compte. Il voudrait me donner des ordres à moi ! ce serait rigolo ! » (hilarité). Cette intervention montre bien les difficultés qu'offrent la structure et la situation actuelle de la petite bourgeoisie à la réalisation du parti unique soumis au despotisme d'un chef unique.

La pénétration du R. P. F. dans la classe ouvrière (1) reste extrêmement limitée en dépit du dégoût croissant provoqué par la politique apparemment incohérente et les procédés bureaucratiques des dirigeants stalinien de la C. G. T. Les groupes d'entreprise existants ont une vie clandestine, n'interviennent pratiquement pas dans la vie des syndicats et de l'entreprise, car la doctrine du R. P. F. ne leur inspire pas l'élan nécessaire pour affronter ouvertement l'hostilité de leur classe. Il n'en reste pas moins qu'à une étape ultérieure ces groupes seront appelés à jouer ouvertement un rôle de police politique et de briseurs de grève, et que la lutte doit être engagée sans délai pour leur dénonciation publique et leur élimination.

LES FORMATIONS MILITAIRES DU R. P. F.

Lors du débat déjà cité à l'Assemblée Nationale, les premières révélations furent apportées sur les forces militaires du R. P. F. Elles comprennent un service d'ordre de 16.000 hommes, dont 6.000 à Paris et 10.000 en province, organisés en groupes de combats auxquels s'ajoutent des groupes de choc dont les effectifs n'ont pas été précé-

sés. L'armature de ces formations est constituée par des militaires de la 2^e Division Blindée auxquels sont venus

(1) Le R. P. F. édite un hebdomadaire « ouvrier » qui, parmi toutes les publications gaullistes, se distingue par une démagogie outrancière.

s'amalgamer des vétérans des groupes fascistes de l'avant-guerre et de l'occupation.

Dans l'ensemble, ces troupes de choc manquent de dynamisme et de confiance en elles-mêmes. Jusqu'à présent, leur rencontre avec des prolétaires même non organisés militairement s'est terminée ordinairement par leur déroute. Les apparences démocratiques que le R. P. F. s'efforce de maintenir ne sont pas de nature à galvaniser leur volonté de combat en dépit des exhortations ro-

mantiques de Malraux qui les appelle à mourir bravement pour le général.

A la suite des premiers chocs la presse gaulliste revendiqua sur un ton larmoyant son droit à la parole, soulignant que jamais des gaullistes n'ont troublé une réunion « séparatiste » et que la réciprocité leur est due : « Nous resterons calmes comprenant bien la provocation » (**Le Rassemblement** du 20-10-48). C'est une loi de la guerre que la défensive démocratise les combattants.

UN GAULLISME DEMOCRATIQUE ?

Lié par ces apparences démocratiques qu'il est obligé de sauvegarder et par l'hétérogénéité des troupes, le R. P. F. n'est pas un instrument de conquête violente du pouvoir. De Gaulle s'efforce d'y accéder par la voie froide : soit par une majorité électorale en cas de dissolution, soit par une majorité parlementaire qui lui transmettrait un arsenal renforcé de pleins pouvoirs et décrets-lois, de législation anti-ouvrière et de forces de police suffisantes pour armer un gouvernement autoritaire.

Cette orientation nécessite du gaullisme la plus grande prudence pour éviter dans la mesure du possible toute lutte physique, tout acte prématuré capable de réveiller la capacité de résistance et de riposte prolétarienne.

Des « théoriciens » gaullistes s'appliquent précisément à démontrer à la bourgeoisie que leur victoire ne signifierait pas nécessairement la dictature et la guerre civile (1). A ceux qui craignent que « ce que l'Etat gagnerait éventuellement en efficacité, il le perdrait par la révolte latente de milliers de citoyens », Raymond Aron, membre du Comité Exécutif du R. P. F. répond : « Je me refuse à cet aveu d'impuissance qui nous aculerait à l'alternative du communisme ou du despotisme de droite ». Il y a la place pour un « régime d'autorité modérée. L'Etat serait fort mais non illimité. Partis et syndicats seraient libres, mais non tout puissants. Le parlement légiférerait et contrôlerait, il renoncerait à gouverner. L'économie serait orientée, mais non

dirigée ». Et de Gaulle lui-même ajoute : « Les séparatistes conserveraient leur représentation à l'intérieur de la Démocratie. »

Ces affirmations ne convainquent pas le chroniqueur du **Monde** (2), qui se fait l'interprète des inquiétudes de la grande bourgeoisie lorsqu'il répond : « On voit mal comment sortir de ce dilemme : en matière syndicale un gaullisme modéré serait un gaullisme impuissant... Des deux fractions du R. P. F., la modérée et l'autoritaire, c'est cette dernière qui a toutes les chances de triompher finalement parce qu'elle correspond à la logique interne du système, au lieu que l'autre la contrarie. »

Aucun doute sur ce point : quelle que soit la voie, froide ou sanglante, de son arrivée au pouvoir, la fonction du gaullisme serait de mener une lutte à mort contre le mouvement ouvrier pour l'écraser. Il entreprendrait immédiatement l'élimination des centres de résistance les plus actifs : le parti révolutionnaire, le parti stalinien, les syndicats et les organisations qui refuseraient d'être embrigadées dans l'Etat.

Incapable de relever une économie irrémédiablement décadente, il devrait constituer des syndicats étatiques, promulguer une charte du travail et écraser par la force toute tentative de revendication ouvrière. Le régime de la Grèce de Tsaldaris donne l'image de ce que serait un régime gaulliste : une sanglante dictature militaire et policière qui ne pourrait se maintenir qu'à une répression sans cesse accrue.

LA POLITIQUE STALINIENNE OUVRE LA VOIE FROIDE A DE GAULLE

La propagande du Parti Communiste Français, symétrique de la propagande gaulliste, lui fournit ses meilleurs arguments. L'une et l'autre ont pour thème central que la lutte de classe a fait place à la lutte du parti russe contre le parti américain. L'une et l'autre se placent dans la perspective d'une guerre inévitable à brève échéance et appellent les

« patriotes » à prendre place dans le bon camp. L'une et l'autre rivalisent de démagogie chauvine. Sur ce terrain de duperie des masses, le mensonge stalinien a pour seul effet de servir de caution au gaullisme.

De Gaulle attire les classes moyennes, désireuses de changement, par la promesse d'un gouvernement fort. Il se

(1) Raymond Aron, *Le grand schisme*, éd. N. R. F., p. 323.

(2) 7-10-48, chronique de Maurice Duverger.

refuse à toute compromission avec la 3^e force et, par là, impose l'idée que son régime apporterait des solutions neuves et radicales. Le parti communiste français, lui, n'affirme pas de plus haute ambition que celle de retrouver quelques portefeuilles dans un « gouvernement d'union démocratique », c'est-à-dire dans un tripartisme réédité dont la faillite fut égale à celle de la 3^e force. Rien ne peut être plus favorable à un ralliement progressif des éléments hésitants de la petite bourgeoisie au gaullisme.

La politique des « grèves tournantes » et grèves partielles a l'ambition d'être une tactique habile pour forcer la bourgeoisie à choisir la paix sociale par le retour des ministres stalinien au gouvernement. Elle n'a pour résultat que de tenir la bourgeoisie sur le qui-vive, de lui fournir l'occasion de renforcer son appareil de répression en même temps qu'elle démoralise profondément les travailleurs dont la combattivité s'use sans résultat dans des luttes partielles pour des objectifs étriqués continuellement remis en question par l'inflation. Alors qu'une démonstration de la force réelle du prolétariat sur des objectifs révolutionnaires ferait pencher les classes moyennes vers une solution ouvrière de la crise, les grèves de harcèlement — qui ne cadrent qu'avec les besoins de la diplomatie de Staline — les poussent à voir dans la classe ouvrière la principale responsable des difficultés de l'économie et à se tourner vers la solution gaulliste.

La préoccupation centrale qui anime la politique des chefs staliniens est de démontrer à la bourgeoisie que, sans leur présence au gouvernement il n'y a pas de paix sociale possible et que leurs revendications sont très acceptables.

Le programme qu'ils assignent à un « gouvernement démocratique » c'est une position de neutralité entre l'U. R. S. S. et les U. S. A. (et non plus l'alliance russe), des échanges commerciaux avec tous les pays, enfin des améliorations de salaires « acceptables par les patrons » qui permettent toutefois au gouvernement « démocratique » d'appeler les ouvriers à « produire dans l'enthousiasme ».

Sur cet opportunisme fondamental vient se greffer une tactique aventuriste

qui rappelle par de nombreux traits la tactique « troisième période » qui amena Hitler au pouvoir.

Renouelant la politique criminelle des Thaelman-Rommel, les chefs du P. C. F. s'opposent à la réalisation du Front Unique de la classe ouvrière contre le gaullisme. Ils n'offrent aux militants socialistes et aux ouvriers réformistes rien d'autre que l'ultimatum : rompez avec le « parti américain ».

La social-démocratie allemande et le nazisme étaient pour Thaelman des « frères jumeaux ». Le Parti Socialiste et le R. P. F. sont pour Thorez et Cie un seul et même parti « américain ». Cachant à la classe ouvrière la nature véritable du gaullisme, la propagande stalinienne nie toute différence entre lui et le gouvernement de la 3^e force qu'elle qualifie de « gaullisme sans de Gaulle ». Quelle autre propagande pourrait mieux servir le gaullisme et lui ouvrir plus sûrement la voie froide ? Qui pourrait briser aussi efficacement la cohésion des ouvriers et leur volonté de barrer la lutte à de Gaulle que ne le font les chefs staliniens ?

Face à cette évidence, certains leaders centristes ont déduit qu'il s'agit là d'une stratégie délibérée du Kremlin : favoriser l'accession de de Gaulle au pouvoir, ouvrir une guerre de partisans qui, en cas de guerre, fournirait des divisions d'appoint. C'est prêter à la bureaucratie de Moscou plus de conscience politique qu'elle n'en peut avoir et ne pas comprendre que la capitulation du P. C. F. devant de Gaulle est inscrite non pas dans des plans stratégiques mais dans la haine des bureaucrates staliniens pour la révolution prolétarienne.

Sinon comment expliquer le refus des dirigeants staliniens français d'organiser et de coordonner la lutte physique contre les bandes gaullistes ? Pourquoi désarmer-ils non seulement politiquement mais aussi physiquement les ouvriers qui ne demandent qu'à se battre ? Pourquoi alors que s'impose la nécessité des milices ouvrières et de l'armement du peuple s'en remettent-ils à la police et à la justice bourgeoises pour dissoudre et désarmer les groupes de combat gaullistes ? Pourquoi, sinon par peur du prolétariat révolutionnaire, aujourd'hui encore trop puissant ?

RIEN N'EST PERDU

La classe ouvrière française est menacée de revivre les pires moments du régime de Vichy, de perdre ses libertés les plus élémentaires, de voir son standard de vie massivement amputé et son exploitation accrue. La défaite en France ouvrirait une période de réaction en Europe et raccourcirait les délais de la troisième guerre mondiale. Mais rien n'est perdu, car malgré la démoralisation qu'entraîne une gymnastique gréviste incohérente, morcelée et sans objectif, de puissantes réserves de com-

battivité existent encore, qui se manifestent en toute occasion.

Rien n'est perdu car dans les rangs mêmes du Parti Communiste français où est rassemblée la majorité des forces actives du prolétariat, l'esprit critique s'éveille, le militant du rang cherche une politique révolutionnaire.

Rien n'est perdu car, malgré la politique de division des chefs selon la ligne des blocs diplomatiques, le front de classe se ressoude ici et là pour l'action entre ouvriers de toutes tendances politiques.

Un courant unitaire puissant qui prend naissance dans l'action revendicative peut et doit se développer en un vaste Front Unique prolétarien contre le gaullisme menaçant. De sa réalisation ou de sa non-réalisation dépend l'issue des luttes en France et en Europe occidentale.

Le Front Unique prolétarien peut seul arrêter le glissement à droite des classes moyennes hésitantes en leur rendant confiance dans la possibilité d'une solution ouvrière de la crise.

Entre le « parti américain » et le « parti russe », entre l'acceptation ou le sabotage du Plan Marshall, elles choisissent sans hésitation la première solution. Mais entre un Front Unique prolétarien combattant hardiment pour des solutions révolutionnaires et le conservatisme d'une dictature gaulliste il y a encore toutes les chances qu'elles choisiraient le camp ouvrier.

Il est possible que demain, à l'occasion d'un relâchement de la tension internationale, les Thorez et Cie passent de leur isolement volontaire actuel à une nouvelle combinaison type Front populaire ou tripartisme élargi. Cela ne nous avancerait pas d'un pouce sur la voie du Front Unique prolétarien ; cela serait un simple retour à la collaboration de classe ouverte qui renforcerait le prestige de de Gaulle.

Ces deux politiques sont les deux faces d'une même médaille.

Un Front Unique de classe pour réaliser un programme de classe, c'est ce qu'il faut pour vaincre le gaullisme.

En finir avec les revendications dérisoires immédiatement dépassées par la hausse des prix ; le programme d'union c'est le véritable minimum vital, l'échelle mobile des salaires, pensions et retraites, et le contrôle ouvrier sur la production.

En finir avec les grèves tournantes, avec l'éparpillement qui affaiblit et démoralise ; le front se soudera dans des

actions d'ensemble pour régler une bonne fois la question du pouvoir d'achat.

En finir avec l'illusion que la police bourgeoise pourrait désarmer les groupes de combat gaullistes ; les travailleurs unis et organisés dans leurs milices ouvrières pourront seuls dissoudre et désarmer les troupes de guerre civile de la bourgeoisie. C'est sans retard qu'il faut frapper, poursuivre et intensifier l'offensive coordonner l'action dans tout le pays. Le pavé doit brûler sous les pas des bandes gaullistes. Pas un vendeur de journal gaulliste ne doit être toléré dans les quartiers ouvriers ; pas un groupe gaulliste ne doit vivre en paix dans les entreprises ; le front de classe ressoudé doit imposer le silence aux ennemis de la classe ouvrière qui rêvent de l'asservir.

Le grand danger, c'est la voie froide choisie par de Gaulle pour endormir la vigilance ouvrière et c'est la division entretenue par les grands partis ouvriers.

Mais la menace ne sera pas écartée par un simple front défensif. Laisser en place les forces d'oppression d'une bourgeoisie décadente c'est en définitive se résigner à la dictature et à la guerre. Un gouvernement « démocratique » de collaboration de classe, autant que les gouvernements de « troisième force » ne serait rien d'autre qu'une étape dans cette voie.

Le P. C. I. appelle les ouvriers à prendre en mains leur propre sort, à constituer partout leurs Comités d'unité d'action, à lutter pour imposer un gouvernement ouvrier et paysan, émanant du peuple et contrôlé par lui.

Rien n'est perdu si l'avant-garde ouvrière sait rompre avec une politique qui a fait faillite et sait apporter aux larges masses un programme d'action digne de leur combattivité. Le P. C. I. s'y emploiera inlassablement.

Octobre 1948.

Stalinisme et Communisme en Albanie

L'article que nous publions ci-dessous a été écrit par un des pionniers du communisme en Albanie.

C'est le récit simple, mais vraiment poignant et significatif, de la lutte qui a mis aux prises dans ce petit pays, aux conditions encore patriarcales, le communisme naissant avec cette gangrène du mouvement qu'est le stalinisme. Les communistes albanais qui ont lutté pour les principes élémentaires d'un libre développement du mouvement révolutionnaire dans leur pays ne soupçonnaient pas les conséquences que pouvait avoir leur attachement à ces principes face aux agents du régime bureaucratique du Kremlin.

Nous avons là un exemple hautement révélateur que le stalinisme entre en conflit mortel, non seulement avec toute opposition consciente, mais aussi avec tout courant prolétarien élémentaire qui s'oppose de quelque façon que ce soit à son emprise totalitaire et policière.

POUR faire une description complète du mouvement communiste en Albanie et de la façon dont il a été trahi, tout un volume serait nécessaire. Ici, pour l'instant, je veux me limiter à exposer les points les plus importants qui, j'en suis persuadé, serviront de leçon au prolétariat de tous les pays ignorant encore que le stalinisme est tout, sauf un mouvement communiste.

Je considère cela comme un bon exemple, car je sais que la classe ouvrière d'un pays donné n'apprend pas seulement par sa propre expérience mais aussi par l'amère expérience de la classe ouvrière des autres pays. Lorsqu'on est averti qu'il y a le feu quelque part, on serait bête et même fou de vouloir s'en assurer en y portant la main.

Maintenant venons à notre sujet.

Avant 1941, il n'y avait pas de Parti Communiste en Albanie. Il n'y avait que trois groupes (le groupe de Scutari, le groupe des Jeunes et le groupe de Koritza) qui, tout en se proclamant communistes, étaient en conflits perpétuels entre eux. Ces trois groupes, par manque d'expérience et d'éducation marxiste-léniniste, étaient incapables de déterminer une ligne politique juste. Chaque groupe agissait selon ses propres idées et impulsions et la majeure partie de leur activité consistait à polémiquer contre les deux autres groupes opposés.

A la fin de 1941, après l'entrée en guerre de l'U. R. S. S., le groupe de Scutari et celui des Jeunes éprouèrent le besoin de s'unifier et, en même temps,

de lancer un appel au groupe de Koritza (le groupe du président actuel de l'Albanie), qui refusa catégoriquement de répondre à tout appel à l'unité.

Incapables de réaliser par eux-mêmes l'unification des trois groupes et voyant que l'U. R. S. S. (qui, d'après eux, constituait la citadelle du communisme mondial) était menacée par les armées hitlériennes, ils décidèrent de demander l'intervention de camarades de l'étranger. Dans la province albanaise de Kosova, qui était et est encore sous la domination de la Yougoslavie, se trouvaient des camarades du groupe de Scutari et de celui des Jeunes qui eurent l'occasion d'entrer en contact avec les staliniens yougoslaves Meladin Popovitch et Dusham. Les camarades albanais de Kosova exposèrent à ces derniers la situation des trois groupes albanais et, d'accord avec les dirigeants des trois groupes, invitèrent les staliniens yougoslaves à venir à Tirana pour aider à la fondation du Parti Communiste d'Albanie et mettre fin aux dissensions passées.

Bientôt les deux staliniens furent conduits clandestinement à Tirana et, bien que n'ayant pas d'autorisation officielle du Parti Communiste Yougoslave, ils furent acceptés et leurs propositions mises à exécution.

Leur première proposition fut la convocation d'une Conférence à laquelle devaient participer un certain nombre de représentants de chaque groupe. En plus des Yougoslaves, 16 représentants des trois groupes participèrent à la Conférence, dont le but était la fondation du Parti Communiste d'Albanie.

LE CONGRES DE FONDATION DU P. C.

Les représentants de chaque groupe présentèrent un rapport et une auto-critique du travail effectué par leur groupe respectif et, en même temps, firent la critique du travail effectué par les autres groupes.

Après chaque rapport, auto-critique et critique, il y eut une discussion générale qui s'échauffa et dégénéra en attaques personnelles ; l'ancien esprit de groupe ne manquant pas de se manifester au cours de la discussion.

Lorsque les discussions furent enfin terminées, les Yougoslaves qui avaient remarqué l'esprit et la conscience révolutionnaires des représentants de groupe des Jeunes, profitèrent de la sincérité et de la modestie de ceux-ci pour leur adresser les critiques suivantes :

a) ne pas avoir mené dans les masses une agitation aussi large qu'ils auraient dû le faire,

b) s'être limité essentiellement à la formation de cadres et à la traduction de livres marxistes.

Les dirigeants du groupe des Jeunes, Anastase Lula et Xhepi appuyés par plusieurs autres éléments appartenant aux deux autres organisations, comme Vazil Santoja, répondirent à ces critiques absurdes de la façon suivante :

« Nous ne prétendons pas avoir fait tout ce que nous aurions dû faire ; mais, d'autre part, vous devez savoir qu'il n'était pas si facile de faire ce que vous suggérez. Vous ne connaissez pas les circonstances, les conditions et les habitudes de notre pays, comme nous ignorons celles du vôtre. Le communisme est une doctrine importée en Albanie. Ce n'est pas le produit du développement des conditions économiques de la société de notre pays. Le mouvement communiste est lancé ici par des intellectuels et particulièrement par les étudiants des écoles secondaires. L'Albanie est un pays agraire arriéré et il n'a aucune industrie, nous n'avons pas de prolétariat industriel, et, par conséquent, il n'y a ici aucune organisation prolétarienne ayant tout au moins des buts économiques.

« De plus, vous ne devez pas commettre l'erreur de considérer sous le même angle les conditions présentes et passées. Les nouvelles conditions se moquent des anciennes. Au début, dans les premiers jours de l'occupation de notre pays par les forces fascistes, il était très difficile de faire de l'agitation ouverte dans les masses pour deux raisons : a) parce que les succès des armées nazi-fascistes avaient fait perdre à notre peuple toute confiance en une victoire éventuelle des Alliés, et b) parce que, dans les premiers jours de l'occupation, le fascisme, à la poursuite de ses buts, procéda à quelques améliorations provisoires des conditions économiques des masses, qui avaient été prises sous le régime antérieur du roi Zog.

« Malgré cela nous avons fait de

notre mieux pour atteindre les masses. Nous n'avons jamais limité notre activité à la formation de cadres et à la traduction de livres, comme nous accuse le groupe de Koritza qui, par là, manifeste son ancienne haine contre nous. Nous ne sommes pas contre des critiques amicales. Au contraire, nous les apprécions car la critique de notre ancienne activité nous renforce et augmente notre expérience pour l'avenir. Nous sommes un groupe de Jeunes pleins d'enthousiasme, mais malheureusement nous manquons d'expérience ; on peut en dire autant des deux autres groupes qui, dans leurs rapports, ont trop exagéré leur travail passé. Nous n'avons jamais eu l'intention de ne former que des cadres qui, à un certain point de leur formation, iraient vers les masses en grande pompe. Il n'y a pas de limites à la formation des cadres. La formation des cadres et le travail dans les masses sont deux choses étroitement liées ; plus nous avons de cadres, mieux nous pouvons atteindre les masses et inversement, plus nous pénétrons dans les masses et plus nos cadres augmentent en nombre et en force. Dès la fin de nos études nous sommes allés dans le pays et nous avons formé partout des cercles d'études qui augmentèrent tous les jours en nombre, et ceci dans l'intérêt de notre cause et sans aucune considération d'ordre personnel. Aujourd'hui que la situation est totalement changée, que tout le monde a pu constater de ses propres yeux que les « armées glorieuses du Duce » ne sont pas invincibles comme le proclamaient les fonctionnaires fascistes albanais, nous pouvons atteindre les masses sur une échelle beaucoup plus grande et, en même temps, lancer une action directe contre la peste fasciste et ses fonctionnaires serviles.

« Pour conclure, ce qui est fait est fait et ne saurait être changé. Les uns ont fait davantage, les autres moins. Il s'agit maintenant d'être capables de faire de notre mieux en bons communistes. »

Malgré ces déclarations qu'ils firent non pas pour se justifier mais par égard pour la vérité, ils ne pouvaient comprendre pourquoi les deux staliniens yougoslaves les regardaient d'un mauvais œil. De plus, lorsqu'ils voulaient demander des explications plus détaillées sur les ordres et les propositions, les staliniens se fâchaient et les traitaient d'intellectuels. Chaque fois qu'ils étaient à court d'explication, les staliniens usaient du terme « intellectualisme » comme argument suprême.

En demandant des explications, les camarades albanais étaient sincères et de bonne foi. Ils voulaient des explications afin de savoir plus clairement ce qu'ils devaient faire car, ainsi, les tâches sont accomplies d'une façon bien plus satisfaisante. Evidemment il y a des cas où cela demanderait aux diri-

geants beaucoup trop de temps, mais les résolutions qui ne doivent être expliquées qu'après leur accomplissement sont rares. Néanmoins les camarades se trouvant en opposition acceptèrent toujours les décisions de la majorité tout en n'étant pas toujours convaincus de leur justesse.

A la fin de la discussion, Meladin demanda à la Conférence des camarades albanais de le laisser désigner lui-même le Comité Central du Parti. Ceux-ci, de bonne foi et ignorant totalement les manœuvres habituelles des stalinien, y consentirent volontiers. Meladin leur demanda en outre les noms de deux ou trois candidats de chaque groupe parmi lesquels il choisirait les membres du C. C. Mais il posa comme condition que les candidats ne soient pas pris parmi les anciens dirigeants des groupes, leurs divergences passées risquant de nuire au travail du Parti, surtout au cas où de nouvelles divergences surgiraient au sein du Comité Central. Cet argument fut également considéré comme valable par les camarades albanais. Quelques jours plus tard les dirigeants du groupe des Jeunes apprirent que le C. C. avait été formé par les dirigeants des autres

groupes et un militant de base du leur. Bien que déçus de constater la mauvaise foi évidente et les manœuvres de Meladin, ils ne firent aucune objection. En fait les Jeunes pensaient qu'en sa qualité de camarade étranger expérimenté, Meladin devait jouir de leur confiance, et qu'il agissait en tout dans l'intérêt du Parti. D'autre part, les Jeunes ne voulaient pas que Meladin pense qu'ils désiraient à tout prix être membres du Comité Central. Les dirigeants du groupe des Jeunes ne cherchaient nullement à occuper des postes ; leur seul but était l'intérêt du Parti.

Cependant, les agissements de Meladin étaient bien naturels. En tant que bureaucrate stalinien, il ne pouvait agir autrement. Les ordres qu'il avait reçus de ses supérieurs étaient de ne créer que des cliques de simples agents susceptibles d'être utilisées à fond par le Kremlin. Meladin se rendait très bien compte que les dirigeants du groupe des jeunes, en tant que véritables marxistes-léninistes, conscients de leur mission et révolutionnaires dans le vrai sens du mot, constituaient un obstacle à l'exécution de ses plans.

FORMATION D'UNE CLIQUE

Dès que la liste des militants des trois groupes ainsi que tout le matériel (livres de propagande, machines à écrire, argent, etc.) fut remis au C. C., l'un des Yougoslaves, Dusham, et un membre du C. C., son adjoint, commencent à former des cellules dans lesquelles étaient mélangés les militants des trois groupes. Craignant les militants du groupe des Jeunes, ils firent entrer dans les cellules le plus grand nombre possible de sympathisants des autres groupes, dans l'intention d'avoir le plus de votes à l'élection des comités régionaux. Ils introduisirent les sympathisants sous prétexte qu'à cette époque très peu de camarades avaient les capacités requises pour être des militants du Parti. En même temps, pour avoir la majorité, ils ne se faisaient pas faute d'introduire des gens susceptibles de jouer un double jeu. Ils ne craignaient pas les gens manquant de caractère et d'éducation. Seuls les communistes leur faisaient peur. Cependant, à cette époque, leurs craintes n'étaient pas justifiées. Celui qui n'a pas la conscience tranquille redoute tout le monde. Si les dirigeants du groupe des Jeunes avaient voulu obtenir des postes, il leur eut été possible, dès le début, non seulement de ne pas confier aux Yougoslaves la nomination du C. C., mais de s'y imposer comme membres, conformément à la volonté des militants de leur groupe.

Au cours de la Conférence des délégués devant élire le Comité Régional de Tirana (1941), un militant du groupe des Jeunes s'éleva contre ce mode

d'élection qu'il qualifia de « fasciste ». Ce camarade était indigné de voir que, par des subterfuges, les Yougoslaves voulaient faire élire des candidats de leur choix.

Il est évident que ces faits et d'autres de moindre importance contribuèrent à faire naître un mécontentement grandissant parmi les militants du groupe des Jeunes. Les camarades indignés s'adressèrent à leurs anciens dirigeants, Anastas et Xhepi, pour exprimer leur mécontentement. Ceux-ci leur conseillèrent habituellement de ne pas s'adresser à eux pour des choses qui ne concernaient que le Parti et non pas les individus. Ils leur conseillèrent, pour chaque faute ou erreur prouvée, de s'adresser aux responsables des cellules. Ils leur conseillèrent également de ne pas se révolter, car le Parti était nouveau et les erreurs naturellement inévitables.

Malgré cela, malgré le fait qu'Anastas et Xhepi firent de leur mieux pour calmer les camarades mécontents, en parlant toujours en faveur du Parti, Meladin et son C. C. les accusèrent de provoquer le mécontentement. Ces accusations les affectèrent beaucoup, car eux qui avaient eu le courage politique d'affronter des difficultés plus grandes, non seulement pendant l'occupation fasciste, mais sous le régime dictatorial du roi Zog, auraient eu également le courage de s'opposer ouvertement à Meladin, qu'ils avaient eux-mêmes libéré du camp de concentration et amené à Tirana où, volontairement, ils avaient tout remis entre ses mains.

PREMIERS CONFLITS

Dès que Meladin eut consolidé sa position en Albanie et formé sa propre clique, il convoqua une Conférence pour juger Anastas et Xhepi en tant qu'imbus d'esprit de secte. Voici la résolution de la Conférence.

« Il est établi que tous deux vous ne vous êtes pas encore débarrassés de l'esprit de secte et, ce qui est plus grave, vous avez été les principaux animateurs de cet esprit parmi les autres camarades de votre ancien groupe. Vous devez admettre que c'est là un obstacle pour le Parti. La Conférence vous demande de confesser vos erreurs et de faire votre autocritique. »

En dépit du fait qu'à cette Conférence assistaient outre Meladin et ses agents du C. C. un individu qui, seulement trois mois auparavant, avait été accusé par Meladin lui-même d'être un agent de l'Intelligence Service, Anastas et Xhepi ne protestèrent pas, permirent à la Conférence de suivre son cours et répondirent comme suit :

« Il est évident que quand quelque chose ne va pas dans le Parti, c'est qu'il existe un obstacle à son développement. Et nous sommes d'accord avec vous que cet obstacle c'est l'ancien esprit de groupe. Mais vous ne devez pas considérer cet esprit de groupe unilatéralement. En tant que marxistes, nous devons toujours résoudre nos problèmes à l'aide du matérialisme dialectique. Vous savez qu'il n'y a pas d'effet sans cause. L'esprit de groupe qui se manifeste parmi nos camarades est le résultat de l'esprit de groupe existant, à un degré bien plus élevé parmi les camarades des deux autres groupes qui sont à la direction du Parti. La disparition de l'esprit de groupe parmi les camarades dirigeants provoquera rapidement sa disparition chez les autres camarades. Mais étant donné que vous vous êtes assigné le droit de nous juger et que de ce fait vous ne pouvez nous permettre de dénoncer vos propres fautes, il ne nous reste, dans l'intérêt même du Parti, qu'à fermer les yeux. Nous répétons encore que la disparition de l'esprit de groupe ne sera réalisée que dans la mesure où vous donnerez des preuves de justice et d'impartialité. »

La Conférence se termina par la déclaration suivante du camarade Meladin :

« Si le C. C. décide de vous exclure du Parti, et, en même temps, prenant en considération vos qualités d'anciens révolutionnaires, s'il décide de maintenir des contacts avec vous, êtes-vous prêts à vous conformer à sa décision ? D'autre part, nous tenons à vous avertir que si vous adoptez une attitude hostile le Parti prendra des mesures plus rigoureuses contre vous. »

Il était évident que même un enfant pouvait comprendre que le C. C. du Parti Communiste d'Albanie n'était qu'une simple étiquette et que le vé-

ritable C. C. était formé par Meladin et Dusham eux-mêmes. Tout le monde comprend que les membres du C. C. n'étaient que des agents et des exécutants des ordres de Meladin.

Anastas et Xhepi qui aimaient le Parti plus que leur propre vie et espéraient que les choses s'amélioreraient, non seulement ne purent adopter une attitude hostile envers celui-ci, mais, au contraire, acceptèrent d'être toujours à sa disposition. Depuis lors, tout en acceptant la collaboration proposée par Meladin, ils commencèrent à se douter que les attaques systématiques de celui-ci ne présageaient rien de bon. Son comportement leur fit entrevoir qu'il n'était pas un véritable communiste. Ils commencèrent à le considérer comme un astucieux chauvin serbe qui, sous le masque du communisme, voulait former une clique afin de mieux servir les intérêts de son pays.

Néanmoins, les dirigeants du groupe des Jeunes pensèrent qu'il valait mieux laisser au C. C. la responsabilité des conséquences de cette situation. Ils préférèrent se montrer tolérants plutôt que de provoquer une scission dans le Parti. Bien qu'exclus du Parti, ils accomplirent honnêtement et de bonne grâce, toutes les tâches qui leur furent confiées. Mais, malheureusement, l'honnêteté et la conscience révolutionnaires irritaient la clique bureaucratique. Des camarades honnêtes et de bons révolutionnaires jouissant d'une grande sympathie parmi les militants de base devaient être éliminés à tout prix. Pour obtenir ce résultat, la direction chargea ses agents de contrôler l'activité de tous les véritables communistes en général et des deux camarades en particulier. Ceux-ci, bien que s'en étant aperçu, ne protestèrent pas, car ils savaient que, dans un parti communiste, il est nécessaire de contrôler les camarades ; mais ce qui les révolta, ce fut de voir que ceux qui étaient chargés du contrôle n'avaient pas encore atteint même un minimum d'éducation marxiste et, par conséquent, n'étaient pas qualifiés pour une telle tâche. Tâche, en effet, très délicate, car un camarade peu éduqué et, par là, incapable de juger les choses sagement, risque de faire des rapports inexacts dont seraient victimes les camarades placés sous sa surveillance.

Mais, ce qui est bien pire, les agents avaient ordre du C. C. de faire des rapports défavorables sur les camarades qu'ils étaient chargés de surveiller. Il y eut toute une série de rapports dont nous ignorons encore le contenu. Les camarades sous contrôle savaient que le principe communiste du contrôle des camarades ne part que de la bonne intention de découvrir les erreurs et de les corriger. Mais, en aucun cas, ce contrôle ne devait avoir pour but de faire tomber les camarades dans un piège. Malheureusement, dans le Parti

Communiste d'Albanie, l'esprit de piège dominait l'esprit de redressement des erreurs commises. Le contrôle effectué de bas en haut préconisé par Lénine, n'était même pas envisagé par le Parti Communiste d'Albanie.

Il n'y avait qu'un contrôle serré d'en haut : alors que le léninisme nous enseigne que le contrôle doit être beaucoup plus fort d'en bas, car les erreurs commises par un simple militant ne peuvent pas causer de graves dommages au Parti.

S'il arrivait à un camarade de critiquer dans sa cellule les erreurs commises par un dirigeant du Parti, non seulement on lui refusait le droit d'exercer une telle critique mais encore il était attaqué par le responsable de la cellule et qualifié de Xhepiste, Trotskyste, saboteur, etc. Ainsi, pour ne pas être mal vu, les camarades n'osaient plus critiquer les erreurs qu'ils pouvaient

observer. Voici des exemples de critique qu'un membre d'une cellule adressa à un membre du Comité Régional de Valona : Le camarade en question se rendant une nuit d'un village à un autre escorté d'une guerilla de partisans armés rencontra des miliciens fascistes et, au lieu de se montrer digne de la position qu'il occupait dans le Parti, s'enfuit lâchement, abandonnant ses camarades et même son pardessus. Une autre fois, au cours d'un combat furieux (un combat qui fut une épopée pour le peuple albanais) contre l'armée fasciste venue faire un coup de main dans le village, Gjormi, le même militant, sous prétexte qu'il avait mal au ventre, quitta le front et s'en alla manger du poulet rôti dans un autre village où il était certain de ne même pas entendre le bruit du combat. Il y eut de nombreux cas semblables qu'il serait superflu d'énumérer.

LA CHASSE A L'OPPOSITION

C'est alors que profondément inquiétée par les critiques continuelles et voyant qu'elle perdait chaque jour du terrain, la clique bureaucratique décida de trouver une issue à cette impasse. La seule solution pour défendre ses positions était de se débarrasser le plus vite possible de l'opposition révolutionnaire qui en était encore à ses débuts. Pour avoir raison de celle-ci, la clique résolut d'éliminer par des assassinats secrets tous les révolutionnaires inflexibles. La décision prise, on passa immédiatement à sa réalisation : Le marxiste-léniniste le plus connu en Albanie, Anastas Lula, fut sauvagement assassiné. Dès que le camarade Difi, commissaire politique du bataillon de Mallaxastra (les bataillons constituaient à cette époque les plus grandes unités militaires des partisans) et militant dévoué de l'opposition révolutionnaire, apprit cette terrible nouvelle, il alla voir le camarade Xhepi pour discuter avec lui et s'entendre sur ce qu'il fallait faire. Voici ce qu'il lui dit :

« Je vais t'apprendre quelque chose de révoltant, non seulement pour toi, mais pour tout communiste conscient de sa mission. Il y a quelques jours le C. C. convoqua une Conférence où, entre autre, il décida de te condamner à mort ainsi qu'Anastas. Anastas fut arrêté par un escadron du bataillon dans lequel il était incorporé et emmené dans un village où il était inconnu de la population et présenté comme trotskyste, traître, espion, etc. Dès qu'il commença à parler pour réfuter ces accusations, il fut emmené par l'escadron et sauvagement assassiné. Pour toi ils ont décidé un autre type d'assassinat. Sachant que tu jouis d'une grande sympathie parmi les militants de base du Parti et les habitants de Valona, ils ont décidé de t'assassiner secrètement, pendant la

nuit et, le lendemain, d'organiser un enterrement magnifique, avec fleurs, couronnes et discours exaltant ton héroïsme et tes vertus. Il s'agit maintenant de savoir ce qu'il convient de faire pour mettre fin à cet affreux terrorisme individuel. Je sais qu'en agissant ainsi je romps avec la discipline du Parti mais cette infraction est absolument nécessaire et elle est commise dans l'intention de sauver le Parti et d'empêcher des erreurs conduisant à la catastrophe. En outre, je m'adresse à un camarade comme toi sachant bien que toutes leurs accusations sont de pures inventions. Si tu avais l'intention de nuire au Parti pour en prendre la direction, comme ils disent, je sais que je serais le premier à qui tu confierais tes plans, moi ton plus intime camarade. C'est le contraire qui est vrai. Chaque fois que je t'ai exprimé mon mécontentement contre le comité de Valona, tu as essayé de me persuader qu'il fallait avoir confiance dans le Parti. Je ne comprends pas comment on peut l'accuser de pareille chose. Pour moi ils ne sont qu'une clique qui, sous le masque du communisme, essaye de monopoliser pour toujours la direction du Parti et qui, pour cela, a décidé d'exterminer tous les révolutionnaires de valeur. Comment peut-on justifier les assassinats de camarades, sans jugement ni possibilité pour eux de se défendre ? Je pense que c'est une trahison manifeste de notre mouvement révolutionnaire, mais je te demande en tant que communiste expérimenté, de nous montrer par quelle voie normale nous pouvons mettre fin à de pareils procédés. »

Xhepi pensa que le meilleur moyen communiste serait de convoquer une Conférence à laquelle participeraient au moins deux membres de chaque cellule, tous les membres du Comité Régional

de Valona (1) plus un ou deux membres du Comité Central. Cette Conférence devrait avoir pour objectif d'examiner en général les fautes et les erreurs commises et de condamner, s'il y avait lieu, les coupables. Au cas où les débats montreraient que le Comité de Valona ne jouissait plus de la confiance de la majorité des camarades, un nouveau comité devrait être élu démocratiquement.

Mais, en dépit du fait que près de 80 % des militants désiraient la convocation de cette Conférence, le Comité de Valona, ainsi que le Comité Central s'y opposèrent catégoriquement. Au début, ils firent semblant d'adopter l'idée d'une telle Conférence dans la seule intention de gagner du temps et de préparer un plan pour éliminer les camarades les plus actifs et les plus conscients. Aussitôt achevée la préparation de leur plan terroriste, ils arrêterent clandestinement le commissaire politique de la commune de Dukati. Ils organisèrent également un guet-apens pour assassiner le camarade Xhepi, mais il échappa à la mort grâce à ses camarades qui l'avertirent à temps. Ils arrêterent aussi traitreusement le commissaire politique Xhemil Cakerri et le commandant Vangjo du bataillon de Valona qu'ils conduisirent dans un moulin pour les assassiner. Le commissaire politique fut sauvagement assassiné, mais le commandant réussit à s'échapper avec seulement une blessure à la main et il se réfugia dans un village où les habitants le reçurent amicalement. Memet Shehu (aujourd'hui commandant général stalinien), le criminel le plus fameux d'Albanie, se rendit à ce village et arrêta à nouveau Vangjo, disant aux gens du village que les assassins avaient été commis accidentellement par l'escorte et que maintenant Vangjo allait comparaître devant les juges du Parti. Ainsi Vangjo fut conduit dans une maison au milieu d'une forêt où il fut forcé, sous la menace du revolver du général, d'écrire une lettre à son bataillon, pour transférer le commandement au général en question. Il fut gardé prisonnier pendant trois mois, jusqu'à ce qu'il réussisse à s'échapper et à rejoindre ses camarades oppositionnels. Entre temps, les assassins des camarades de l'opposition révolutionnaire étaient devenus de plus en plus nombreux. Par la presse et par la propagande, la direction voulait faire croire que la demande de la convocation de la Conférence n'était formulée que pour détruire le Parti et, qu'en fait, il s'agissait d'une conspiration sous les ordres de Xhepi.

Si l'opposition révolutionnaire avait eu l'intention de conspirer, comme le

prétendaient les staliniens, le renversement de leur clique aurait été inévitable et n'aurait présenté aucune difficulté, étant donné qu'à Valona elle était en minorité. Mais les camarades de l'opposition révolutionnaire, ignorant des méthodes terroristes stalinienne, désiraient au contraire agir le plus légalement possible dans le Parti. Ils n'étaient pas et ne pouvaient pas être des ennemis du Parti, mais la clique dirigeante avait décidé une fois pour toutes de les supprimer par tous les moyens. Leur conscience révolutionnaire ne pouvait jamais leur permettre de se servir de leurs armes contre leurs camarades, alors que la clique stalinienne n'hésitait pas à plonger ses mains dans le sang des militants révolutionnaires les plus éprouvés dans la lutte contre le fascisme et les forces d'occupation.

Il est évident que l'opposition révolutionnaire d'Albanie a été victime de ses scrupules et c'est ce qui a permis l'élimination systématique de tous les militants qui s'étaient déclarés pour la Conférence. Même un enfant pourrait comprendre que si la clique bureaucratique refusait de convoquer la Conférence, c'était non pas parce qu'elle la considérait comme un danger pour le Parti, mais parce qu'elle était incapable de se justifier et, par-dessus tout, d'expliquer ses déviations de la véritable ligne communiste. Il lui était donc plus facile de gagner du temps par la terreur. Si les dirigeants staliniens avaient été des révolutionnaires véritables, ils n'auraient pas eu de raison de tant redouter la convocation de la Conférence dont le seul but était de redresser les erreurs passées et d'élire démocratiquement les organismes du Parti.

Il était impossible que des communistes qui avaient fait tant de sacrifices pour fonder le Parti tentent de détruire de leurs propres mains les fruits de tant de peines. Les staliniens le savaient bien. Mais la vraie raison de leurs machinations était qu'ils avaient peur de perdre la direction du Parti. Cependant, même s'ils avaient voulu accepter la proposition parfaitement justifiée de l'opposition révolutionnaire, ils n'auraient pas eu la possibilité de le faire car ils n'étaient pas indépendants. Quelqu'un d'autre commandait en Albanie : le généralissime Staline.

En tout cas, je pense que la tragique situation de notre Parti suffit à démontrer que non seulement le stalinisme s'est substitué au fascisme, mais qu'il l'a dépassé dans ses méthodes comme dans sa politique.

Evidemment, en ce qui concerne le Parti Communiste d'Albanie, on ne saurait en attendre beaucoup, alors qu'il y a d'autres Partis Communistes, de vieux Partis avec des bonnes traditions révolutionnaires — comme le P. C. français — dont les directions sont, depuis longtemps, de simples instruments de la clique bureaucratique du Kremlin. Le mouvement communiste albanais se trouvait encore à sa phase embryonnaire au moment de l'infection

(1) Valona étant un des centres les plus révolutionnaires, on pensa que c'était par là qu'il fallait commencer à appliquer les principes léninistes de centralisme démocratique. Ensuite tous les autres centres suivraient son exemple.

stalinienne. Très peu de camarades avaient même des notions sur le marxisme-léninisme. Tous les autres étaient des sympathisants convaincus sur un plan sentimental de la justesse du communisme plutôt que des militants révolutionnaires éduqués. En fait, il est difficile de devenir un communiste par simple décret, comme cela s'est passé en Albanie. Les communistes sont les produits des conditions sociales et économiques données (la lutte des classes), qui, à cette époque, n'étaient pas parvenues en Albanie à un degré de maturité suffisante. Le Parti n'avait pas même un an et demi d'existence, et les communistes albanais n'avaient pas eu le temps nécessaire de s'éduquer et d'évoluer.

Le prolétariat industriel et, par conséquent, la lutte de classe organisée n'existaient pas. Ce qui est admirable c'est que le peuple albanais, malgré le rude combat pour l'existence et contre l'oppression des régimes étrangers, a montré un esprit révolutionnaire incomparable.

Du fait que les dirigeants du mouvement communiste albanais n'avaient même pas assimilé les principes élémentaires du communisme, il était naturel que les agents stalinien yougoslaves aient pu, sans aucun obstacle, former une clique susceptible d'exécuter aveuglement leurs ordres. Il va sans dire que leurs premières directives étaient l'élimination par l'assassinat des vrais révolutionnaires marxistes-léninistes. Seuls les communistes étaient un danger pour eux. Les fascistes et les réactionnaires, selon eux, ne venaient qu'après.

Ainsi, fidèle à ses maîtres étrangers, qui lui avaient promis postes et distinctions, cette clique procéda à l'assassinat de plusieurs militants révolutionnaires, de ceux qui avaient, en réalité, construit le mouvement en Albanie.

À la suite du refus par la direction de convoquer la Conférence et de l'emploi de méthodes terroristes contre l'opposition révolutionnaire, celle-ci publia un long tract intitulé « Pourquoi nous nous sommes séparés du soi-disant Parti Communiste » qu'elle signa « La véritable Organisation Communiste ». Le but de ce tract était d'informer les militants du Parti et toute la population des trahisons qui se tramaient.

Après la publication de ce tract, le mouvement de l'opposition révolutionnaire de Valona fut suivi par d'autres mouvements analogues dans d'autres centres de l'Albanie, particulièrement dans le centre de Bérati, dirigé par les militants révolutionnaires Résul, Namik et Fatbardh.

Mais, malheureusement, ces mouvements étaient voués à l'isolement, car ils avaient commencé à une époque où la clique bureaucratique avait consolidé ses positions par ses méthodes terroristes et démagogiques.

Ensuite les stalinien accusèrent l'opposition révolutionnaire de favoriser la réaction. Les révolutionnaires, au con-

traire, prouvèrent avec faits à l'appui, que c'était les stalinien qui décevaient les masses et les sympathisants du Parti, en utilisant des méthodes terroristes contre des camarades bien connus de tous comme militants révolutionnaires de la première heure. Et comment le peuple aurait-il pu ne pas se détourner de ce Parti, qu'il voyait assassiner les révolutionnaires les plus connus tels que : Anastas Lula, Neki Hoxha (Vangjo), Xhemil Cakerri, Lazar Fundo (1), Rezul Tozhari, Namik Meqemeja, Xhafer Dalami, Xhelal Hoxha, Nimet Mitaa, Haki Xheho, Durlo Karina, Idajet Bolena, Zef Noja et une centaine d'autres qui s'étaient distingués par leur activité révolutionnaire.

Et comment le peuple aurait-il pu ne pas perdre confiance en ce Parti en apprenant qu'un colonel fasciste de l'armée italienne tira trois coups de feu en l'air en signe de joie pour l'assassinat de ces héros révolutionnaires qui avaient été la terreur des fascistes en Albanie ?

Et comment le peuple aurait-il pu ne pas être révolté en apprenant que les ennemis les plus inflexibles du fascisme et de la réaction furent assassinés par leur propre Parti et que les plus chers désirs des fascistes se trouvaient ainsi réalisés par leurs dignes émules, les stalinien ?

Pour conclure, le mouvement communiste albanais dégénéra dès l'intervention des agents stalinien ci-dessus nommés.

Après leur intervention, la franchise passée était remplacée par l'hypocrisie et la basse calomnie, la fidélité à l'idéal communiste par le carriérisme et le culte des chefs, l'autodiscipline par une discipline de fer imposée, la critique par la seule autocritique, la pensée libre par l'obéissance aveugle. L'ancien respect volontaire, inspiré par les camarades qui avaient donné des preuves éclatantes de leur dévotion au mouvement était remplacé par l'idolâtrie imposée de gens sans valeur, de petits bourgeois ignorants et vils comme le colonel général Enver Hodja et Co.

La majorité des militants du Parti, les sympathisants et toute la population albanaise, s'aperçoivent maintenant chaque jour plus clairement de la dégénérescence croissante du communisme, due à la clique bureaucratique stalinienne. Les soi-disants tribunaux du peuple rendent grand service en permettant au

(1) Lazar Fundo et Halim Xheho avaient été les premiers propagandistes communistes en Albanie. Lazar Fundo avait également été pendant longtemps membre du Komintern qu'il quitta, voyant que ce dernier s'était transformé en instrument pur et simple aux ordres de la clique bureaucratique du Krenlin. Après avoir quitté le Komintern, il dénonça les trahisons de Staline et, pour sauvegarder la tradition communiste, propagea les idées trotskystes en Albanie.

peuple albanais de voir plus clairement et de comprendre les intentions réelles des promoteurs des nouvelles « Démocraties Populaires ». Les lâches assassinats de centaines de révolutionnaires marxistes-léninistes, la récente condamnation à mort du vieux révolutionnaire bien connu Hasan Reçi (1), l'emprisonnement du révolutionnaire Kadri Hoxha (2), la disgrâce du vieux révolutionnaire Sejfulla Maleshova (3), les privilèges sociaux et économiques de la caste bureaucratique et, par-dessus tout, l'oppression du peuple à travers la dictature d'une simple clique, sont les traits les plus marquants de la trahison du mouvement communiste albanais.

Et maintenant la question se pose : le peuple albanais restera-t-il éternelle-

ment passif en considérant cet état de choses comme un mal incurable ? Non ! jamais. Le peuple albanais qui est toujours révolutionnaire saura, sous la direction des militants marxistes-léninistes les plus dévoués (provisoirement réduits à l'impuissance mais toujours prêts à recommencer la lutte), se délivrer de ces dangereux microbes de la société humaine. Ce fut le peuple qui, se fiant aux promesses des stalinien, leur donna tout le pouvoir. Et ce sera le peuple qui, les ayant vus de ses yeux trahir son idéal et celui des milliers de camarades tombés pour sa cause, mettra fin à leurs crimes et, sous le drapeau de la IV^e Internationale Communiste, poursuivra son chemin vers l'affranchissement de la société humaine et vers le socialisme.

**

Depuis que cet article a été écrit, une crise importante s'est développée dans le P. C. Albanais en répercussion de l'affaire yougoslave. Cinq membres du Bureau Politique ont été mis sur la sellette. Deux d'entre eux, Koci Xoxe, Ministre de l'Intérieur, et Pandis Kristos, exclus du parti et du gouvernement, ont pris le maquis.

Cette crise, nous en sommes convaincus, aidera les révolutionnaires albanais à se libérer de l'emprise du stalinisme dont on a lu plus haut le rôle néfaste sur le jeune mouvement communiste.

(1) Hasan Reçi fut trois fois condamné à mort comme communiste : par le régime du roi Zog, par les occupants fascistes et, pour la troisième fois, par les stalinien.

(2) Kadri Hoxha, militant révolutionnaire des plus dévoués, a beaucoup fait pour la cause du communisme.

(3) Sejfulla Maleshova, un des premiers pionniers du communisme en Albanie, a passé une grande partie de sa vie à l'étranger pour coordonner le mouvement albanais avec celui des autres pays. Il fut longtemps professeur de philosophie matérialiste à l'Université de Moscou.

La campagne du S. W. P. aux élections présidentielles des Etats-Unis

POUR la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, un authentique parti ouvrier a pu faire connaître le programme intégral du marxisme révolutionnaire aux millions de prolétaires américains.

La campagne du *Socialist Workers Party* aux élections présidentielles restera un exemple de l'effort que peut accomplir une organisation prolétarienne, quand elle est animée d'une foi révolutionnaire basée sur la confiance inspirée par le programme du marxisme révolutionnaire qu'elle défend.

Quand le S. W. P. décida, au début de cette année, de participer avec ses propres candidats aux élections présidentielles, les conditions ne semblaient guère favorables pour entreprendre un tel effort. La campagne anti-communiste et belliqueuse déclenchée par les capitalistes monopoleurs qui règnent dans la citadelle du monde capitaliste d'après-guerre, battait son plein, tandis que le prolétariat américain paraissait, sous la pression de la réaction, avoir ralenti sa poussée revendicative qui avait connu tant d'ampleur au cours des années passées. En outre, le Parti Progressiste de Wallace, soutenu par les staliniens, faisait irruption sur la scène politique américaine, polarisant d'emblée une grande partie de l'opinion des bourgeois libéraux et des ouvriers sympathisants au Parti Communiste Américain.

L'apparition de ce Parti Progressiste sema, pendant un moment, une certaine confusion même dans les propres rangs du S. W. P. Fallait-il vraiment prendre part aux élections présidentielles avec ses propres candidats ou, en face du flot montant de la réaction, ne fallait-il pas soutenir d'une façon critique Wallace ? Quelle était l'exacte nature de classe de ce Parti ? Quelle serait la dynamique de son évolution ? Sur ces questions se poursuivit dans le S. W. P. une sérieuse discussion intérieure, dont la tenue et la conclusion furent une preuve supplémentaire de la maturité politique de ce Parti et de son attachement profond au programme du marxisme révolutionnaire, qui sont les gages les plus sûrs de ses succès et de ses victoires futurs.

Le S. W. P. a défini le Parti de Wallace, malgré le soutien qu'il a reçu et qu'il reçoit de la part d'importants milieux ouvriers, comme un parti libéral bourgeois, défenseur d'un programme de « capitalisme progressiste. »

« Le caractère de classe d'un parti, a souligné le camarade James Cannon dans son remarquable rapport à la session du C. C. du S. W. P. en février 1948, est déterminé d'abord par son programme ; deuxièmement par la politique qu'il pratique réellement et troisièmement par sa composition et par qui le contrôle. Le parti de Wallace est un parti bourgeois à tous ces points de vue. »

« L'affirmation que ce parti est contrôlé par les staliniens et les syndicats staliniens est à mon avis radicalement fausse... Le mouvement de Wallace reste contrôlé par Wallace lui-même, qui détermine les candidats et le programme... Aller dans le mouvement de Wallace pour changer son programme et son candidat ? Même d'un point de vue pratique, ceci semble complètement utopique. L'ensemble du mouvement est organisé sur la base de la candidature de Wallace et de son programme ».

Et le camarade Cannon concluait :

« Le problème que nous avons à affronter en 1948 est sérieux. Si nous refusons de soutenir le mouvement de Wallace, et si nous ne présentons pas nos propres candidats, nous apparaitrons comme n'ayant rien à offrir. »

« D'autre part, poser notre propre candidature est une tâche immense pour un parti de notre taille. Cette tâche exigera les efforts les plus extraordinaires pour participer aux élections dans un nombre suffisant d'Etats, afin que notre campagne ait une importance nationale. D'autre part, si nous surmontons ces difficultés, ce que je crois possible, et si nous désignons nos candidats aux postes de Président, de Vice-Président, etc... nous aurons une bonne occasion pour porter notre Parti à un niveau plus élevé et pour l'inscrire politiquement sur l'échelle nationale. »

Le S. W. P. se prononça en ce sens et s'engagea plein d'ardeur dans la plus grande bataille politique qu'il ait livrée jusqu'ici, en vue de jeter

les bases d'un grand parti révolutionnaire de la classe ouvrière américaine.

A la veille des élections du 2 novembre 1948, le S. W. P. était autorisé à participer aux élections de 13 Etats, parmi les plus importants, représentant plus de 40 % de la population totale des Etats-Unis.

Ceci a été rendu possible parce que le Parti a pu réunir dans les délais restreints accordés par les lois de la République capitaliste américaine, qui sont faites pour écraser les tentatives d'organisation politique indépendante de la classe ouvrière, les milliers de signatures nécessaires pour donner droit à la présentation d'un candidat. Mais aussi, grâce à ce succès, le Parti a pu utiliser à des dizaines de reprises, la radio, y compris les chaînes nationales, pour répandre auprès de millions de prolétaires américains, son programme, le programme du marxisme révolutionnaire de notre époque.

Les candidats du Parti, avant tout le camarade Farrell Dobbs pour la Présidence et la camarade Grace Carlson pour la vice-présidence, ont traversé d'un bout à l'autre l'immense pays, parlant de meeting en meeting, s'adressant par la radio à toute la population, discutant avec les ouvriers des usines et des quartiers, apportant leur appui « total et inconditionnel » aux populations noires, aux métallos, aux dockers et aux marins en grève, qu'il sont allés voir partout où ils se battaient au cours des trois derniers mois et qu'ils encourageaient dans leurs luttes.

En même temps tout le parti, mobilisé comme un bloc, soutenait ardemment ses candidats, recrutait, organisait ses nouvelles conquêtes, gagnait des milliers de nouveaux lecteurs à sa presse, faisait pénétrer, par tous les moyens (journaux, brochures, meetings, etc...) le programme du Parti dans la classe ouvrière américaine.

Le mouvement trotskyste international peut être fier de cette campagne menée par ses frères des Etats-Unis.

Le prolétariat mondial tout entier reconnaîtra que la lutte des trotskistes américains qui, seuls, s'efforcent d'organiser et de mobiliser le prolétariat américain contre la citadelle du capitalisme mondial, contre la nouvelle guerre que préparent les monopoleurs de Wall Street, a une portée historique internationale.

Pour indiquer le sens politique de la campagne électorale menée par les trotskistes américains, nous publions ci-dessous :

a) Le discours que le camarade Farrell Dobbs, candidat du S. W. P. à la Présidence, a prononcé le 15 mai 1948 à la radio nationale des Etats-Unis et qui restera parmi les plus fiers défis lancés aux oppresseurs du monde par les leaders révolutionnaires du prolétariat.

b) L'adresse finale aux prolétaires d'Amérique lancée le 25 octobre, à la veille des élections, par les camarades Farrel Dobbs et Grace Carlson.

Discours radiodiffusé de Farrell Dobbs

MOINS de trois années après la fin de la deuxième guerre mondiale nous sommes menacés de l'explosion imminente d'une autre guerre. En l'espace d'une seule génération, nous avons traversé un cercle vicieux de guerres, puis de dépression, puis d'une autre guerre, puis de l'inflation actuelle et enfin de la préparation frénétique d'une troisième guerre mondiale. Voilà le cycle du capitalisme : la guerre, la dépression, l'inflation et à nouveau la guerre.

Les maîtres capitalistes de l'Amérique et leurs agents politiques de Washington conspirent délibérément et se préparent à entraîner le peuple américain dans une nouvelle guerre. On ne peut pas concilier la production capitaliste orientée vers le profit avec la paix et la prospérité du peuple.

Deux années à peine après la conversion de l'industrie pour la production de paix, le marché national se trouve

déjà saturé. Les ouvriers ne peuvent acheter qu'une petite portion de ce qu'ils produisent et l'inflation ruineuse, combinée au refus de garantir même une augmentation de salaires proportionnelle à celle du coût de la vie, ne fait qu'aggraver les contradictions. Les pays d'Europe et d'Asie, ruinés par la guerre, sont incapables d'acheter le surplus de la production américaine. Les capitalistes qui règnent ne voient pas d'autre voie pour ajourner la dépression menaçante qui sera beaucoup plus profonde et plus dévastatrice que celle des années 1930, que d'entrer dans une production d'armements, en se préparant pour la guerre. Dans leur pensée, la paix est identifiée aux revendications des ouvriers organisés demandant une part plus large du profit de leur travail et un plus grand degré de sécurité. Dans l'esprit des profiteurs, la paix est identifiée aux grèves nationales des mineurs,

des cheminots, des ouvriers des conserves, de l'industrie automobile et du fer. Ils veulent en finir avec tout ça. Ils veulent dissoudre les syndicats et se libérer de la nécessité d'avoir affaire à des ouvriers organisés.

La guerre qu'ils complotent et préparent est dirigée contre le peuple américain aussi bien que contre l'humanité exploitée à travers le monde.

La lutte contre les syndicats a été amorcée par l'adoption de la loi anti-syndicale Taft-Hartley dont les dispositions sont maintenant utilisées pour briser les grèves au moyen des injonctions de la terreur policière. Montrant la voie aux principales associations patronales, le trust du fer a refusé de distraire un seul centime de ses profits fabuleux en faveur d'augmentations de salaires nécessaires pour compenser le coût croissant de la vie des ouvriers de ses usines.

La Chrysler Corporation, qui nage dans des super-profits, a obligé ses ouvriers à se mettre en grève pour de modestes augmentations correspondant au coût de la vie.

Les ouvriers des conserves ont dû combattre les injonctions et la terreur policière contre les piquets de grève pendant deux mois entiers.

De tout mon cœur je salue les grévistes héroïques de l'auto et des conserves qui livrent aujourd'hui le combat de tous les ouvriers.

Guerre et dictature.

La préparation de la guerre coïncide avec la préparation de l'instauration d'une dictature militaire sur le pays. Les postes les plus importants du gouvernement et les positions-clés dans les organismes gouvernementaux les plus importants sont occupés par les dirigeants de l'armée et de la marine ou par les grands seigneurs de l'industrie et des finances.

Sous la direction et sous l'inspiration de cette combinaison notoire des gens de Wall Street et des militaires, les droits démocratiques et les libertés civiles subissent une attaque constante. Une loi visant à militariser la jeunesse va être adoptée incessamment. Les employés du gouvernement subissent une inquisition rappelant la Gestapo. Le Congrès lui-même est le théâtre de scènes sauvages d'une chasse aux sorcières officiellement organisée.

Des leaders syndicaux qui ne sont pas nés dans le pays sont arrêtés chaque jour et détenus pour être déportés. La bien connue loi Mundt, que l'on est maintenant en train de préparer, fera de toute opposition à la dictature militaire un crime punissable de longs emprisonnements, de déportations et de camps de concentration.

Les gens des monopoles sont décidés à faire payer tous les terribles frais de la guerre aux ouvriers américains.

« Il ne reste plus que le fouet ».

Business Week, un périodique exprimant complètement le point de vue de Wall Street, reconnaît brutalement ces objectifs dans son numéro du 24 avril. Je cite : « Le niveau de vie devra bais-

ser — et non pas monter... nous ne pourrons pas mener une autre guerre sans dicter à chacun où il doit travailler, ce qu'il doit faire et combien il sera payé pour cela... Les douceurs sont finies maintenant. Cette fois-ci il ne restera plus que le fouet. »

Ainsi parle **Business Week**, la voix authentique des capitalistes monopoleurs qui sont les principaux ennemis du peuple américain.

C'est là le programme clairement exprimé de la dictature militaire — le talon de fer de l'oligarchie capitaliste piétinant la vie, les espoirs et les libertés des masses américaines.

La dictature militaire est le produit inexorable d'un système qui est inévitablement poussé, par les lois d'airain de ses propres contradictions, et par sa crise insoluble, d'une guerre totale à l'autre. La conclusion s'ensuit, avec la même logique inexorable.

Il ne peut pas y avoir de lutte efficace pour défendre les syndicats, pour protéger et pour améliorer le niveau de vie des ouvriers, pour sauvegarder et pour étendre les droits et les libertés du peuple américain, qui ne soit une lutte dirigée contre l'oligarchie capitaliste et ses agents de la coalition bipartite qui gouverne à Washington.

Il ne peut pas y avoir de lutte efficace contre la guerre qui ne soit une lutte dirigée vers l'élimination du régime capitaliste qui engendre les guerres ; vers la destruction du pouvoir absolu sur la vie et la mort de l'ensemble de la race humaine que possède maintenant une poignée de fous.

Il ne peut pas y avoir de lutte efficace contre les monstres jumeaux de la guerre et de la dictature militaire qui ne soit une lutte dirigée vers l'instauration d'un gouvernement des ouvriers et des paysans, qui organisera le pays et le monde pour arriver à une société basée sur les besoins humains, sans profits, sans classes et sans exploitation.

Un seul parti défend actuellement ce programme pour les Etats-Unis. C'est le Socialist Workers Party, dont je suis fier de porter la bannière pendant cette campagne présidentielle.

Le party de Henry Wallace, malgré son agitation sonore pour la paix, pour le désarmement et contre la répression intérieure n'est pas un parti s'opposant vraiment à la guerre, parce qu'il n'est pas un parti anticapitaliste.

L'escroquerie du pacifisme.

Un mouvement pour la paix destiné à se dissoudre au moment de l'explosion de la guerre n'est pas autre chose qu'un moyen d'escroquer les masses et les millions de gens qui lui auront apporté leur confiance. Le Parti Communiste, en soutenant l'escroquerie de Wallace, est en train de vendre une fois de plus les ouvriers américains pour servir les intérêts momentanés de la diplomatie de Staline et de sa bande du Kremlin.

Il y a aussi un autre parti, soi-disant luttant pour la paix, pas aussi grand que le parti de Wallace mais tout aussi sonore dans les prétentions de sa propagande contre la guerre. Je fais allusion au parti de Norman Thomas. Ce parti

porte le nom de l'organisation qui avait autrefois à sa tête Eugène V. Debs. Mais ce n'est là qu'une cruelle mystification. Debs a lutté contre la première guerre mondiale avant la participation officielle des Etats-Unis à celle-ci. Il alla en prison parce qu'il continua cette lutte après la déclaration de guerre par le Congrès. Norman Thomas et sa suite ont trahi la mémoire de Debs en sautant dans le train de la guerre au lendemain de l'entrée en guerre des Etats-Unis.

LE 2 NOVEMBRE VOTEZ S. W. P. !

La lutte pour le socialisme ne peut pas s'arrêter pendant la guerre. Au contraire, ceux qui quittent la lutte après l'explosion de la guerre cessent d'être des socialistes.

Le Socialist Workers Party continua la tradition de Debs pendant la deuxième guerre mondiale. Il a continué sa lutte contre la guerre et le capitalisme, même

lorsque dix-huit de ses leaders ont connu la prison pour leur fidélité à la classe ouvrière et à la cause du socialisme.

Le Socialist Workers Party continuera la même lutte irréconciliable aujourd'hui, à la veille de la troisième guerre mondiale.

Ouvriers et ouvrières ! Dans votre grand nombre, dans vos organisations de masse réside la puissance capable d'arrêter ce plongeon fatal dans la guerre et la dictature. Vous avez la puissance de tout changer.

Organisez cette puissance invincible ! Unissez-vous au Socialist Workers Party !

Fortifiez vos rangs en vous rassemblant autour d'un programme socialiste et commencez la marche vers un monde dans lequel nous et nos enfants pourrions vivre en paix, comme de libres êtres humains, sans pauvreté et sans peur !

**Adresse des camarades
F. Dobbs et G. Carlson**

Nous avons franchi des milliers de kilomètres et nous avons parlé à des millions de gens, soit personnellement, soit par la radio ; nous avons toujours souligné avec force le point principal : un problème énorme et décisif est posé devant le peuple américain, celui de la guerre.

De la manière la plus tangible et la moins équivoque possible, nous avons répété notre thème fondamental : ou bien les ouvriers et les paysans prendront le pouvoir politique, instaureront un Gouvernement Ouvrier et Paysan et établiront une paix socialiste ; ou bien le capitalisme, dans son agonie mortelle, anéantira la civilisation par la bombe atomique.

Tous les autres problèmes cruciaux de notre époque — l'inflation et la dépression, l'abolition des libertés civiles, l'oppression des noirs, les conditions abominables de logement — tous ces problèmes dépendent, quant à leur solution, de notre possibilité de donner une fin au mal principal, la guerre capitaliste.

La préparation de la guerre exclut toute solution même temporaire et partielle de nos graves problèmes sociaux. Comment pourrions-nous bâtir les millions de nouvelles maisons qui sont nécessaires lorsque le gouvernement consacre d'énormes quantités de travail et de matériel à construire l'appareil militaire le plus puissant qu'on ait jamais connu ? Comment pourrions-nous arrêter la hausse des prix, lorsque Washington prend dans nos poches 45 milliards de dollars par an pour le

budget de guerre ? Comment pourrions-nous sauvegarder les droits civils, lorsque les militaristes et les colottes de peau essaient de plus en plus de réduire le peuple, à coups de cravache, en dociles esclaves industriels et en chair à canon pour la guerre totale ?

Conséquences d'une nouvelle guerre.

Mais tout ceci n'est rien en comparaison de ce que nous apporterait la guerre elle-même. Même des publications capitalistes, comme le U. S. News, admettent que dans la guerre à venir il y aura parmi les Américains 9 à 10 millions de victimes ; la classe ouvrière sera placée sous la botte de fer du militarisme ; nous dépenserons au moins 500 milliards de dollars ; la dette nationale montera jusqu'à 750 milliards de dollars ; la production de tous les biens de consommation sera freinée et le dollar perdra les neuf-dixièmes de sa valeur.

Il est sûr que cette perspective — qui est terriblement immédiate — jette son ombre sur toutes les autres questions. Il est sûr que ce doit être la question la plus urgente et la plus discutée dans cette campagne électorale.

Cependant, aussi bien Truman que Dewey ont déclaré que les questions de politique étrangère — la question de la guerre et de la paix — « ne sont pas un des points politiques en discussion ». Sur cette question, la plus grave de toutes, ils demandent l'unanimité et l'« unité ». Et ils flétrissent tous ceux qui pourraient soulever cette question ou émettre des doutes sur la course bipartite à la guerre, ils les stigmatisent.

comme des « éléments subversifs » et les menacent de lois répressives et de persécution.

Pourquoi ont-ils peur de porter devant le peuple américain cette question de vie et de mort ? Pourquoi menacent-ils tout parti, comme le nôtre, qui ose examiner cette question publiquement et demande que ce soit le peuple lui-même, par la voie d'un référendum, qui tranche cette question de laquelle dépendent tout son avenir et le sort de l'humanité ?

Parce que cette conspiration qui vise à plonger encore une fois la nation américaine dans la guerre ne peut pas résister à la lumière du grand jour, ne peut pas souffrir une discussion complète et libre. Parce que cette conspiration de guerre que trament les banquiers et les militaristes ne pourrait être imposée qu'à des gens dociles, confus et crédules qui ne sont pas en possession des faits.

Pourquoi l'oligarchie financière de Wall Street se prépare-t-elle à une nouvelle aventure guerrière ? Sont-ils fous ? Non, ils sont poussés par leur propre système à s'étendre et à chercher la destruction de tous leurs rivaux. **tout comme les industriels et les banquiers allemands avant la dernière guerre mondiale.** L'économie capitaliste américaine serait aujourd'hui plongée dans une crise mortelle si les dépenses gouvernementales pour la préparation de la guerre ne soutenaient pas la production.

L'économie capitaliste américaine, avec son immense accumulation de richesses entre les mains d'un petit nombre, avec l'abîme toujours croissant entre la capacité productive grandissante et la capacité d'achat des masses décroissante, est inexorablement poussée vers l'expansion pour contrôler le monde, pour éliminer tous les concurrents du marché mondial, pour s'emparer de tous les domaines qui peuvent servir à de nouveaux investissements pour son capital inemployé.

Comprenez cette réalité !

Comprenez cette réalité, camarades ouvriers d'Amérique ! Le système du profit engendre les guerres. Tous les discours de propagande sur la défense de la démocratie contre le totalitarisme sont des mensonges et de la tromperie. Si le brutal système stalinien n'existait pas, le capitalisme des U. S. A. trouverait d'autres prétextes pour la guerre, exactement comme il l'a fait en 1917 et en 1941.

Voilà pourquoi Wallace ment lorsqu'il dit que son programme peut prévenir la guerre. Rappelons-nous qu'il se vante d'être « le meilleur ami du capitalisme ». Il soutient et défend le système du profit. Si aujourd'hui il cherche d'une manière démagogique des voix avec de fallacieuses promesses de « paix », demain il soutiendra, comme il l'a déjà promis, l'impérialisme des U. S. A. lorsque celui-ci s'acheminera vers la guerre. Précisément parce que Wallace croit fermement et avant tout au capitalisme, il ne peut que fourvoyer et désarmer tout mouvement s'orientant contre la guerre, et le trahir au moment crucial.

En ce qui concerne Norman Thomas, du Parti Socialiste, il a soutenu l'impérialisme américain pendant la deuxième guerre mondiale et il a déjà promis de le soutenir à nouveau durant la guerre à venir.

Le 2 novembre, votez S. W. P.

Notre bilan d'activité, l'attitude courageuse de nos leaders en face de la répression et des condamnations à l'emprisonnement sont des preuves convaincantes que le S. W. P. est un parti luttant authentiquement contre la guerre capitaliste, qu'il est le seul parti qui s'oppose réellement à la guerre. Mais n'est-il pas trop petit pour être efficace ? Ne vaut-il pas mieux voter pour un parti plus grand, comme celui de Wallace, et assurer ainsi un grand vote de protestation contre la guerre ?

C'est là une méthode de penser fautive. Les capitalistes ne sont pas effrayés par les faux mouvements contre la guerre, quelle que soit leur ampleur. Ils ont même parfois aidé à l'organisation de tels mouvements, pour freiner le développement d'une opposition efficace. La seule lutte réelle, la seule lutte efficace contre la guerre et sa préparation est d'enlever le pouvoir aux fauteurs de guerre et de le placer entre les mains des représentants des ouvriers et des paysans. **Voilà pourquoi un vote pour le S. W. P. le 2 novembre est la voie la plus efficace pour construire la force qui s'opposera à la guerre et pour arrêter les mains des fauteurs de guerre, la voie la plus efficace pour donner un nouvel espoir et un nouveau courage aux forces de gauche à travers le pays, la voie la plus efficace pour construire le mouvement socialiste en le transformant en un mouvement de masse et pour appeler le peuple américain à la lutte pour une Amérique socialiste.**

Les "dangers professionnels" du pouvoir

par Christian RAKOVSKY

Le document que nous publions ci-après est une lettre adressée par Christian Rakovsky à Valentinov en 1928, alors que tous deux étaient déjà exilés du Parti Communiste Russe et envoyés en exil.

O. Rakovsky commença sa carrière révolutionnaire longtemps avant la Révolution d'Octobre dans le mouvement ouvrier balkanique et russe. Après la Révolution il rendit de grands services comme Président du Conseil des Commissaires du Peuple de l'Ukraine, puis comme ambassadeur de l'Union Soviétique en France. Il fut un des leaders de l'Opposition de gauche de l'U. R. S. S. et, comme tel, exclu du Parti et exilé. Il résista jusqu'en 1934 et capitula alors à l'âge de 60 ans. Il fit des « aveux » lors des derniers procès de Moscou, mais, depuis, on n'a jamais su exactement ce qu'il advint de lui.

Valentinov, vieux bolchevik, fut pendant une période, après la Révolution, le directeur du TRUD, journal des Syndicats Soviétiques.

La lettre de Rakovsky est pratiquement inconnue en France. Elle constitue un document qui n'a pas seulement une valeur historique, en tant que témoignage des inquiétudes qu'inspirait déjà, en 1928, le degré avancé de bureaucratization de la Révolution, aux meilleurs éléments du Parti et de l'Internationale. Rakovsky soulève, dans sa lettre, une question d'un intérêt plus vaste et plus actuel que jamais : le processus de bureaucratization qui commence au sein de la classe qui a conquis le pouvoir et du parti politique qui la dirige, ainsi que le devoir de la direction prolétarienne de lutter consciemment contre ce danger.

La pensée de Rakovsky rejoint, à ce sujet, celle de Lénine, telle qu'elle s'exprime dans tous les écrits de celui-ci entre 1918 et 1923 en ce qui concerne l'organisation du prolétariat en tant que classe dominante et dans sa lutte acharnée pour une véritable démocratie prolétarienne associant de plus en plus toute la classe à l'exercice effectif du pouvoir.

La conception stalinienne de la Révolution va à l'opposé de cette façon de comprendre le pouvoir prolétarien. Elle est la théorisation la plus achevée et la plus minutieuse du régime de la bureaucratie qui exproprie totalement les masses de l'exercice du pouvoir et remet cette fonction entièrement aux mains d'une caste incontrôlable de bureaucrates.

Ce processus n'est pas seulement celui qu'a connu la Révolution en Russie et qui a abouti au despotisme absolu du régime actuel de Staline. C'est également celui que connaissent actuellement tous les pays de « démocratie populaire », dans lesquels le stalinisme a complètement substitué à l'action révolutionnaire des masses, à leur participation effective au pouvoir et à leur contrôle, la « révolution » par en haut, l'intervention de l'appareil étatique passé, grâce à des circonstances historiques favorables, aux mains de la bureaucratie du parti appuyée par l'U. R. S. S.

Des néo-staliniens à la Martinet et autres en France, des stalino-phobes à la Burnham voient dans ce processus une nécessité historique, par laquelle l'humanité passerait pour atteindre un nouveau développement. Les Martinet se mettent avec joie au service de cette perspective, les Burnham veulent opposer à sa marche « fatale » la machine de guerre de l'impérialisme américain. Mais les uns et les autres sont incapables de comprendre que la bureaucratization de

la Révolution est à la longue la négation de la solution des problèmes économiques et politiques que le capitalisme lui a légués, et que la lutte pour la démocratie prolétarienne, c'est-à-dire pour la participation effective des masses à l'exercice du pouvoir, ne signifie pas seulement leur assurer des libertés et des droits, mais avant tout ne pas rendre la Révolution impuissante en lui enlevant SA SEULE VERITABLE FORGE CREATRICE, CELLE DE L'ACTIVITE LIBRE ET CONSCIENTE DES MASSES ORGANISEES EFFECTIVEMENT EN CLASSE DOMINANTE.

M. PABLO.

Cher Camarade Valentinov,

DANS vos « Méditations sur les Masses », datées du 8 juillet, en examinant le problème de « l'activité » de la classe ouvrière, vous traitez d'une question fondamentale, celle de la conservation par le prolétariat de son rôle dirigeant dans notre Etat. Bien que toutes les revendications de l'opposition tendent vers ce but, je suis d'accord avec vous que tout n'a pas été dit sur cette question. Jusqu'à présent, nous l'avons toujours examinée en liaison avec l'ensemble du problème de la prise et de la conservation du pouvoir politique ; alors que pour l'éclairer davantage, il eut fallu la traiter séparément, comme une question spéciale ayant une valeur propre. Au fond, les événements se sont eux-mêmes chargés de la mettre au premier plan.

L'Opposition conservera toujours comme un de ses mérites vis-à-vis du Parti, dont rien ne peut la dépouiller, le fait qu'elle a, en temps voulu, sonné l'alarme sur le terrible déclin de l'esprit d'activité des masses travailleuses, et sur leur indifférence croissante envers la destinée de la dictature du prolétariat et de l'Etat soviétique.

Ce qui caractérise le flot de scandales qui viennent d'être dévoilés, ce qui en constitue le plus grand danger, c'est précisément cette passivité des masses (passivité plus grande encore parmi les masses communistes que chez les sans-parti) envers les manifestations de despotisme sans précédent qui se sont produites. Des ouvriers en ont été témoins, mais ils les ont laissées passer sans protester ou bien se sont contentés de murmurer un peu, par crainte de ceux qui étaient au pouvoir ou par indifférence politique. Depuis l'affaire de Chubarovsk (pour ne pas remonter plus haut) jusqu'aux abus de Smolensk, d'Artiemovsk etc..., vous entendez toujours la même chanson : « Nous le savions depuis quelque temps déjà... »

Vois, prévarications, violences,

pots de vins, abus de pouvoir inouïs, despotisme illimité, ivrognerie, débauche : on parle de tout cela comme de faits déjà connus, non depuis des mois, mais depuis des années et aussi de choses que tout le monde tolère sans savoir pourquoi.

Je n'ai pas besoin d'expliquer que quand la bourgeoisie mondiale vocifère sur les vices de l'Etat Soviétique, nous pouvons l'ignorer avec un tranquille mépris. Nous ne connaissons que trop la pureté morale des gouvernements et des parlements bourgeois du monde entier. Mais ce n'est pas eux que nous devons prendre pour modèles. Chez nous, il s'agit d'un Etat *ouvrier*. Nul aujourd'hui ne peut ignorer les terribles ravages de l'indifférence politique dans la classe ouvrière.

De plus, la question des causes de cette indifférence et des moyens pour l'éliminer s'avère essentielle.

Mais ceci nous oblige à la traiter d'une façon fondamentale, scientifique, en la soumettant à une analyse approfondie. Un tel phénomène mérite que nous lui accordions toute notre attention.

Les explications que vous en donnez sont, sans aucun doute, correctes : chacun de nous les a déjà exposées dans ses discours : elles ont en partie déjà trouvé une place dans notre plate-forme (1). Néanmoins, ces interprétations et les remèdes proposés pour sortir de cette pénible situation ont eu et ont encore un caractère empirique ; ils se réfèrent à chaque cas particulier et ne règlent pas le fond de la question.

A mon avis, ceci s'est produit parce que cette question même est une question nouvelle. Jusqu'à présent, nous avons été témoins d'un grand nombre de cas où l'esprit d'initiative de la classe ouvrière s'est affaibli et a décliné au point d'atteindre le niveau de la réaction politique. Mais ces exemples nous étaient apparus,

(1) Il s'agit de la « plate-forme de l'opposition de gauche » de 1927 (Note de la Rédaction).

aussi bien ici qu'à l'étranger, pendant une période où le prolétariat luttait encore pour la conquête du pouvoir politique.

Nous ne pouvions pas avoir d'exemple de déclin de l'ardeur du prolétariat à une époque dans laquelle il avait déjà le pouvoir, pour la simple raison que, dans l'histoire, notre cas est le premier où la classe ouvrière ait gardé le pouvoir pendant si longtemps.

Jusqu'à maintenant, nous avons su ce qui pouvait arriver au prolétariat, c'est-à-dire quelles pouvaient être les oscillations de son état d'esprit quand il est une classe opprimée et exploitée ; mais c'est maintenant seulement que nous pouvons évaluer, sur la base des faits, les changements de son état d'esprit quand il prend en mains la direction.

Cette position politique (de classe dirigeante) n'est pas sans danger ; au contraire, les dangers sont très grands. Je n'entends pas ici les difficultés objectives dues à l'ensemble des conditions historiques, à l'encerclement capitaliste à l'extérieur, et à la pression petite bourgeoise à l'intérieur du pays. Non, il s'agit des difficultés inhérentes à toute nouvelle classe dirigeante, qui sont la conséquence de la prise et de l'exercice du pouvoir lui-même, de la capacité ou de l'incapacité de s'en servir.

Vous comprenez que ces difficultés continueraient à exister jusqu'à un certain point, même si nous admettions un instant le pays habité uniquement par des masses prolétariennes et l'extérieur constitué seulement par des Etats prolétariens. Ces difficultés pourraient être appelées « les dangers professionnels » du pouvoir.

En vérité, la situation d'une classe qui lutte pour la prise du pouvoir et celle d'une classe détenant le pouvoir entre ses mains sont différentes. Je répète que quand je parle de dangers, je ne songe pas aux rapports existant avec les autres classes, mais plutôt de ceux qui se créent dans les rangs de la classe victorieuse elle-même.

Que représente une classe passant à l'offensive ? Un maximum d'unité et de cohésion. Tout esprit de métier ou de clique, sans parler des intérêts personnels, passe à l'arrière-plan. Toute l'initiative est aux mains de la masse militante elle-même et de son avant-garde révolutionnaire, liée à cette masse de la façon organique la plus intime.

Quand une classe prend le pouvoir, une de ses parties devient l'agent de

ce pouvoir. Ainsi surgit la bureaucratie. Dans un Etat socialiste, où l'accumulation capitaliste est interdite par les membres du parti dirigeant, cette différenciation commence par être fonctionnelle ; par la suite elle devient sociale. Je pense ici à la position sociale d'un communiste ayant à sa disposition une auto, un bon appartement, des vacances régulières, et recevant le salaire maximum autorisé par le Parti ; position qui diffère de celle du communiste travaillant dans les mines de charbon et recevant un salaire de 50 à 60 roubles par mois. En ce qui concerne les ouvriers et les employés, vous savez qu'ils sont divisés en dix-huit catégories différentes...

Une autre conséquence est que certaines des fonctions remplies autrefois par le Parti tout entier, par la classe tout entière, sont maintenant devenues des attributions du pouvoir, c'est-à-dire seulement d'un certain nombre de personnes dans ce parti et dans cette classe.

L'unité et la cohésion qui auparavant étaient la conséquence naturelle de la lutte de classe révolutionnaire ne peuvent plus maintenant être conservées que grâce à tout un système de mesures ayant pour but de préserver l'équilibre entre les différents groupes de cette classe et de ce parti, et de subordonner ces groupes au but fondamental.

Mais cela constitue un processus long et délicat. Il consiste à éduquer politiquement la classe dominante de façon à la rendre capable de tenir l'appareil étatique, le parti et les syndicats, de contrôler et de diriger ces organismes.

Je répète : c'est une question d'éducation. Aucune classe n'est venue au monde en possession de l'art de gouverner. Cet art s'acquiert seulement par l'expérience, grâce aux erreurs commises, c'est-à-dire en tirant les leçons des erreurs que l'on commet soi-même. Aucune Constitution soviétique, fut-elle idéale, ne peut assurer à la classe ouvrière l'exercice sans obstacle, de sa dictature et de son contrôle gouvernemental si le prolétariat ne sait utiliser les droits que lui accorde la constitution. Le manque d'harmonie existant entre les capacités politiques d'une classe donnée, son habileté administrative et les formes juridiques constitutionnelles qu'elle établit à son usage après la prise du pouvoir, est un fait historique. Il peut être observé dans l'évolution de toutes les classes, en partie aussi dans l'histoire de la bour-

geoisie. La bourgeoisie anglaise, par exemple, livra plusieurs batailles, non seulement pour refaire la constitution conformément à ses propres intérêts, mais aussi pour être à même de profiter de ses droits et, en particulier pleinement et sans obstacle de son droit de vote. Le roman de Charles Dickens, *Pickwick Papers*, comprend plusieurs scènes de cette époque du Constitutionnalisme anglais dans laquelle le groupe dirigeant, assisté de son appareil administratif, renversait dans le fossé le coche amenant aux urnes les électeurs de l'opposition, afin que ceux-ci ne puissent arriver à temps pour voter.

Ce processus de différenciation est parfaitement naturel chez la bourgeoisie triomphante ou sur le point de l'être. En effet, prise dans le plus large sens du terme, elle est constituée d'une série de groupements et même de classes économiques. Nous connaissons l'existence de la grande, de la moyenne et de la petite bourgeoisie ; nous savons qu'il y a une bourgeoisie financière, une bourgeoisie commerciale, une bourgeoisie industrielle et une bourgeoisie agraire. A la suite de certains événements, tels que des guerres et des révolutions, des regroupements s'effectuent dans les rangs de la bourgeoisie elle-même ; de nouvelles couches apparaissent, commencent à jouer un rôle qui leur est propre, comme par exemple les propriétaires, les acquéreurs des biens nationaux, les *nouveaux riches*, comme on les appelle, qui font leur apparition après chaque guerre qui a duré un certain temps. Pendant la Révolution Française, dans la période du Directoire, ces *nouveaux riches* constituèrent un des facteurs de la réaction.

En général, l'histoire de la victoire du Tiers-Etat en France en 1789 est extrêmement instructive. En premier lieu, ce Tiers-Etat était lui-même extrêmement disparate. Il englobait tous ceux qui n'appartenaient pas à la noblesse ou au clergé ; il comprenait ainsi non seulement toutes les variétés de la bourgeoisie, mais également les ouvriers et les paysans pauvres. Ce n'est que graduellement, après une longue lutte, après des interventions armées se répétant à plusieurs reprises, que tout le Tiers-Etat acquit en 1792 la possibilité légale de participer à l'administration du pays. La réaction politique qui commença même avant Thermidor consista en ceci que le *pouvoir commença à passer à la fois*

formellement et effectivement dans les mains d'un nombre de citoyens de plus en plus restreint. Peu à peu, d'abord par la force des choses et ensuite légalement, les masses populaires furent éliminées du gouvernement du pays.

Il est vrai que là la pression de la réaction se fit d'abord sentir sur les coutures unissant ensemble les morceaux des classes qui constituaient le Tiers-Etat. Il est également vrai que si l'on examine un groupement particulier de la bourgeoisie, il ne présente pas des contours de classe aussi vifs que ceux qui, par exemple, séparent la bourgeoisie et le prolétariat, c'est-à-dire deux classes jouant un rôle entièrement différent dans la production.

De plus, au cours de la Révolution Française, pendant sa période de déclin, le pouvoir non seulement intervint pour éliminer, en suivant les lignes de différenciation, des groupes sociaux qui, hier encore, marchaient ensemble et étaient unis par le même but révolutionnaire, mais il désintégra également des masses sociales plus ou moins homogènes. Par spécialisation fonctionnelle, la classe donnée faisant sortir de ses rangs les cercles des hauts fonctionnaires, voilà le résultat de fissures qui furent converties grâce à la pression de la contre-révolution en des gouffres béants. C'est à la suite de cela que la classe dominante elle-même produisit des contradictions au cours de la lutte.

Les contemporains de la Révolution française, ceux qui y participèrent et, plus encore, les historiens de l'époque suivante, furent préoccupés par la question des causes de la dégénérescence du parti jacobin.

Plus d'une fois, Robespierre mit en garde ses partisans contre les conséquences que *l'intoxication du pouvoir* pouvait comporter. Il les avertit que, détenant le pouvoir, ils ne devraient pas devenir *trop présomptueux*, « en être enflés », comme il disait ou, comme nous le dirions maintenant, être infectés de « vanité jacobine ». Mais, comme nous le verrons plus loin, Robespierre lui-même contribua largement à laisser le pouvoir échapper des mains de la petite bourgeoisie s'appuyant sur les ouvriers parisiens.

Nous ne citerons pas ici les renseignements fournis par les contemporains concernant les diverses causes de la décomposition du parti des Jacobins, comme par exemple, leur tendance à s'enrichir, leur participa-

tion aux contrats, aux fournitures, etc... Mentionnons plutôt un fait étrange et bien connu : l'opinion de Babeuf d'après laquelle la chute des Jacobins fut grandement facilitée par les nobles dames dont ils s'étaient tellement entichés. Il s'adressait aux Jacobins en ces termes : « Que faites-vous donc, pusillanimes plébéiens ? Aujourd'hui, elles vous serrent dans leurs bras, demain elles vous étrangleront ! » (Si les automobiles avaient existé au temps de la Révolution Française, nous aurions eu aussi le facteur du « harem-automobile », indiqué par le camarade Sosnovsky comme ayant joué un rôle très important dans la formation de l'idéologie de notre bureaucratie des Soviets et du Parti.)

Mais ce qui joua le rôle le plus important dans l'isolement de Robespierre et du Club des Jacobins, ce qui les coupa complètement des masses des ouvriers et des petits bourgeois, ce fut, en plus de la liquidation de tous les éléments de gauche, en commençant par les enragés, les Hébertistes et les Chaumettistes (de toute la Commune de Paris en général), l'élimination graduelle du principe électif et son remplacement par le principe des *nominations*.

L'envoi de commissaires aux armées ou dans les villes où la contre-révolution relevait la tête n'était pas seulement légitime mais indispensable. Mais quand, petit à petit, Robespierre commença à remplacer les juges et les commissaires des différentes sections de Paris qui, jusqu'alors, avaient été élus de la même façon que les juges ; quand il commença à nommer les présidents des comités révolutionnaires et en arriva même à substituer par des fonctionnaires toute la direction de la Commune il ne pouvait par toutes ces mesures que renforcer la bureaucratie et tuer l'initiative populaire.

Ainsi, le régime de Robespierre, au lieu de développer l'activité révolutionnaire des masses, déjà opprimées par la crise économique et, avant tout, par la crise alimentaire, ne fit qu'aggraver le mal et faciliter le travail des forces antidémocratiques.

Dumas, le président du tribunal révolutionnaire, se plaignit à Robespierre de ne pas pouvoir trouver de jurés pour le tribunal, personne ne voulant remplir ces fonctions.

Mais Robespierre fit lui-même l'expérience de cette indifférence des masses parisiennes dans son propre cas quand, le 10 Thermidor, on lui

fit traverser les rues de Paris, blessé et sanglant sans aucune crainte que les masses populaires interviennent en faveur du dictateur de la veille.

De toute évidence, il serait ridicule d'attribuer la chute de Robespierre et la défaite de la démocratie révolutionnaire au *principe des nominations*.

Cependant, sans aucun doute il accéléra l'action des autres facteurs. Parmi ceux-ci, le rôle décisif fut joué par les difficultés du ravitaillement, causées en grande partie par deux années de mauvaises récoltes (comme aussi par les perturbations consécutives à la transformation de la grande propriété rurale de la noblesse en petite culture paysanne), par la hausse constante des prix du pain et de la viande, par le fait que les Jacobins ne voulurent pas, au début, recourir à des mesures administratives pour réprimer l'avidité des paysans riches et des spéculateurs. Et quand ils se décidèrent enfin, sous la pression des masses, à faire voter la loi du maximum, cette loi jouant dans les conditions d'un marché libre et de la production capitaliste ne pouvait inévitablement agir que comme un palliatif.



Passons maintenant à la réalité dans laquelle nous vivons.

Je crois qu'il est avant tout nécessaire d'indiquer que quand nous employons des expressions comme « le Parti » et « les masses » nous ne devons pas perdre de vue le contenu que l'histoire des dix dernières années a mis dans ces termes.

La classe ouvrière et le Parti — non plus *physiquement* mais *moralement* — ne sont plus ce qu'ils étaient il y a dix ans. Je n'exagère pas quand je dis que le militant de 1917 aurait peine à se reconnaître dans la personne du militant de 1928. Un changement profond a eu lieu dans l'anatomie et dans la physiologie de la classe ouvrière.

A mon avis, il est nécessaire de concentrer notre attention sur l'étude des modifications dans les tissus et dans leurs fonctions. L'analyse des changements survenus aura à nous montrer la façon de sortir de la situation qui a été créée. Je n'ai pas la prétention de présenter ici cette analyse ; je me bornerai seulement à quelques remarques.

En parlant de la classe ouvrière il est nécessaire de trouver une réponse à toute une série de questions, par exemple :

Quelle est la proportion d'ouvriers employés actuellement dans notre industrie qui y sont entrés après la Révolution, et quelle est la proportion de ceux qui y travaillaient auparavant ?

Quelle est la proportion de ceux qui ont participé autrefois au mouvement révolutionnaire, ont pris part à des grèves, ont été déportés, emprisonnés ou ont pris part à la guerre ou dans l'Armée rouge ?

Quelle est la proportion d'ouvriers employés dans l'industrie qui y travaillent sans interruption ? Combien d'entre eux travaillent seulement accidentellement ?

Quelle est la proportion dans l'industrie des éléments semi-prolétaires, semi-paysans etc... ?

Si nous descendons et pénétrons dans les profondeurs même du prolétariat, du semi-prolétariat et des masses travailleuses en général, nous y trouverons des parties entières de la population dont il est à peine question parmi nous. Je ne veux pas parler ici uniquement des chômeurs, constituant un danger toujours croissant qui, en tout cas, a été clairement indiqué par l'opposition. Je pense aux masses réduites à la mendicité ou à demi-paupérisées qui, grâce aux subsides dérisoires octroyés par l'Etat, sont à la limite du paupérisme, du vol et de la prostitution.

Nous ne pouvons pas imaginer comment les gens vivent parfois à peine à quelques pas de nous. Il arrive à l'occasion qu'on se heurte à des phénomènes dont on n'aurait même pas pu soupçonner l'existence dans un Etat soviétique et qui donnent l'impression qu'on vient de découvrir soudainement un abîme. Il ne s'agit pas de plaider la cause du pouvoir des Soviets, en invoquant le fait qu'il n'a pas réussi à se débarrasser du triste héritage légué par le régime tsariste et capitaliste. Non, mais à notre époque, sous notre régime, nous découvrons l'existence, dans le corps de la classe ouvrière, de crevasses dans lesquelles la bourgeoisie pourrait introduire un coin.

A une certaine période, sous le régime bourgeois, la partie consciente de la classe ouvrière entraînait à sa suite cette masse nombreuse, y compris les demi-vagabonds. La chute du régime capitaliste devait amener la libération du prolétariat tout entier. Les éléments semi-vagabonds rendaient la bourgeoisie et l'Etat capitaliste responsables de leur situation; ils considéraient que la révolution devait apporter un changement à

leur condition. Ces gens maintenant sont loin d'être satisfaits ; leur situation ne s'est pas améliorée ou guère. Ils commencent à considérer avec hostilité le pouvoir des Soviets et la partie de la classe ouvrière travaillant dans l'industrie. Ils deviennent surtout les ennemis des fonctionnaires des Soviets, du Parti et des Syndicats. On les entend parfois parler des sommets de la classe ouvrière comme de la « nouvelle noblesse ».

Je ne m'arrêterai pas ici à la différenciation que le pouvoir a introduite au sein du prolétariat, et que j'ai qualifiée plus haut de « fonctionnelle ». La fonction a modifié l'organe lui-même, c'est-à-dire que la psychologie de ceux chargés des diverses tâches de direction dans l'administration et l'économie de l'Etat a changé à tel point que non seulement objectivement mais aussi subjectivement, non seulement matériellement mais aussi moralement, ils ont cessé de faire partie de cette même classe ouvrière. Ainsi, par exemple, un directeur d'usine jouant au « saïrape » malgré le fait qu'il est un communiste, malgré son origine prolétarienne, malgré le fait qu'il travaillait encore à l'usine il y a quelques années, n'incarnera pas aux yeux des ouvriers les meilleures qualités du prolétariat. Molotov peut, à cœur joie, mettre un signe d'égalité entre la dictature du prolétariat et notre Etat avec ses dégénérescences bureaucratiques et, qui plus est, avec les brutes de Smolensk, les escrocs de Tachkent et les aventuriers d'Artiemovsk. Ce faisant, il ne réussit qu'à discréditer la dictature sans désarmer le légitime mécontentement des ouvriers.

Si nous passons au parti lui-même, en plus de toutes les autres nuances que nous trouvons dans la classe ouvrière, il faut ajouter les transfuges des autres classes. La structure sociale du Parti est bien plus hétérogène que celle du prolétariat. Il en a toujours été ainsi, naturellement avec cette différence que, lorsque le Parti avait une vie idéologique intense, il fondait cet amalgame social en un seul alliage grâce à la lutte d'une classe révolutionnaire en action.

Mais le pouvoir est une cause, aussi bien dans le Parti que dans la classe ouvrière, de la même différenciation révélant les coutures existant entre les différentes couches sociales.

La bureaucratie des Soviets et du Parti constitue un fait d'un nouvel ordre. Il ne s'agit pas de cas isolés, de défaillances dans la conduite d'un

camarade, mais plutôt d'une nouvelle catégorie sociale, à laquelle tout un traité devrait être consacré.

Au sujet du projet de programme de l'Internationale Communiste, j'écrivis à Léon Davidovitch (Trotsky) entre autre chose :

« En ce qui concerne le chapitre IV (la période transitoire). La façon dont est formulé le rôle des Partis Communistes dans la période de la dictature du prolétariat est assez faible. Sans aucun doute cette manière vague de parler du rôle du Parti envers la classe ouvrière et l'Etat n'est pas un effet du hasard. L'antithèse existant entre la démocratie prolétarienne et la démocratie bourgeoise est clairement indiquée ; mais il n'est pas dit un seul mot pour expliquer ce que le Parti doit faire pour réaliser, concrètement, cette démocratie prolétarienne. « Attirer les masses et les faire participer à la construction », « rééduquer sa propre nature » (Boukarine se plaît à développer ce dernier point, entre autre, plus spécialement en liaison avec la révolution culturelle) : Ce sont des affirmations vraies du point de vue de l'histoire et connues depuis longtemps ; mais elles sont réduites à des platitudes si on n'y introduit pas l'expérience accumulée au cours de dix années de dictature du prolétariat.

« C'est ici que se pose la question des méthodes de direction qui jouent un rôle si important.

« Mais nos leaders n'aiment pas en parler, de peur qu'il ne devienne évident qu'eux-mêmes sont encore loin d'avoir « rééduqué leur propre nature ».

Si j'étais chargé d'écrire un projet de programme pour l'Internationale Communiste, j'aurais consacré beaucoup de place, dans ce chapitre, (la période transitoire) à la théorie de Lénine sur l'Etat pendant la dictature du prolétariat et au rôle du Parti et de sa direction dans la création d'une démocratie prolétarienne, telle qu'elle aurait dû être et non d'une bureaucratie des Soviets et du Parti comme celle qui existe actuellement.

Le camarade Preobrajensky a promis de consacrer un chapitre spécial dans son livre *Les Conquêtes de la Dictature du Prolétariat en l'an XI de la Révolution* à la bureaucratie soviétique. J'espère qu'il n'oubliera pas le rôle de la bureaucratie du Parti, qui joue un rôle bien plus grand dans l'Etat soviétique que sa sœur des Soviets elle-même. Je lui ai exprimé

l'espoir qu'il étudiera ce phénomène sociologique spécifique sous tous ses aspects. Il n'y a pas de brochure communiste qui, relatant la trahison de la social-démocratie allemande du 4 août 1914, n'indique en même temps le rôle fatal que les sommets bureaucratiques du Parti et des syndicats ont joué dans l'histoire de la chute de ce parti. D'autre part, très peu a été dit, et cela en termes très généraux, sur le rôle joué par notre bureaucratie des Soviets et du Parti, dans la désagrégation du Parti et de l'Etat Soviétique. C'est un phénomène sociologique de la plus haute importance qui ne peut, cependant, être compris et saisi dans toute sa portée, si l'on n'examine pas les conséquences qu'il a eues en changeant l'idéologie du parti et de la classe ouvrière.

Vous demandez ce qu'il est advenu de l'esprit d'activité révolutionnaire du Parti et de notre prolétariat ? Où a passé leur initiative révolutionnaire ? Où sont leurs intérêts idéologiques, leur valeur révolutionnaire, leur fierté prolétarienne ? Vous êtes surpris qu'il y ait tant d'apathie, de lâcheté, de pusillanimité, d'arrivisme et tant d'autres choses que je pourrais ajouter moi-même ? Comment se fait-il que des gens qui ont un passé révolutionnaire estimable, dont l'honnêteté personnelle ne fait aucun doute, qui ont donné des preuves de leur attachement à la Révolution dans plus d'un cas, se soient transformés en pitoyables bureaucrates ? D'où vient cette horrible *Smerdiakovstchina* (1) dont parle Trotsky dans sa lettre sur les déclarations de Krestinsky et d'Antonov-Ovseenko ?

Mais si on peut s'attendre à ce que des transfuges de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, des intellectuels, des « individus » en général, glissent du point de vue des idées et de la moralité, comment expliquer le même phénomène quand il s'agit de la classe ouvrière ? Beaucoup de camarades ont noté le fait de sa passivité relative et ne peuvent dissimuler leur déception.

Il est vrai que d'autres camarades ont vu, au cours d'une certaine campagne menée pour la collecte du blé, des symptômes d'une robuste santé révolutionnaire, prouvant que les réflexes de classe vivent encore dans le Parti. Tout à fait récemment, le

(1) Smerdiakov, la figure éternellement geignante dans « les Frères Karamazov » de Dostoïevsky, et qui finit par se suicider (Note de la Rédaction).

camarade Ischenko m'a écrit (ou plus exactement, a écrit dans des thèses qu'il doit avoir également envoyées à d'autres camarades) que la collecte du blé et l'auto-critique sont dues à la résistance de la section prolétarienne de la direction et du Parti. Malheureusement il faut dire que ce n'est pas exact. Ces deux faits résultent d'une combinaison manigancée dans les hautes sphères et ne sont pas dues à la pression de la critique des ouvriers ; c'est pour des raisons politiques et, parfois, pour des raisons de groupe ou, devrais-je dire, de fraction qu'une partie des sommets du Parti poursuit cette ligne. On ne peut parler que d'une seule pression prolétarienne, celle dirigée par l'Opposition. Mais, on doit le dire clairement, cette pression n'a pas été suffisante pour maintenir l'Opposition à l'intérieur du Parti ; bien plus, elle n'a pas réussi à changer sa politique. Je suis d'accord avec Léon Davidovitch qui a montré, par une série d'exemples irréfutables, le rôle révolutionnaire véritable et positif que certains mouvements révolutionnaires ont joué par leur défaite : la Commune de Paris, l'insurrection de décembre 1905 à Moscou. La première assura le maintien de la forme républicaine de gouvernement en France ; la seconde a ouvert la voie à la réforme constitutionnelle en Russie. Cependant les effets de ces défaites conquérantes sont de courte durée s'ils ne sont pas renforcés par une nouvelle vague révolutionnaire.

Le fait le plus triste, c'est qu'aucun réflexe ne se produit de la part du Parti et de la masse. Pendant deux ans, une lutte exceptionnellement âpre s'est poursuivie entre l'Opposition et les hautes sphères du Parti ; au cours des deux derniers mois, des événements se sont déroulés qui auraient dû ouvrir les yeux aux plus aveugles. Cependant personne jusqu'à présent n'a le sentiment que les masses du Parti soient intervenues.

Aussi compréhensible est le pessimisme de certains camarades et que je sens également percer, à travers vos questions.

Babeuf, après sa sortie de la prison de l'Abbaye, jetant un coup d'œil autour de lui, commença à se demander ce qu'était devenu le peuple de Paris, les ouvriers des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, ceux qui le 14 juillet 1789 avaient pris la Bastille, le 10 août 1792 les Tuileries, qui avaient assiégé la Convention le 30 mai 1793, sans parler de nombreuses autres interventions armées. Il résumait

ses observations en une seule phrase dans laquelle on sent l'amertume du révolutionnaire : « Il est plus difficile de rééduquer le peuple dans l'amour de la Liberté que de la conquérir. »

Nous avons vu pourquoi le peuple de Paris oublia l'attrait de la Liberté. La famine, le chômage, la liquidation des cadres révolutionnaires (nombre de dirigeants avaient été guillotines), l'élimination des masses de la direction du pays, tout cela amena une si grande lassitude morale et physique des masses que le peuple de Paris et du reste de la France a eu besoin de trente-sept années de répit avant de commencer une nouvelle révolution.

Babeuf formula son programme en deux mots (je parle ici de son programme de 1794) : « La liberté et une commune élue ».

Je dois ici faire une confession : je ne me suis jamais laissé bercer par l'illusion qu'il suffisait aux leaders de l'Opposition de se présenter dans les meetings du Parti et dans les réunions ouvrières pour faire passer les masses du côté de l'Opposition. J'ai toujours considéré de tels espoirs, venant surtout des dirigeants de Leningrad (1) comme une certaine survivance de la période où ils prenaient les ovations et les applaudissements officiels pour l'expression du véritable sentiment des masses et les attribuaient à leur popularité imaginaire.

J'irai même plus loin : ceci explique pour moi la brusque volte-face qu'ils firent dans leur conduite.

Ils passèrent à l'Opposition, espérant prendre rapidement le pouvoir. C'est dans ce but qu'ils rejoignirent l'Opposition de 1923 (2). Quand quelqu'un du « groupe sans leaders » reprocha à Zinoviev et Kamenev d'avoir laissé tomber leur allié Trotsky, Kamenev répondit : « Nous avions besoin de Trotsky pour gouverner ; pour rentrer dans le Parti, il est un poids mort. »

Cependant, le point de départ, la prémisse aurait dû être que l'œuvre d'éducation du Parti et de la classe ouvrière est une tâche longue et difficile, qu'elle l'est d'autant plus que les esprits doivent être tout d'abord nettoyés de toutes les impuretés introduites en eux par la pratique des

(1) Il s'agit avant tout de Zinoviev et de Kamenev (Note de la Rédaction).

(2) La première opposition, celle de Trotsky à Moscou (Note de la Rédaction).

Soviets et du Parti et par la bureaucratization de ces institutions.

On ne doit pas perdre de vue que la majorité des membres du Parti (sans parler des jeunes communistes) a la conception la plus erronée des tâches, des fonctions et de la structure du Parti, à savoir la conception que la bureaucratie leur enseigne par son exemple, par sa conduite pratique et par ses formules stéréotypées. Tous les ouvriers qui rejoignirent le Parti après la guerre civile, y entrèrent, pour la plupart, après 1923 (la promotion Lénine) ; ils n'ont aucune idée de ce qu'était autrefois le régime du Parti. La majorité d'entre eux est dépourvue de cette éducation révolutionnaire de classe acquise pendant la lutte, dans la vie, dans la pratique consciente. Dans le temps cette conscience de classe était obtenue dans la lutte contre le capitalisme. Aujourd'hui elle doit se former par la participation dans la construction du socialisme. Mais notre bureaucratie, ayant réduit cette participation à une phrase creuse, les ouvriers ne peuvent acquérir nulle part cette éducation. J'exclus bien entendu comme un moyen anormal d'éduquer la classe le fait que notre bureaucratie en abaissant les salaires réels, en empirant les conditions de travail, en favorisant le développement du chômage, pousse les ouvriers à la lutte et élève leur conscience de classe ; mais alors elle est hostile à l'Etat socialiste.

Selon la conception de Lénine et de nous tous, la tâche de la direction du Parti consiste précisément à préserver le Parti et la classe ouvrière de l'influence corruptrice des privilèges, des faveurs et des tolérances inhérentes au pouvoir en raison de son contact avec les débris de l'ancienne noblesse et de la petite bourgeoisie ; on aurait dû se prévenir contre l'influence néfaste de la NEP, contre la tentation de l'idéologie et de la morale bourgeoises.

En même temps nous avions l'espoir que la direction du Parti aurait créé un nouvel appareil, véritablement ouvrier et paysan, de nouveaux syndicats, vraiment prolétariens, une nouvelle morale de la vie quotidienne.

On doit le reconnaître franchement, clairement et à haute et intelligible voix : l'appareil du Parti n'a pas accompli cette tâche. Il a montré dans cette double tâche de préservation et d'éducation l'incompétence la plus complète ; il a fait banqueroute ; il est insolvable.

Nous en étions convaincus depuis longtemps et les derniers huit mois auraient dû prouver à chacun que la direction du Parti s'avançait sur le plus périlleux des chemins. Et elle continue à suivre cette route.

Les reproches que nous lui adressons ne concernent pas, pour ainsi dire, le côté quantitatif de son travail, mais bien plutôt le côté *qualitatif*. Ce point doit être souligné, autrement nous serons à nouveau submergés de chiffres sur les succès innombrables et intégraux obtenus par les appareils du Parti et des Soviets. Il est grand temps de mettre fin à ce charlatanisme statistique.

Ouvrez les comptes-rendus du quinzième Congrès du Parti. Lisez le rapport de Kossior sur l'activité organisationnelle. Qu'y trouvez-vous ? Je cite littéralement : « Le prodigieux développement de la démocratie dans le Parti... L'activité organisationnelle du Parti s'est étendue largement »

Et puis, bien entendu, pour renforcer tout cela : des chiffres, des chiffres et encore des chiffres. Et ceci était dit au moment où il y avait dans les dossiers du Comité Central des documents faisant la preuve de la terrible désintégration des appareils du Parti et des Soviets, de l'étouffement de tout contrôle des masses, de l'oppression horrible, des persécutions, d'une terreur jouant avec la vie et l'existence des militants et des ouvriers.

Voici comment la *Pravda* du 11 avril caractérise notre bureaucratie : « Des éléments arrivistes, hostiles, paresseux et incompetents s'exercent à chasser les meilleurs inventeurs soviétiques au delà des frontières de l'U. R. S. S., à moins qu'un grand coup ne soit frappé contre ces éléments, de toute notre force, de toute notre détermination, de tout notre courage... »

Cependant, connaissant notre bureaucratie, je ne serais pas surpris d'entendre quelqu'un parler à nouveau du développement « énorme » et « prodigieux » de l'activité des masses et du Parti, du travail organisationnel du Comité Central implantant la démocratie...

Je suis persuadé que la bureaucratie du Parti et des Soviets existant actuellement va continuer avec le même succès à cultiver autour d'elle des abcès suppurants, malgré les procès brynants qui ont eu lieu le mois dernier. Cette bureaucratie ne changera pas par le fait qu'elle est soumise à une épuration. Je ne nie pas, bien entendu, l'utilité relative et l'ab-

solue nécessité d'une telle épuración. Je désire simplement souligner que ce n'est pas uniquement une question de changement de personnel, mais avant tout de changement des méthodes.

A mon avis, la première condition pour rendre notre direction du Parti capable d'exercer un rôle éducatif, c'est de réduire la taille et les fonctions de cette direction. Les trois-quarts de l'appareil devraient être licenciés. Les tâches du quart restant devraient avoir des limites strictement déterminées. Ceci devrait s'appliquer également aux tâches, aux fonctions et aux droits des organismes centraux.

Les membres du Parti doivent recouvrir leurs droits qui ont été foulés aux pieds et recevoir des garanties valables contre le despotisme auquel les cercles dirigeants nous ont accoutumés.

Il est difficile d'imaginer ce qui se passe dans les rangs inférieurs du Parti. C'est spécialement dans la lutte contre l'Opposition que la médiocrité idéologique de ces cadres s'est manifestée, ainsi que l'influence corruptrice qu'ils exercent sur les masses prolétariennes du Parti. Si, aux sommets, il existait encore une certaine ligne idéologique, une ligne spécifique et erronée, mêlée, il est vrai, à une forte dose de mauvaise foi, dans les rangs inférieurs, d'autre part, la démagogie la plus effrénée a été employée contre l'Opposition. Les agents du Parti n'ont pas hésité à utiliser l'antisémitisme, la xénophobie, la haine des intellectuels, etc. Je suis persuadé que toute réforme du Parti qui s'appuie sur la bureaucratie s'avèrera utopique.

Je résume : tout en notant, comme vous, le manque d'esprit d'activité

révolutionnaire des masses du Parti, je ne vois rien de surprenant à ce phénomène. C'est le résultat de tous les changements qui ont eu lieu dans le Parti et le prolétariat lui-même. Il est nécessaire de rééduquer les masses travailleuses et les masses du Parti dans le cadre du Parti et des syndicats. Ce processus est en soi long et difficile ; mais il est inévitable ; il a déjà commencé. La lutte de l'Opposition, l'expulsion de centaines et de centaines de camarades, les emprisonnements, les déportations, bien que n'ayant pas encore fait beaucoup pour l'éducation communiste de notre Parti, ont, en tout cas, eu plus d'effets que tout l'appareil mis ensemble. Au fond, les deux facteurs ne peuvent même pas être comparés : l'appareil a gaspillé le capital du Parti légué par Lénine, non seulement d'une façon inutile mais d'une façon nuisible. Il a démoli tandis que l'Opposition construisait.

Jusqu' alors, j'ai raisonné par « abstraction » à partir des faits de notre vie économique et politique qui ont été analysés dans la Plateforme de l'Opposition. Je l'ai fait délibérément, car ma tâche était de souligner les changements qui se sont produits dans la composition et dans la psychologie du prolétariat et du Parti en rapport avec la prise du pouvoir lui-même. Ces faits ont peut-être donné un caractère unilatéral à mon exposé. Mais sans procéder à cette analyse préliminaire, il serait difficile de comprendre l'origine des erreurs économiques et politiques commises par notre direction en ce qui concerne les paysans et les problèmes ouvriers de l'industrialisation, du régime intérieur, du Parti et, finalement de l'administration de l'Etat.

Salutations Communistes.

Astrakhan, le 6 août 1928.

Les statistiques de production et la dévaluation du rouble

par F. FOREST

AU mois de septembre de cette année, la Commission d'Etat à la Planification de l'U. R. S. S. annonça que la production soviétique du deuxième trimestre de 1948 avait dépassé de 48 % la production du trimestre correspondant de 1947. Mais, cette même commission d'Etat à la Planification réduit considérablement la valeur de ce chiffre en annonçant, dans une autre déclaration que la production des six premiers mois de 1948 n'a dépassé que de 5 % les chiffres prévus par le plan. Qui plus est, quatre industries n'ont même pas atteint les objectifs fixés par le plan. Ce sont l'industrie des produits de luxe et trois autres industries de la plus grande importance pour le niveau de vie des masses : celle des produits alimentaires, les industries locales (l'industrie légère a été fortement décentralisée en U. R. S. S.) et celle du bois de construction. Il ne faut pas oublier que la crise du logement sévit en U. R. S. S. plus violemment que jamais (20 millions de personnes sont sans logis par suite de la guerre), et que la construction immobilière avait des objectifs fort modestes. Néanmoins, l'industrie du bois de construction a été chroniquement incapable de tenir les objectifs du plan. La situation des logements est devenue tellement critique qu'un nouveau décret permet la construction **privée** d'habitations. Il est inutile d'ajouter que seuls les bureaucrates pourront profiter de ce décret, les ouvriers n'ayant point les ressources suffisantes pour acquérir les matériaux de construction.

Enfin les chiffres de production réels restent secrets, et on ne publie que des références en pourcentage par rapport aux chiffres de 1947 et de 1946, qui, eux non plus, n'ont pas été publiés.

En partant de ces considérations et en constatant que Voznessensky, dirigeant n° 1 de l'industrie de l'U. R. S. S., admet la gravité de la crise de reconversion de 1946-47 dans son dernier livre, il reste établi que la crise de reconversion ne commence à être surmontée que maintenant, et une comparaison avec la production d'avant-guerre en chiffres absolus, compte tenu de l'expansion territoriale de l'U. R. S. S., montrerait le ralentissement prononcé du rythme de

développement industriel.

Il ressort également que la dévaluation du rouble du 14 décembre 1947 n'a pas seulement poursuivi des buts monétaires et une action contre les « spéculateurs », mais également et surtout une action sur la production et sur la productivité ouvrière.

Voznessenski admet dans son livre que la consommation personnelle des ouvriers et soldats était tombée durant la guerre, au niveau fantastique de 35 % du produit national. La formidable diminution du niveau de vie des masses apparaît dans une simple comparaison des prix des produits de consommation avant la guerre et de ces prix après la réforme monétaire de 1947, unifiés et légèrement abaissés pour certains d'entre eux par rapport au prix de 1946 :

	Prix en roubles	
	1940	1947
Pain, le kg.	0,85	3,00
Lait, le litre	2,10	3,50
Sucre, le kg.	5,00	15,00
Farine de seigle, kg.	2,10	4,80
Viande de bœuf, le kg.	18 à 20	30,00
Beurre	28,00	64,00

Un index plus complet englobant les prix des cotonnades, des galoches et du pétrole, montre une augmentation de 180 %. Il est vrai qu'une baisse de prix de 10 à 12 % a été réalisée depuis et que les salaires ont depuis été en moyenne augmentés de 50 %. Mais l'ensemble de ces mesures laisse le niveau de vie de l'ouvrier délérioré de près de 40 % par rapport à l'avant-guerre. Rien d'étonnant à ce que l'ouvrier et la ménagère qui essayaient avant la dévaluation du rouble de « tirer leur plan » par le marché noir, le troc, la petite production artisanale et les corvées payées — rendues possibles grâce au surplus de monnaie entre les mains des paysans cossus et des gros bureaucrates — n'étaient pas fort enthousiastes de retourner à l'usine ou au kolkhose. C'est pourquoi le décret du 14 décembre 1947, en supprimant le minimum vital garanti par le ravitaillement à des prix très bas et en supprimant toutes les ressources supplémentaires, obligea les travailleurs à retour-

mer à l'usine et à augmenter le rendement, s'ils ne voulaient pas mourir de faim.

C'est dans ce sens qu'il faut estimer la « réussite » de la dévaluation du rouble et que les chiffres de production de 1948 reflètent cette « réussite ». La Pravda l'admit franchement en juin 1948. Elle reconnaît que le nombre d'ouvriers dans l'industrie nationalisée et dans les fermes d'Etat a augmenté de 2 millions au cours du premier trimestre de 1948. Elle indique que cette augmentation est égale à l'ensemble de l'augmentation de la main-d'œuvre dans les deux dernières années, laquelle provenait de la démobilisation. Comme on ne peut admettre qu'il y avait deux millions de spéculateurs en U. R. S. S.,

il faut bien conclure qu'il y avait une masse de main-d'œuvre qui s'était volontairement maintenue, en dehors du processus « officiel » de production ; que la politique économique du gouvernement a essentiellement poursuivi sa réintégration forcée dans les dernières années ; et que l'augmentation de la production acquise en 1948 est essentiellement due au fait que Staline, en utilisant la contrainte de la faim, a réussi à ramener à l'usine les travailleurs qui l'avaient fuie, parce qu'ils n'avaient nullement confiance dans la promesse solennelle que « ce sacrifice sera le dernier » (déclaration accompagnant la réforme monétaire de décembre 1947).

A propos de l'affaire Lyssenko

Aragon et la libre discussion des idées

L'ASPECT scientifique de l'affaire Lyssenko est d'un intérêt considérable, autant pour l'avenir de la science que pour celui du marxisme. Nous y reviendrons largement dans un prochain numéro de **QUATRIEME INTERNATIONALE**. Il s'agit d'une part d'une question très « technique », exigeant beaucoup de connaissances spécialisées. Il y a, par contre, un aspect politique de l'affaire Lyssenko dont l'importance ne peut échapper à aucun communiste, à aucun ouvrier révolutionnaire, et qu'il s'agit de mettre rapidement au clair.

Avec le cynisme qui est devenu plus qu'une caractéristique, une habitude des polémistes staliniens, Aragon s'efforce de prouver dans un long article publié dans la revue **Europe** (numéro spécial, octobre 1948) que le débat autour du rapport Lyssenko, à l'Académie d'Agronomie de l'U. R. S. S., au C. C. du Parti Communiste russe et au Présidium de l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S., loin de prouver la stérilisation des idées en Russie stalinienne, prouverait l'existence d'une liberté entière de discussion des idées. La méthode utilisée par Aragon est du type si classique de la polémique stalinienne qu'elle doit au moins être décrite. Aragon s'abstient soigneusement de traiter le fond du débat ; il ne prononce aucune opinion sur la validité des conceptions de Lyssenko ; il ne décrit ni les différents débats qui ont eu lieu à ce sujet en U. R. S. S. ni les décisions (— et les sanctions ! —) prises. En d'autres termes, tout ce qui est objectif, tout ce qui a une valeur objective sur laquelle il faut se prononcer, est soigneusement éliminé de la polémique aragonienne. Celle-ci consiste à choisir parmi les innombrables articles qui ont été publiés à ce sujet dans la presse « occidentale » une demi-dou-

zaine d'entre eux prêtant vaguement le flanc à la critique et à démontrer que ces articles sont en contradiction les uns avec les autres ou même dans leur développement propre. Prouver que la critique d'un procédé est contradictoire ne prouve nullement la justesse du procédé lui-même. Mais n'essayez pas de faire entendre raison à ce sujet à messieurs Aragon, Hervé, Courtade et autres spécialistes du genre qui risqueraient fort de chômer s'ils ne recouraient pas une fois par semaine et plus souvent encore s'il le faut à cette technique de discussion un peu particulière pour blanchir leurs nègres.

Aragon prouve donc, sur 25 pages de revue et à grand renfort de citations, que la comparaison entre les victimes de Lyssenko et Galilée n'est pas probante, que les opinions de Lyssenko n'étaient pas jusqu'alors admises dans les manuels russes, que le débat s'est tenu devant une Académie et non devant une Cour d'Assises, que les autorités suprêmes de l'U. R. S. S. (... le grand ami et le coryphée de la science, notre guide et maître, le camarade Staline... Tous se lèvent et applaudissent longuement..., ainsi se termine le rapport de Lyssenko) sont convaincues que Lyssenko a raison et qu'il est donc conforme à la liberté de discussion des idées qu'elles aient fait changer les manuels en U. R. S. S., etc., etc.

Mais, nos lecteurs auront compris, dès le premier mot, que là n'est pas la question. Personne ne peut reprocher à un gouvernement d'orienter les recherches agronomiques ou les manuels scolaires dans un sens lui paraissant plus utile qu'un autre (encore faudrait-il examiner les critères de ce jugement, qui en diront long sur la mentalité de la bureaucratie. Mais ce sera le sujet

d'un autre article). Ce que, par contre, tout communiste véritable, tout ouvrier conscient doit non seulement reprocher au gouvernement stalinien mais réprouver de la façon la plus définitive, c'est que, après clôture du débat à l'Académie d'Agronomie et après que le C. C. stalinien ait prononcé son verdict, le Présidium de l'Académie des Sciences décide :

« d'engager (la signification réelle de ce mot, ô combien délicat, apparaît clairement dans ce qui suit) **les biologistes et tous (!) les expérimentateurs scientifiques à transformer radicalement leurs travaux et à se placer au premier rang de la lutte contre les doctrines idéalistes et réactionnaires de la science, contre l'engouement pour la fausse science de l'étranger (sic)...** »

« de retirer à l'académicien L. Orbelli l'exercice de ses fonctions de secrétaire académique de la Section des Sciences biologiques... de retirer à l'académicien Chmalgaousen ses fonctions de directeur de l'Institut Severtzov de morphologie évolutionniste... »

« de supprimer (sic) dans l'Institut de cytologie, d'histologie et d'embryologie le laboratoire de cytogénétique... de fermer le laboratoire de cytologie botanique... de supprimer le laboratoire de phénogénèse... » (Europe, octobre 1948, p. 177.)

Il ne s'agit plus là d'un choix légitime du gouvernement dans l'orientation générale des travaux d'Etat. Il s'agit là d'un effort de **supprimer radicalement** des idées scientifiques qui ne peuvent

être ni « réactionnaires » ni « progressives », mais seulement justes ou fausses, ce qui peut se démontrer dans les laboratoires (on vient de les supprimer sans doute pour qu'on ne puisse plus prouver que le génial Staline se soit trompé aussi en biologie). Il s'agit là d'un effort de **réduire au silence** des savants exclusivement en raison des points de vue scientifiques qu'ils défendent. Il s'agit là d'un effort de **les empêcher de continuer leurs expériences**, car comme la recherche scientifique est monopole d'Etat en U. R. S. S., la fermeture des laboratoires d'Etat et le renvoi desdits savants les mettent dans l'impossibilité de travailler. Il s'agit là d'un effort de dicter à « tous les expérimentateurs » non plus seulement leur opinion sur le trotskysme ou sur la société sans classe en U. R. S. S., mais également leurs opinions sur la génétique et sur la façon d'expérimenter (et de « combattre la fausse science de l'étranger »).

Cela, que monsieur Aragon le veuille ou non, n'est pas seulement un camouflage retentissant à la « libre discussion des idées », mais également une preuve supplémentaire, si preuve il fallait encore, de ce que la bureaucratie doit implacablement poursuivre la pensée et l'initiative personnelles jusque dans les domaines les plus reculés de la science. Qu'elle ne puisse le faire qu'au nom d'un pragmatisme empirique grossier, une analyse du débat le prouvera suffisamment.

H. VALLIN.

Sur l'assassinat de Trotsky

par Alfred ROSMER

Il est désormais évident qu'on n'empêchera pas l'assassinat de Trotsky de devenir une « cause célèbre ». Trop de journalistes en quête d'articles sensationnels trouveront dans les circonstances et la nature du crime matière à révélations renouvelées ; ils fabriqueront des testaments, décriront la « forteresse », déformeront les informations exactes qu'ils auront pu recueillir, aidés le plus souvent par la propagande russe, trop intéressés à brouiller les pistes, à favoriser tout ce qui peut permettre de masquer le crime stalinien pour ne pas profiter de l'occasion. On a déjà vu un certain nombre de ces fabrications ; on en verra d'autres.

La révélation sensationnelle la plus récente est d'un caractère différent ; elle est due à la collaboration imprévue de l'homme qui était à l'époque des attentats le chef du Service secret de la police mexicaine, le général Sanchez Salazar, et d'un des dirigeants d'un parti socialiste espagnol (P. O. U. M.) Julian Gorkin, et elle est présentée comme l'« œuvre qui achève de faire la lumière sur cet événement ». Gorkin lui-même écrit : « Je m'efforçai de découvrir la vérité... Je parvins à rassembler la documentation la plus complète... Les pièces principales sont en ma possession. » Et il ajoute : « leur acquisition et leur garde ont failli, du reste, me coûter la vie ».

Or, une lecture attentive du livre montre qu'il se compose, pour sa plus grande part, du récit du policier qui a mené l'enquête, puis de documents importants mais tous connus, et publiés il y a des années déjà dans la presse mexicaine et américaine, dans les publications trotskystes et dans divers ouvrages d'écrivains américains. Si Gorkin a vraiment cru risquer sa vie en les rassemblant et en les publiant aujourd'hui, il s'est créé à lui-même un péril illusoire. S'il est un homme qui, à propos des menées des agents du Guépéou au Mexique, s'est exposé à leurs coups, et s'est exposé souvent, c'est Victor Serge qui, par des correspondances au *New Leader* de New-York, dont il ne traita nul profit, dévoilait leurs manœuvres et parvenait ainsi à les déjouer.

Gorkin s'est donc borné à compiler les dossiers de l'enquête policière et de l'instruction ; un militant socialiste

comme lui sait ce que valent les informations de cette sorte ; elles peuvent être utilisables, donner des indications importantes, mais on ne peut les utiliser, quand on a le souci de servir la vérité, qu'à la condition de les vérifier, de les contrôler chaque fois qu'on a la possibilité de le faire. Pourtant Gorkin se contente de reprendre à son compte les informations et interprétations de son policier — lequel, nous le verrons, n'était pas désintéressé dans l'affaire — tandis qu'il néglige toutes vérifications, même celles qui vraiment s'imposaient. Après le premier attentat, et alors qu'il dit s'être passionné pour l'affaire, il ne va pas voir Trotsky ; les raisons qu'il donne de son abstention ne sont guère valables ; elles laissent supposer qu'il y en avait d'autres. Les réfugiés espagnols qui visitaient Trotsky étaient nombreux, il y avait parmi eux des membres du POUM (le parti de Gorkin), des socialistes des diverses tendances ; leurs visites étaient l'occasion de discussions parfois vives mais toujours cordiales où chacun pouvait trouver son profit.

Bien mieux, alors qu'il habite à quelques centaines de mètres de la maison de Trotsky, il ne se soucie pas davantage d'examiner cette maison dont la description exacte a pourtant son importance : est-ce pour se réserver la possibilité d'en tracer un tableau selon le plus pur style de roman-feuilleton : « hautes et sévères murailles », « tourelles pour mitrailleuses », « hautes murailles », « forteresse inexpugnable », etc. Cette « forteresse » qu'on dresse ainsi dès le début du récit pour créer l'atmosphère roman policier est séparée de la propriété attenante par un simple mur de clôture, et, sur toute la longueur d'un autre de ses côtés, elle est dominée par un haut talus d'où l'on plonge sur le jardin et sur les bâtiments.

L'affirmation que j'ai « cautionné personnellement » Jacson n'est pas plus véridique. Je ne le connaissais pas ; je ne l'avais jamais vu pendant le long séjour qu'il fit à Paris ; je le rencontrai pour la première fois à Mexico ; il n'est pas dans mes habitudes de m'engager à la légère et si, par exception, j'avais été tenté de donner ma caution à celui-là, l'impression qu'il me fit m'en eût aussitôt détourné.

Ce qu'il y a de plus important dans le récit du policier, c'est ce qu'il nous apprend sur lui-même, sur la façon dont il a entrepris et mené son investigation.

On se rappelle les conditions dans lesquelles Trotsky dut aller s'établir au Mexique. Après l'avoir exilé, Staline le pourchassait de pays en pays et trouvait des complices dans les gouvernements démocratiques d'Europe. Incapables de dominer un esprit mesquin de revanche, social-démocrates d'Allemagne et travaillistes britanniques refusèrent le visa qui eût permis à Trotsky de vivre dans un pays où il aurait pu poursuivre ses travaux, et où ses amis auraient pu assurer sa sécurité. Roosevelt les imita, même dans la période où le pacte conclu entre Staline et Hitler provoquait un dégoût quasi général. Les Norvégiens, qui avaient fait une heureuse exception, se hâtèrent d'expulser l'indésirable dès que Staline fit comprendre qu'il le voulait — c'était l'époque des « procès de Moscou » — et comme pour faire oublier leur socialisme d'un jour, ils exagérèrent la servilité en entourant l'expulsion d'odieuses mesures policières.

Ignorant ces turpitudes européennes, un homme fit preuve de noblesse et de générosité : Lazare Cardenas, président de la République mexicaine. Non seulement il accueillit Trotsky, mais il déclina et méprisa toujours les inventions des agents du Guépéou ; il ne cessa un jour de témoigner publiquement sa sympathie à l'exilé. Malheureusement, il ne pouvait pas compter sur la loyauté de tous ses collaborateurs, notamment sur celle des hauts fonctionnaires ; quelques-uns exceptés, tous le trahissaient. On était au temps du Front populaire ; les staliniens s'infiltraient partout. Celui qui était à la tête de l'organisation syndicale, Lombardo Toledano, abusait du patronage que Cardenas lui avait accordé lors de son accession à la présidence pour mettre le mouvement syndical au service de la politique stalinienne : il était successivement pour la guerre antifasciste, puis contre la guerre quand Molotov célébrait les victoires hitlériennes, et de nouveau pour la guerre le jour où Hitler se retourna contre son complice : un parfait serviteur. Le Guépéou disposait ainsi du quotidien de la C. G. T. mexicaine, de la presse du parti communiste ; même le quotidien du parti au pouvoir, le parti de Cardenas, se prêtait à la diffusion des mensonges de la propagande. Selon les tournants de la politique stalinienne, Trotsky était l'agent de Wall Street ou de Hitler ou du mikado, la suprême infamie, et la plus dangereuse, consistant à affirmer qu'il complotait avec les sinarquistes contre Cardenas.

Que pouvait faire Trotsky pour se protéger contre cette avalanche sans cesse renaissante d'accusations absurdes ? Les staliniens prétendaient avoir des preuves : qu'ils les apportent ! Dans des lettres que les journaux non stali-

niens consentent parfois à publier, il demande la constitution d'une commission où les staliniens enverront leurs représentants, à côté des siens et de ceux du gouvernement pour une confrontation publique. Naturellement, les menteurs acculés se dérobent ; leur dérobade les condamne pour un temps au silence ; puis ils recommencent. La commission internationale présidée par John Dewey vient au Mexique pour procéder à une enquête approfondie ; ses séances sont publiques ; elle conclura que les accusations sont sans base ; rien n'y fait ; les agents du Guépéou poursuivent leur sinistre besogne. Il n'est pas de meeting organisé par le parti communiste ou ses annexes où, dès qu'une occasion s'offre, l'un d'eux ne s'écrie : « Muerte à Trotsky ! » De bons types d'ouvriers mexicains, empoisonnés par la propagande, leur font écho ; pour montrer à quel point on a porté cette excitation, il me suffira d'indiquer que le congrès des syndicats de l'enseignement tenu au début de 1940 se termina « aux cris répétés de « Mort à Trotsky » : c'était devenu le mot d'ordre qu'il fallait partout répéter.

Ainsi les gens du Guépéou, qu'on savait nombreux, opéraient tout à leur aise, sans être jamais inquiétés par le général Salazar — qui, comme chef de la police secrète, était spécialement chargé par Cardenas de veiller à la sécurité de Trotsky — de 1936 à mai 1940, date du premier attentat. Si jamais crime fût signé, c'était bien celui-là. Pas pour le général Salazar. A peine arrivé à la « forteresse », sa conviction est faite : il s'agit d'un attentat simulé, d'une mise en scène. Les murs sont criblés de balles : mise en scène ; les secrétaires sont calmes : mise en scène ; Trotsky et Natalia sont calmes : mise en scène ; enfin, après l'interrogatoire des deux cuisinières, il n'a plus de doute. Ici il faut citer un court passage pour montrer le ton grotesque de ce récit. Salazar questionne Trotsky :

« — Soupçonnez-vous quelqu'un ou quelquel groupe d'être l'auteur de cet attentat ? demandai-je.

« — Bien sûr que oui ! répondit-il sur le ton de la plus profonde conviction. Venez...

« Il posa son bras droit sur mon épaule et me conduisit lentement vers les cages à lapins. L'une de ses occupations favorites était en effet de nourrir lui-même ses lapins. Il s'arrêta, lança autour de lui un regard circulaire pour s'assurer que nous étions seuls, et, plaçant sa main droite près de sa bouche, comme s'il voulait rendre sa confiance plus secrète, il me dit d'une voix basse et avec une conviction profonde :

« — L'auteur de l'attentat est Joseph Staline, par l'intermédiaire de son Guépéou.

Je dois dire que cette réponse me déçut complètement... Mon premier soupçon se transformait en certitude. De nouveau

je me dis : « C'est une mise en scène. Cela ne fait pas le moindre doute. »

Et comme il n'a plus de doute, il commence par arrêter deux des secrétaires. Il ne s'agit donc pas d'une erreur involontaire comme pourrait le faire croire la sottise du réclé. C'est très grave. La version de l'attentat simulé, c'est précisément celle que donne tout de suite *El Popular*, le quotidien de Lombardo Toledano, celle que les agents du Guépéou, préoccupés de masquer leur crime et leur échec, s'empressent de répandre. Trotsky décidément abuse, font-ils dire ; on a arrêté deux de ses secrétaires ; ce ne sont que des comparses ; c'est l'auteur principal qu'il faut frapper, l'inculper de complot contre le gouvernement mexicain pour le compte de trusts yankees ; en tout cas le déporter. L'attitude du policier est également celle de ses aides, des substitués qui procèdent à l'instruction. L'un d'eux qui, ayant posé la question : soupçonnez-vous quelqu'un ? manifeste la plus grande surprise quand il lui est répondu : certainement, le Guépéou. « Vous le croyez vraiment », dit-il alors, sur un ton de parfaite ingénuité.

Le péril était sérieux ; seule une démarche énergique pouvait le conjurer. Trotsky décide donc de rédiger une longue déclaration, exposant le fonctionnement du Guépéou dans chaque pays, montrant par de pénibles exemples — assassinat de deux de ses secrétaires, d'Ignace Reiss — comment son activité se traduit par des meurtres. La lettre, adressée aux autorités judiciaire et policière, est aussi communiquée au Président Cardenas. Immédiatement tout change ; les hauts fonctionnaires de justice, de police, ou d'ambassade peuvent tromper et trahir Cardenas et ils le font souvent, mais pas quand il s'agit d'une affaire de cette importance ; au surplus, ils n'ignorent pas que Trotsky veille. Notre policier va donc rapidement trouver la vraie piste car, selon ce qu'il raconte, le hasard « consent » alors à le favoriser. Trotsky ne lui permettra plus de s'égarer ; il l'aidera, par des interventions répétées, à se maintenir dans la bonne voie ; il avait désigné nommément le principal auteur de l'attentat dans sa lettre aux autorités.

Sur l'attentat, sur sa préparation, son organisation, on a beaucoup mieux que les révélations du policier ; on a les aveux de l'auteur lui-même : le peintre David Alfaro Siqueiros ; non pas des aveux genre Vichinski et procès de Moscou, mais des aveux écrits, librement formulés. Siqueiros se vantera même d'avoir organisé et dirigé l'attentat.

Il est un point important mais non capital qui n'a pu être élucidé et ne le sera probablement jamais. Pourquoi le secrétaire Sheldon Harte, qui était de garde dans la nuit de l'attentat, a-t-il ouvert la porte et permis à la bande Siqueiros de pénétrer dans la maison ?

Pour les auteurs de ce livre, la réponse n'est pas douteuse : il était un agent du Guépéou. Mais leurs arguments ne sont nullement convaincants : impressions des policiers du corps de garde qui se laissèrent aisément immobiliser ; déclarations que le père de ce secrétaire aurait faites aux policiers mais qu'il a aussitôt démenties ; enfin le récit d'un homme qui aurait vu Sheldon Harte dans l'étrange maison où il aurait passé les quelques jours qui suivirent l'attentat, avant d'être assassiné.

« Pour le Trotskysme, il fallait que Sheldon fût innocent », tel était le titre donné au treizième chapitre publié par le *Figaro*. Quelle bêtise : Les mouvements révolutionnaires de tous les temps et de tous les pays n'ont jamais pu empêcher des mouchards de s'introduire dans leurs rangs, même à des postes de direction. Il s'agit ici de recherche de la vérité. Tous ceux qui ont connu Sheldon Harte sont unanimes à penser qu'il n'appartenait pas au Guépéou quand il était à New-York et qu'il ne se laissa pas acheter durant son séjour à Coyoacan. Ils sont convaincus qu'il fut dupe d'un stratagème qui l'amena à livrer la place. Il était depuis peu à Coyoacan ; il était très jeune, d'âge, de caractère, d'activité politique ; il avait eu la vie facile d'un jeune bourgeois ; les canailles de la bande de Siqueiros ne le choisirent certainement pas au hasard comme complice involontaire dans la perpétration de l'attentat. Peut-être était-ce une erreur de l'avoir cru capable de la dure besogne qu'on exigeait des secrétaires ; mais alors il est trop facile de critiquer les trotskystes américains ; sur eux seuls reposait la lourde tâche de recruter des secrétaires, de les prendre à leur charge, d'assurer leur relève. Les révolutionnaires non staliniens étaient nombreux à Mexico ; ils savaient ce dont le Guépéou était capable puisque plusieurs des leurs étaient tombés sous ses coups en Espagne. Ils ne firent pas grand-chose pour contrebattre l'offensive poursuivie sans relâche contre Trotsky, la permanente excitation au meurtre. Sans doute estimaient-ils avoir assez à faire pour se protéger eux-mêmes ou pensaient-ils que le cas de Trotsky ne les intéressait pas ; je ne discute ni ne juge, je constate simplement pour conclure que, dans ces conditions, il convient d'être réservé dans ses appréciations.

Pour le second attentat, celui perpétré par le tueur Jackson seul, trois mois plus tard, Gorkin a largement puisé dans la brochure d'Albert Goldman portant pour titre « The Assassination of Leon Trotsky ». C'est une bonne source. Goldman était trotskyste et avocat ; il connaissait les hommes ; il a suivi l'affaire de bout en bout. Cette brochure a été publiée à New-York dès octobre 1940 ; tout le monde a pu et peut se la procurer pour 15 cents ; on y trouve

tout l'essentiel de ce que rapporte aujourd'hui Gorkin — sans les déformations et inexactitudes qui sont de son cru, notamment en ce qui concerne la façon dont Jacson s'est introduit dans la maison. Il utilise aussi, mais sans leur donner leur importance, les révélations — réelles celles-là — faites par le dirigeant du parti communiste américain qui fut, dès l'origine, l'auxiliaire des agents du Guépéou envoyés à New-York pour préparer l'assassinat.

Venu du catholicisme au mouvement ouvrier puis au communisme, Louis F. Budenz fut membre du Comité central de 1939 à 1945, et rédacteur et rédacteur en chef du quotidien du parti communiste américaine, le *Daily Worker*, de 1935 à octobre 1945. Les missions qu'on lui confia montrent qu'il avait la pleine confiance des dirigeants du parti. Après dix années de pratique stalinienne, Budenz arriva à la conclusion que le stalinisme ne s'accordait décidément pas avec la foi de sa jeunesse ; il décida de retourner au sein de l'Eglise catholique. Il écrivit alors un livre pour raconter ses expériences, son histoire, qui fut publié à New-York au début de 1947 sous le titre *This is my story*.



Dès décembre 1936, Budenz avait été chargé de la liaison avec les hommes du Guépéou, et on trouve dans son livre, minutieusement et précisément rapporté, le comportement de ces agents, le genre d'informations qu'ils recherchent pour préparer leurs coups, en particulier celui qui devait aboutir quatre ans plus tard à l'assassinat de Trotsky. La malheureuse dupe choisie pour permettre l'installation de Jacson au Mexique était une jeune trotskyste dont la sœur avait été quelque temps, à Coyoacan, secrétaire de Trotsky. Elle allait en Europe : on lui trouva une compagne de voyage

qui, à Paris, lui fit rencontrer Jacson. Une liaison s'établit qu'on prit une année entière pour consolider, à Paris même ; puis on partit pour l'Amérique. La ruse démoniaque de Staline n'est pas pressée ; elle prend son temps.

Budenz, renseigné sur tout cela mieux que quiconque bien qu'il n'ait compris qu'après coup de quelle opération il s'était fait le complice, est aujourd'hui professeur d'économie politique à Fordham University ; au début de septembre dernier, il a confirmé, en justice, sous la foi du serment, tout ce qu'il avait écrit dans son livre.



On me dit : Il est possible qu'on connût ailleurs, depuis des années, tout ce qu'on peut trouver dans ce livre que Gorkin publie aujourd'hui à Paris, qu'on en sût même davantage ; mais en France, où on ignorait à peu près tout, mieux vaut encore cette information sous sa forme déplaisante de roman policier que pas d'information du tout. Je ne le crois pas. Le policier aurait pu seul raconter son histoire : on aurait su tout de suite de quoi il s'agissait. Mais qu'un militant socialiste — et qui, quoi qu'il dise, a été trotskyste — la prenne à son compte, la présente comme le fruit de longues recherches, mieux encore qu'il prétende ainsi servir la vérité, c'est cela qui est insupportable, car le fond de l'histoire, qui est véridique, se trouve déformé, noyé dans une sauge malodorante ; c'est substituer le mélodrame à la tragédie, et, par là, permettre aux messieurs André Pierre de s'écrier : irès intéressant, captivant, mais pas convaincant ; tandis que les petits aboyeurs d'Action auraient été tout de même plus embarrassés pour étaler leurs mensonges si on leur avait simplement mis sous le nez les aveux de leur camarade Siqueiros.

6^e Plenum du Comité Exécutif de la IV^e Internationale

Résolution sur la situation actuelle en France et la menace de "l'Etat fort"

1. — Depuis le mois de juillet 1948, les événements d'Italie et de France permettent de préciser la signification de l'étape actuelle atteinte dans le développement des luttes sociales en Europe occidentale. Bien que les tendances favorables au prolétariat se soient particulièrement exprimées en Italie et celles favorables à la bourgeoisie particulièrement en France, le parallélisme du développement dans ces deux pays est évident et permet de dégager les traits suivants :

a) La poussée de la bourgeoisie vers la « rationalisation » de ses finances et de son économie s'accroît dans la mesure où s'accroît la pression de l'impérialisme américain sur la bourgeoisie elle-même. Pendant la première période d'application du plan Marshall, les tendances inflationnistes ainsi que le déséquilibre de la balance des paiements se sont encore accrus dans tous les pays de l'Europe occidentale, à l'exception de la Grande-Bretagne (la réforme monétaire allemande n'a fait que donner une forme plus « normale » à ces mêmes phénomènes dans ce pays).

b) L'instabilité gouvernementale, avant toutes les crises ministérielles successives en France, a amené les cercles bourgeois les plus représentatifs à favoriser toute tentative autoritaire pour éliminer graduellement les « règles du jeu » parlementaire. Ce soutien est accordé en premier lieu au mouvement gaulliste en France.

c) Sous l'effet conjoint des expériences récentes, de la situation économique et de la démagogie « gauchiste » des stalinien, d'importantes couches de travailleurs d'avant-garde ont acquis une conscience plus nette que dans le passé de la nécessité d'un programme d'action révolutionnaire et anti-capitaliste, et elles se posent franchement la question de la prise du pouvoir par l'action extraparlémentaire. Cela s'est exprimé principalement en Italie, au cours de la grève générale de la mi-juillet, mais également au cours des grèves de septembre dans la métallurgie parisienne.

d) Ce qui différencie profondément ces événements de ceux qui, en 1934 et 1935, marquèrent des étapes vers la montée de 1936 (Brest et Toulon en France, Asturies en Espagne, etc.), c'est que ce progrès de conscience de l'avant-garde se réalise dans le cadre d'une

démoralisation et d'un scepticisme grandissant de couches laborieuses plus larges, qui sont surtout fonction de leur méfiance accrue envers les organisations traditionnelles et de l'absence d'un parti révolutionnaire suffisamment fort pour cristalliser la radicalisation des éléments avancés.

Dans ces conditions, le régime bourgeois accentue ses caractères semi-bonapartistes (pleins pouvoirs, décrets-loi, etc.), renforce l'appareil de répression auquel il a de plus en plus recours, met en place tout un système de législation anti-ouvrière et fournit ainsi les armes dont disposerait demain un gouvernement autoritaire. Devant le discrédit grandissant du régime de la « Quatrième République » parlementaire et constitutionnelle, le passage au pouvoir à froid est désiré par la bourgeoisie. Depuis l'échec du plan Reynaud, cette éventualité est devenue la plus probable et se trouve placée à l'ordre du jour en France.

2. — Le mouvement gaulliste réunit en lui toutes les caractéristiques qui correspondent aux possibilités et aux ambitions fortement limitées des bourgeoisies européennes décrépite. Sa physiologie propre correspond en même temps à ses propres origines sociales, différentes de celle du fascisme allemand ou italien :

a) Alors que la puissance industrielle allemande donnait au nazisme son dynamisme redoutable, la faiblesse structurelle de l'impérialisme français et les efforts désespérés de celui-ci pour conserver un Empire devenu trop large pour ses possibilités limitées, déterminent le caractère conservateur et défensif de la politique gaulliste, dont l'ambition suprême est de devenir le principal mercenaire de l'impérialisme yankee sur le continent. De même, tandis que le caractère violent et pseudo-révolutionnaire du nazisme correspondait à la situation désespérée des classes moyennes allemandes appauvries et excédées par l'inflation, le conservatisme gaulliste correspond au caractère repu et enrichi des grandes couches des classes moyennes « anciennes » (payans moyen et commerçants), principaux bénéficiaires de l'inflation en France.

b) Alors que les origines sociales du nazisme lui ont permis de terroriser et de briser en partie le mouvement ouvrier

avant sa prise du pouvoir, et que la bourgeoisie lui abandonna celui-ci seulement faute d'avoir une autre issue, les origines différentes du gaullisme lui permettent d'en appeler beaucoup plus tôt au soutien du grand capital mais l'empêchent en même temps d'entamer sérieusement son travail terroriste avant la prise du pouvoir. Le fait que les rapports de forces sont beaucoup moins favorables à la bourgeoisie que ne l'étaient ceux de l'Allemagne en 1933 (absence de chômage chronique, etc.), renforce encore ce trait particulier du gaullisme et lui fait éviter, dans la mesure du possible, toute lutte violente et physique, capable de fouetter la capacité de résistance prolétarienne encore largement intacte.

c) Tandis que le nazisme se présentait comme un mouvement « neuf » et « révolutionnaire », l'idéologie et le pouvoir fascistes sont aujourd'hui à ce point discrédités aux yeux des masses laborieuses et des classes moyennes européennes, que celles-ci réagissent avec une susceptibilité très grande aux moindres signes d'une évolution dans la voie fasciste. D'où découle pour la bourgeoisie la nécessité de respecter, même dans le cadre de ses solutions autoritaires, le jargon « démocratique », de maintenir certaines formes parlementaires et d'éliminer seulement de façon progressive les centres de résistance prolétarienne les plus menaçants (parti révolutionnaire, parti stalinien, syndicats et organisations de couverture non embrigadés dans l'Etat, etc.). Le régime grec, tel qu'il existe depuis deux ans, est un exemple donnant une image de ce qui s'introduirait en France après une victoire gaulliste et en Italie après l'application d'une solution « autoritaire » similaire.

3. — L'évolution de la situation internationale travaille actuellement dans le même sens. L'impérialisme américain est excédé par la série des crises ministérielles successives en France et commence à reconsidérer sérieusement ses investissements successifs dans une entreprise aussi peu rentable que le capitalisme français dirigé par la « troisième force ». L'assainissement des finances et la « normalisation » du train de vie de l'Etat sont ses conditions minima pour la continuation de l'aide Marshall, et seul de Gaulle s'avérerait assez fort pour les remplir effectivement. De son côté, la bourgeoisie française craint que la prolongation de la situation actuelle amène Washington à jouer à fond la carte allemande en Europe. Pour conquérir la place de premier lieutenant de Wall Street sur le continent, de Gaulle apparaît comme le seul candidat susceptible d'être opposé à une Allemagne occidentale en voie de reconstruction. Enfin, l'augmentation de la tension internationale rend l'application d'une nouvelle forme tripartite ou « front populaire », avec participation gouvernementale stalinienne, très improbable sinon exclue. L'aligne-

ment forcé de l'impérialisme français sur la politique américaine, parfaitement illustré par l'épisode de Berlin, place l'éventualité d'une arrivée au pouvoir de de Gaulle autant à l'ordre du jour que l'évolution politique et économique de la France elle-même.

4. — La politique du parti stalinien constitue le principal facteur subjectif qui renforce la probabilité d'une victoire gaulliste par la voie froide. Cette politique dite des « grèves tournantes », combinée à des manœuvres électoralistes favorisant la réaction, tend à tenir en haleine permanente les successifs gouvernements bourgeois de coalition et oblige la bourgeoisie à choisir entre une nouvelle acceptation de la participation gouvernementale stalinienne (très improbable) et une solution autoritaire qui s'impose ainsi de plus en plus. Sur le plan social, les résultats de cette politique qui se veut subtile et qui cadre avant tout avec la situation incertaine des futurs rapports U. R. S. S.-U. S. A., sont cependant tels qu'ils précipitent également la solution autoritaire : la classe ouvrière s'épuise et se décourage dans ces luttes sans résultats ; les classes moyennes s'énervent et deviennent excédées sans que la démonstration de force prolétarienne soit suffisante pour les faire pencher vers une solution ouvrière de la crise ; la bourgeoisie est amenée à perfectionner son appareil de répression qui tend à se placer précisément dans la logique de l'arrivée au pouvoir de de Gaulle.

La politique stalinienne apparaît ainsi comme une combinaison nouvelle d'une ligne « ultra-gauche (le parallèle entre le référendum brun de Prusse et le vote pour la proposition gaulliste des élections cantonales en octobre s'impose de lui-même ; de même la propagande stalinienne selon laquelle le gouvernement actuel serait déjà gaulliste) et d'un opportunisme ultra-droitier (absence de tout mot d'ordre d'armement ; proposition d'un gouvernement et d'une politique « acceptable » par la bourgeoisie ; concentration sur une activité de propagande électoraliste ; limitation des objectifs grévistes à des revendications économiques tellement insuffisantes qu'elles sont incapables de stimuler la volonté de lutte prolétarienne, etc.). En même temps, cependant, l'effritement dangereux de leurs forces syndicales a forcé les staliniens à engager une campagne d'unité d'action syndicale qui, bien que limitée à un cadre étroitement bureaucratique, a été indubitablement un élément permettant aux travailleurs de plusieurs régions et corporations de ressouder leur front de lutte. Il est d'autant plus important pour le parti révolutionnaire de partir de ces expériences syndicales positives pour expliquer aux militants communistes d'avant-garde les conséquences désastreuses de la tactique de division ouvrière suivie par les staliniens sur le plan politique.

5. — Pourtant, rien n'est encore décidé. Le facteur qui peut encore renverser tout ce processus et tous les calculs de la bourgeoisie, c'est la combativité spontanée de la classe ouvrière. Aussi longtemps que les rapports de forces restent ce qu'ils sont aujourd'hui et que la bourgeoisie n'est pas encore forcée, par une crise violente, de risquer le tout pour le tout, elle est forcée d'avancer avec un maximum de prudence et de précautions. Plus les sursauts de résistance ouvrière sont vifs et violents, plus ils démontreront à la bourgeoisie que de Gaulle au pouvoir signifie la guerre civile, et plus elle hésitera à le porter au pouvoir, et elle acceptera même de reculer pour le moment. C'est sur ce plan que doit donc se situer la politique du parti révolutionnaire.

La lutte pour influencer les travailleurs communistes d'avant-garde peut devenir un facteur décisif de la situation. De toutes ses forces, et avec les moyens accrus que l'Internationale doit mettre à sa disposition, le parti révolutionnaire doit s'efforcer de stimuler et de coordonner la volonté de résistance du prolétariat. Il doit lancer une vaste campagne d'explication du danger gaulliste et d'appel de lutte au prolétariat. Il doit utiliser chaque occasion pour rendre les formes de combat du prolétariat plus avancées et plus violentes, pour stimuler la résistance physique à la pénétration gaulliste dans les quartiers ouvriers. L'organisation de la lutte physique contre le gaullisme jouera un

rôle de premier plan pour catalyser la combativité des militants communistes d'avant-garde.

Le P. C. I. doit insister dans son agitation sur l'étape concrète dans la préparation de la guerre que constituerait l'arrivée au pouvoir de de Gaulle. **De Gaulle au pouvoir c'est la guerre**, aujourd'hui avec les avions contre les masses coloniales et les gaz lacrymogènes contre les ouvriers, demain sur tous les champs de bataille du monde. Empêcher de Gaulle de prendre le pouvoir, c'est sérieusement reculer l'échéance de la guerre atomique.

Le P. C. I. doit concentrer son agitation autour du mot d'ordre du Front Unique P. S., P. C., C. G. T., C. G. T. F. O., autour d'un programme de revendications transitoires capables d'inspirer confiance aux masses et de stimuler leur enthousiasme. Ce mot d'ordre doit se concrétiser spécifiquement dans un programme de revendications rejetant sur les capitalistes les frais de l'inflation, un programme de lutte anti-gaulliste par des méthodes diverses, en premier lieu l'armement du prolétariat, la constitution dans les entreprises et les villages de comités de Front Unique, la lutte pour un gouvernement de Front Unique contrôlé et appuyé par ces comités comme objectif suprême de la campagne. Une agitation de ce genre est seule capable d'entraîner derrière elle la grande masse qui n'a nullement perdu la volonté d'engager une bataille décisive contre ses exploitateurs.

Résolution sur l'affaire yougoslave et la crise du stalinisme

1) Le conflit qui a éclaté entre Belgrade et Moscou est une expression de la crise du stalinisme, telle qu'elle se développe dans les nouvelles conditions créées par l'ascension des Partis Communistes au pouvoir dans les pays d'Europe incorporés dans la zone d'influence soviétique.

2) Les rapports entre le Kremlin et les Partis Communistes sont réglés par le contrôle direct et absolu qu'il exerce sur ces partis pour les utiliser exclusivement comme agents de sa politique de défense des stricts intérêts de la bureaucratie soviétique.

3) Ces rapports se trouvent modifiés par l'expansion soviétique en Europe et par le nouveau rôle des Partis Communistes dans ces pays. Ces Partis disposent maintenant de leur propre appareil étatique, contrôlent l'économie et sont responsables de la politique générale de tout le pays. De ce fait, ils sont sujets à un ensemble d'influences et de réactions qui peuvent ne pas tenir toujours compte des stricts intérêts de la bureaucratie soviétique.

Dans la mesure où s'établissent des rapports de forces sociaux et politiques dans lesquels le pouvoir de ces partis ne dépend plus directement de leur soutien par le Kremlin il se crée, pour la première fois dans l'histoire du stalinisme, des conditions qui permettent une résistance des Partis Communistes aux ukases du Kremlin.

Pour lutter contre ce danger de voir les Partis Communistes devenir des organismes de transmission, même partielle et déformée, d'autres intérêts que les stricts intérêts de la bureaucratie soviétique, le Kremlin n'a qu'un moyen : imposer à la direction de ces partis ses agents directs, en éliminant par des épurations successives tous les éléments qui échappent à son contrôle absolu ou qui, **potentiellement**, renferment des tendances pareilles.

4) Cette attitude est la source d'une crise chronique qui ne peut que s'aggraver, la politique du Kremlin allant à l'encontre de ce qui est l'intérêt propre des masses de ces pays, et même des

intérêts des appareils bureaucratiques de ces partis.

La bureaucratie soviétique poursuit dans tous les pays sous son contrôle, non pas une politique de socialisation afin de leur permettre le libre développement de leurs forces productives dans une direction socialiste, mais une politique d'exploitation économique et politique conforme aux intérêts économiques et stratégiques de son régime en U. R. S. S.

D'autre part, ces pays auront de plus en plus besoin de se débarrasser de tous les fardeaux et entraves que fait peser sur eux la tutelle du Kremlin (réparations, entreprises soviétiques, traités commerciaux favorables à l'U. R. S. S., etc...), de commercer librement entre eux et avec les autres pays capitalistes et d'unifier leur économie.

Les difficultés que ces pays rencontrent pour leur développement dans leur état actuel d'isolement national, en raison de l'incapacité de l'U. R. S. S. à leur fournir l'aide industrielle nécessaire (outils, matières premières et capitaux) et de la survivance d'un domaine d'économie capitaliste (paysans, artisans, commerce) encore prédominant qui entrave constamment les plans d'industrialisation et de planification économique et attise la lutte des classes, sont une autre source de mécontentement et de friction.

Toutes ces tendances se reflètent nécessairement dans les rapports à l'intérieur de chaque Parti Communiste, ainsi que dans les rapports de ces partis avec le Kremlin.

5) L'éclatement de l'affaire yougoslave, ainsi que la résistance jusqu'ici effective aux assauts du Kremlin furent favorisés par les particularités de l'évolution de la situation en Yougoslavie.

Le Parti Communiste Yougoslave, grâce au rôle qu'il a joué durant la guerre où il a pris la tête d'un vaste mouvement des masses paysannes et ouvrières de Yougoslavie contre les occupants impérialistes et contre la bourgeoisie nationale, a eu sa composition sociale renouvelée et renforcée par l'afflux des partisans et a pu sauvegarder un caractère plus autonome et plus indépendant que les autres Partis Communistes.

L'Armée Rouge s'était tenue en réalité à l'écart de toute intervention directe en Yougoslavie et le gouvernement de Tito était parvenu au pouvoir en s'appuyant sur le mouvement plébéien des masses ouvrières et paysannes.

Les réformes profondes entreprises en Yougoslavie immédiatement après la « libération » reflètent les conditions particulières du développement de la lutte de classes dans ce pays pendant les années d'occupation et la poussée révolutionnaire instinctive des masses sur lesquelles s'appuyait Tito.

Ces particularités de la situation yougoslave ont toutes joué dans le sens d'une résistance au contrôle direct et absolu du Kremlin et de sa politique.

Bien que Tito et la direction du Parti

Communiste Yougoslave n'aient pas développé jusqu'au conflit une opposition cohérente et ferme à la politique du Kremlin (dont ils s'acharnent, encore maintenant, à se déclarer les fidèles disciples), le caractère autonome de leur Parti et de leur mouvement, laissés à leur propre développement, risquent réellement de faire surgir des divergences sérieuses avec le point de vue du Kremlin.

A la longue ces divergences seraient celles entre les besoins de la « reconstruction socialiste » tels que les envisage la bureaucratie de Tito d'une part et les intérêts propres de la bureaucratie soviétique d'autre part. Ces divergences ne seraient qu'une expression déformée des contradictions entre les intérêts et les aspirations des masses yougoslaves et la politique du Kremlin.

Pour éviter un tel développement, le Kremlin avait entrepris l'élimination de Tito et son remplacement par une équipe de ses agents directs.

Cependant cette opération a échoué en Yougoslavie, y ayant rencontré la résistance organisée d'un appareil disposant de l'Etat et s'appuyant sur un Parti et un mouvement de masses qui entourent encore cet Etat, malgré sa bureaucratization récente, d'une dévotion réelle.

6) Tito et la direction du Parti Communiste Yougoslave représentent jusqu'à présent la déformation bureaucratique d'un courant plébéien, anti-capitaliste révolutionnaire.

Mais, si les masses yougoslaves ne trouvent pas la force d'imposer une issue révolutionnaire au conflit avec Moscou, la direction yougoslave n'aura à la longue, d'autre alternative que de se voir éliminer par les agents directs du Kremlin ou de capituler devant l'impérialisme.

Tout l'appareil du Kremlin dirigé par Staline, est mis en marche pour écraser les « rénégats » de Belgrade, leur exemple pouvant devenir dangereusement contagieux.

En Yougoslavie même et dans tous les pays sous contrôle soviétique, les agents directs de Staline orchestrent fiévreusement la campagne politique et économique qui doit préparer la chute de Tito et de sa « bande » et ajustent les moyens policiers appropriés pour amener cette chute.

En évitant de rompre avec le Kremlin et de dénoncer publiquement le stalinisme, ce qui est le seul moyen d'armer idéologiquement la base du Parti et les masses yougoslaves contre l'assaut du Kremlin, les dirigeants du Parti Communiste Yougoslave se sont mis dans une situation intenable. Isolés dans le glacis et aussi de plus en plus isolés d'un appui conscient des masses, ils seront forcés d'accentuer de plus en plus le caractère bonapartiste du régime, qui peut ainsi devenir, à l'avenir, s'il n'est pas préalablement renversé par les agents directs du Kremlin, l'instrument d'autres intérêts de classe que ceux qu'il représente actuellement.

En effet, dans les conditions d'isolement, de difficultés intérieures inévitables et de l'accentuation de la pression impérialiste, cet appareil bonapartiste peut devenir le porte-parole des forces réactionnaires à travers une série d'étapes.

Contre ces perspectives d'élimination par les agents directs du Kremlin ou de capitulation devant l'impérialisme, il n'y a qu'une seule solution : l'intervention directe de la base du P. C. Y. et des masses yougoslaves pour écarter toute résistance bureaucratique qui empêche de faire confiance aux masses yougoslaves et mondiales, de s'appuyer entièrement sur elles, d'instaurer une véritable démocratie prolétarienne dans le parti et le pays, de rompre avec le stalinisme et de le dénoncer, d'appeler à la véritable révolution socialiste par les masses et pour les masses, en Yougoslavie même, dans tous les pays du glacié, en Europe et dans le Monde.

7) La politique de la IV^e Internationale dans l'affaire yougoslave, comme dans l'ensemble de la situation qui se développe actuellement dans le glacié, doit être guidée par le souci d'approfondir la rupture idéologique des communistes de ces pays avec le Kremlin et de les orienter vers le véritable programme de la Révolution Socialiste.

La IV^e Internationale ne peut remplir ce rôle qu'en expliquant patiemment, pédagogiquement, sans sectarisme ni présomption, dans un langage qui soit à la portée des éléments de base des Partis Communistes et du mouvement des masses qu'ils influencent dans ces pays, les causes profondes de leur conflit avec le Kremlin, la nature du stalinisme et la voie à suivre.

De ce point de vue il est nécessaire que toutes les sections et tous les militants de la IV^e Internationale comprennent qu'à partir du moment où il y a

conflit et rupture entre un Parti Communiste et le Kremlin, ce parti cesse d'être un parti stalinien comme les autres et que toutes les possibilités de différenciation dans son sein sont désormais ouvertes.

Il dépend de l'action de l'Internationale de trouver un écho grandissant dans les rangs de ces Partis et d'accélérer leur détachement du stalinisme, au profit du programme et de l'organisation de la révolution socialiste mondiale.

8) L'affaire yougoslave n'est, en réalité, que la première manifestation, favorisée par des conditions particulières, d'un état plus général qui existe dans tout le glacié.

Ceci est déjà démontré par la crise qui a gagné le Parti Ouvrier Polonais et l'ample épuration qui sévit actuellement, un peu partout, dans tous les Partis Communistes des pays sous contrôle soviétique.

Ces événements démontrent que toutes les « théories » sur la stabilité de la bureaucratie soviétique et du stalinisme ou sur la possibilité d'étendre pour une période historique, le régime du « collectivisme bureaucratique » ou du « capitalisme d'Etat » hors de l'U. R. S. S. pèchent par une incompréhension théorique de la nature du stalinisme et de ses contradictions incompatibles avec un processus d'expansion mondiale de ce système bureaucratique et policier d'une rigidité extrême.

En réalité, l'expansion du stalinisme dans le glacié s'avère être un facteur décisif de déséquilibre de ce système, par l'introduction de forces centrifuges et de ferments nouveaux qui, en aiguissant toutes ses contradictions, accélèrent et précipitent la crise.

De ce point de vue, l'affaire yougoslave n'est que le premier signe du processus de dislocation convulsive dans lequel le stalinisme est entré.

Le 6^e Plenum du Comité Exécutif International

Le VI^e Plenum C. E. I. s'est tenu du 9 au 12 octobre 1948. A son ordre du jour étaient inscrits les points suivants :

- a) Rapport d'activité du S. I.
- b) Les luttes sociales en Europe depuis 1944.
- c) La construction des sections européennes de la IV^e Internationale.
- d) L'affaire yougoslave.
- e) Question diverses (Irlande, Espagne, Belgique, Allemagne, Italie).

Le rapport d'activité du S. I. a été approuvé à l'unanimité.

La discussion du deuxième point de l'ordre du jour fut close par l'adoption de deux résolutions importantes, dont l'une traitant plus spécialement de la situation actuelle en France et du danger gaulliste (1).

Le rapport sur la construction des sections européennes a donné lieu à une importante discussion.

Le Plenum a approuvé la résolution présentée par le Secrétariat sur l'affaire yougoslave (1).

Toutes les résolutions votées par le Plenum, ainsi qu'un compte rendu de la discussion sur la construction des sections européennes et l'affaire yougoslave seront publiées dans des Bulletins Intérieurs.

L'évolution de la situation en France a retenu particulièrement l'attention du Plenum, qui décida la publication d'un manifeste à l'adresse du prolétariat mondial, ainsi qu'un appel aux autres sections européennes de la IV^e Internationale pour venir en aide au parti français et à son organe **La Vérité**.

Des adresses de salutations, l'une aux trotskystes américains du S. W. P. pour l'énergique campagne électorale qu'ils mènent et qui fait connaître pour la première fois le programme du trotskysme à des milliers d'ouvriers américains, l'autre aux trotskystes chinois qui viennent de tenir leur Conférence Nationale et une troisième aux camarades allemands qui viennent aussi de tenir la leur furent également votées.

Chine

Le Congrès constitutif du Parti Communiste Révolutionnaire

(Extrait du rapport officiel, approuvé par le Comité Central
du 10 septembre 1948)

Le Congrès National constitutif de la Section chinoise de la IV^e Internationale (Ligue Communiste de Chine) a été convoqué à Shanghai le 28 août. Il a duré 12 jours, avec une interruption d'un seul jour, et se termina le 8 septembre.

Le Congrès, qui a une grande importance historique, a eu lieu dans un cadre

caractérisé d'une part, sur le terrain mondial, par l'intensification croissante de l'antagonisme opposant l'impérialisme américain et l'Union Soviétique et par la tendance du prolétariat international à se radicaliser de plus en plus ; et, d'autre part, le conflit entre l'U. R. S. S. et l'Amérique servant de toile de fond, la lutte militaire à l'intérieur, entre les deux grands partis — le Kuomintang, agent du régime bourgeois en faillite, et le parti stalinien, parti paysan petit

(1) Publiée dans ce numéro.

bourgeois — se trouve dans une impasse qui, à son tour, accélère et aggrave la désintégration et les convulsions économiques, politiques et sociales. Dans ces conditions, seule une direction prolétarienne authentique sera capable de trouver une issue à l'histoire humaine. Spécialement en Chine ce besoin devient particulièrement urgent, car depuis l'échec tragique de la révolution de 1925-1927, l'absence d'une direction marxiste a fait que la puissance du peuple chinois a souffert une série de trahisons opportunistes et de sacrifices aventuristes sous la direction du Kremlin et de son agent, le parti communiste chinois, et a ainsi permis au vieux régime complètement pourri de la bourgeoisie chinoise de survivre jusqu'à ce jour. Le Congrès constitutif du parti chinois de la IV^e Internationale fut précisément convoqué dans ces conditions historiques extrêmement pressantes. Sa tâche principale fut de répondre à l'appel du Congrès Mondial de la IV^e Internationale et d'atteindre le but qui détermina les efforts de la Ligue Communiste de Chine pendant dix années : c'est-à-dire la transformation du petit cercle propagandiste en un large parti des masses prolétariennes.

Ce Congrès est le troisième Congrès national de la Ligue Communiste de Chine. Le premier fut tenu en 1930, après l'échec tragique de la Révolution Chinoise. Sa tâche principale fut l'unification des cadres valables du parti communiste chinois sous une seule organisation et sous un seul drapeau (celui de l'Opposition de Gauche). Le deuxième a été tenu en 1941, en un temps où l'ensemble de la nation chinoise était entre la vie et la mort, et où la guerre impérialiste américano-japonaise allait exploser. Sa tâche principale fut la défense du programme marxiste et des traditions de la IV^e Internationale contre les tendances opportunistes et sectaires dans ses propres rangs sous les circonstances les plus dangereuses et dans l'isolement complet. Le mouvement trotskyste chinois a une histoire de vingt années, et cependant il n'y eut que trois Congrès nationaux. Ce phénomène anormal s'explique complètement par les difficultés presque insurmontables que la section chinoise de la IV^e Internationale a affrontées, par le passé : persécutions, calomnies, raids, arrestations, emprisonnements, pauvreté, morts et massacres. Un grand nombre de jeunes et de vieux militants sont morts, furent démoralisés ou désertèrent. Durant les sombres jours de la guerre, le mouvement n'a pu survivre à tous les dangers que grâce au soutien entêté d'une poignée de révolutionnaires. Le fait que les trois Congrès coïncidèrent respectivement avec trois tournants décisifs de l'histoire chinoise de ces vingt années (échec de la deuxième révolution, explosion de la guerre nationale contre l'impérialisme japonais, guerre civile actuelle) prouve

que les trotskystes chinois ont su lever la tête à temps pour accomplir leurs tâches historiques même sous les conditions les plus difficiles.

Le troisième Congrès national est une expression concrète du pas vigoureux avec lequel les trotskystes chinois avancent vers un niveau historique supérieur. Il fallut toute une année de préparation. Tous les documents importants ont été fournis d'une manière satisfaisante pour une discussion préparatoire de quatre mois dans toutes les organisations locales.

Quinze délégués (avec 18 voix) représentant dix organisations locales (Shanghai, Nanking, Tintao, Wen-chow, Wuhan, Chungking, Hong Kong, Canton, Chung-san, Kwei-lin) et un délégué de la Jeunesse Sociale ont pris part au Congrès, cependant que huit membres (tous des cadres capables de l'organisation de Shanghai) y étaient présents comme observateurs. Le nombre total des présents au Congrès était de 24, y compris quatre cadres ouvriers parmi lesquels trois délégués et un observateur.

Le Congrès a été ouvert le 20 août. Le camarade Peng Shu Tzi représentant le Comité central a fait un court discours d'ouverture. Puis tous les présents se levèrent et observèrent trois minutes de silence à la mémoire de tous les martyrs de la IV^e Internationale dans le monde. Ensuite le camarade Liu Chia Lang rapporta sur les détails de la préparation du Congrès et expliqua pourquoi le Congrès avait été ajourné l'année dernière.

Les premiers trois jours du Congrès ont été consacrés à la discussion du programme du nouveau parti. La discussion la plus sérieuse a été provoquée sur les Sections I et II du programme, qui contiennent les parties théoriques les plus importantes concernant la structure sociale de la Chine et le caractère de la Révolution Chinoise. Après une discussion complète du programme, toutes les idées fondamentales, théoriques et politiques d'importance vitale furent clarifiées. Le programme fut finalement adopté avec quelques révisions et élargissements.

Le quatrième jour commença la discussion de deux documents importants relatifs à l'organisation du Parti. Le premier, « Les principes et les méthodes organisationnels constructifs du parti prolétarien chinois » (rédigé par Liu Chia Liang), fut rapidement adopté. Le second, « Le statut du Parti », provoqua une discussion point par point qui dura trois jours. Le nom de « Parti Communiste Révolutionnaire » (Section chinoise de la IV^e Internationale) a été adopté comme nom officiel du nouveau parti.

La discussion des « Thèses sur le mouvement ouvrier » fut le troisième point essentiel du Congrès. Le grand intérêt porté au mouvement ouvrier a indiqué que les membres du parti sont

prêts à se tourner vers les masses avec beaucoup plus de confiance.

Ensuite vint le rapport politique du camarade Peng : « La situation internationale et inférieure après la guerre » (comprenant le rapport sur les activités politiques du Comité Central depuis la fin du deuxième Congrès national). Après un court temps de discussion et de questions, le rapport fut adopté. Le rapport du camarade Liu sur les travaux organisationnels (comprenant une courte esquisse de la situation actuelle du mouvement international) a aussi provoqué une courte discussion.

D'une manière générale, le nombre des membres a augmenté et des nouvelles unités locales ont été fondées ; cependant il n'y a que 33 % d'éléments prolétariens et la base du parti dans les industries est très faible. Le Congrès a adopté la résolution suivante :

« Le Congrès considère que le renforcement des relations entre le parti et la Jeunesse Sociale, le développement de la Jeunesse Sociale et le renforcement des liens entre la direction centrale du Parti et les unités locales sont les conditions nécessaires au développement ultérieur du Parti. »

Le Congrès a aussi reconnu et sanctionné toutes les démarches préparatoires du Comité Central pour contribuer à l'établissement d'un Bureau d'Extrême-Orient du Secrétariat International et donna pleins pouvoirs au Comité Central du nouveau parti pour accomplir cette tâche dans le proche avenir.

Sur la base du rapport du camarade Hwa Pei, trésorier du Parti, tous les délégués ont pleinement reconnu le lien vital entre l'établissement de nouvelles ressources financières et le travail de construction du Parti. Au cours de la discussion sur l'organe central du nouveau parti, le Congrès a décidé de lancer une campagne pour un fonds pour l'établissement d'une imprimerie. La résolution sur cette contribution porte :

« Dans une période de quatre mois, chaque membre sera obligé de contribuer au moins quatre dollars américains pour le fonds. »

La décision sera strictement appliquée par les organisations locales.

La dernière discussion, non la moins importante, eut lieu autour du rapport politique du camarade Liu Chia Liang sur la question du groupe du « Nouveau Drapeau ». La décision suivante fut adoptée :

« Sur le terrain politique, le Congrès national repousse résolument le révisionnisme représenté par le groupe du « Nouveau Drapeau », et en même temps repousse avec la même vigueur sur le terrain organisationnel ses conceptions mencheviks. Sur la question de l'unification, le Congrès considère que le groupe « Nouveau Drapeau » doit remplir les conditions minima suivantes : 1°) reconnaître la légalité des Deuxième

et Troisième Congrès nationaux et la direction qui y fut élue ; 2°) se soumettre strictement aux principes bolcheviks du centralisme démocratique. »

En outre, le Congrès adopta unanimement le document du Congrès Mondial : « La situation mondiale et les tâches de la Quatrième Internationale ». Sur la question de la Russie et du stalinisme, ne possédant pas le document du Congrès mondial, le Congrès adopta seulement une brève résolution dans le sens de la ligne traditionnelle de la IV^e internationale sur cette question.

La résolution sur les luttes coloniales adoptée par le Congrès Mondial n'a été reçue que le dernier jour de notre Congrès. Se basant sur l'exposé de ce document par le camarade Liu, tous les délégués ont exprimé de la manière la plus ferme leur foi dans le lien étroit entre la section chinoise et la majorité de la IV^e Internationale aussi bien en matière politique qu'en matière de principes et de méthodes d'organisation.

Les dernières heures du Congrès furent consacrées à l'élection du nouveau Comité central. D'après les statuts, le Comité central est composé de sept membres et de deux suppléants.

Deux résolutions importantes ont été prises avant la fin du Congrès : 1° donner pouvoir au Comité Central nouvellement élu pour rédiger et publier une déclaration du nouveau parti ; 2° envoyer une adresse de sympathie aux camarades vietnamiens au nom du Congrès national.

Pendant les onze jours du Congrès, tous les délégués ont pris part à la discussion non seulement dans leur ensemble, mais aussi avec une attitude complètement bolchévik. Ils possédaient aussi bien le courage pour s'incliner devant la vérité que l'esprit combattif pour persister dans une opinion correcte. Suivant le jugement de quelques vieux camarades (Peng, Chin et Yin), ce Congrès fut le plus démocratique et le plus sérieux depuis la naissance du communisme chinois en 1920. La qualité et le niveau politique des délégués sont incomparablement plus élevés que les cadres communistes du passé. Tous les délégués étaient d'opinion qu'ils avaient grandi au cours des onze jours du Congrès. Le plus grand résultat du Congrès est la fin de l'état de chaos et de faiblesse, la construction d'une base saine de principes politiques et organisationnels pour le parti, le renforcement de la direction, l'élévation de l'optimisme et de la conscience du parti et, finalement, la préparation d'une base solide d'expansion du parti pour la prochaine période. Chaque délégué était conscient du fait que ce qu'il faisait contribuait à la création de l'histoire humaine, pendant qu'en même temps il était fermement convaincu qu'il pourra enregistrer un résultat encore plus grand au Quatrième Congrès du Parti.

Allemagne

La Conférence nationale de l'I. K. D.

(Communistes-Internationalistes d'Allemagne)

Les 12 et 13 septembre s'est tenue la première Conférence nationale régulière de l'I. K. D. La période qui s'écoula entre la Conférence préparatoire et cette Conférence Nationale fut occupée par la constitution et le rassemblement des groupes qui se réclament de la IV^e Internationale. Malgré le temps limité de préparation et malgré la situation financière de l'organisation, aggravée par la réforme monétaire, des délégués des principales régions d'Allemagne assistèrent à la Conférence. Un certain nombre de groupes qui avaient décidé en principe leur participation furent empêchés de venir pour des raisons financières.

A l'ordre du jour de la Conférence se trouvaient les points suivants :

1) Caractère de l'U. R. S. S. et appréciation de la situation dans les territoires occupés par l'U. R. S. S.

2) La plate-forme politique allemande de l'I. K. D.

3) Organisation légale ou illégale ?

4) Les tâches d'organisation pour la construction de la section allemande de la IV^e Internationale.

La discussion sur le caractère de l'U. R. S. S. et la politique en résultant pour l'I. K. D. fut approfondie et de nature très principielle. Elle ne put être conclue car un certain nombre de questions exigent encore une étude sérieuse avant décision.

Une commission de programme éeue par la Conférence reçut pour tâche de soumettre à l'organisation dans un délai déterminé un projet de plate-forme sur la base des matériaux présentés et du produit de la discussion. Jusqu'à l'adoption définitive d'un projet de plate-forme, la résolution du II^e Congrès Mondial sur la situation en Allemagne sert de base politique de travail à l'I. K. D.

Dans la question : légalité ou illégalité ?, la Conférence fut d'avis que, dans les conditions actuelles en Allemagne il est impossible de créer une organisation légale de la IV^e Internationale. Mais ceci ne veut pas dire renoncer à l'utilisation des possibilités légales en général. Par le travail dans les organisations de masse de la classe ouvrière, travail auquel est obligé chaque membre de l'I. K. D., toutes ces possibilités

seront largement exploitées. La lutte pour une légalisation de l'I. K. D. ne peut être menée dans la situation présente que dans le cadre de la lutte pour les droits démocratiques de la classe ouvrière dans leur ensemble.

Des rapports des délégués il apparaît que la démoralisation des partis ouvriers traditionnels a considérablement progressé dans les derniers temps. La décomposition morale et politique a pénétré très profondément dans le parti stalinien. La bureaucratie y menace ouvertement ceux qui la critiquent de mesures de terreur.

Dans le parti socialiste, les provocations des tendances anti-marxistes ont acquis une telle virulence que les forces opposantes jusqu'alors irrésolues, notamment dans la jeunesse, sont de plus en plus poussées en direction d'une résistance organisée.

La normalisation des relations de classe après la réforme monétaire se traduit par une animation de la lutte économique. La bureaucratie syndicale concentre ses forces pour freiner et saboter l'initiative des masses qui veulent lutter pour leurs salaires. Les ouvriers réagissent encore spontanément et sans direction révolutionnaire. Celle-ci doit être créée dans l'avenir au moyen de l'organisation d'une aile gauche, sur la base d'une activation d'un mouvement des Conseils d'usine qui doit être propulsée par l'I. K. D. L'I. K. D. s'adresse à toutes les forces révolutionnaires, à tous les autres groupements socialistes pour, ensemble, organiser une aile gauche dans les syndicats sur la base d'un programme de revendications quotidiennes économiques et politiques.

Dans l'examen des questions d'organisation, la Conférence a pris des décisions concrètes tenant compte du développement organisationnel de l'I. K. D. et des nécessités qui en découlent.

La Conférence termina ses travaux par l'élection d'une direction centrale renforcée.

Les participants se séparèrent, conscients d'avoir fait le maximum possible pour l'organisation dans les conditions actuelles.

Le 5 octobre 1948.

Indes

**Un trotskyste élu
au Conseil municipal de Madras**

Aux élections du 30 septembre pour le Conseil Municipal de Madras, le troisième en importance de toute l'Inde, le camarade S. C. C. Antonipillai, membre du Comité Central du Parti Bolchevik-Léniniste des Indes (section de la IV^e Internationale) a été élu comme représentant de la section N° 32 de la ville de Madras. Le camarade Antonipillai a reçu 5.000 voix sur un ensemble de 7.000, le reste étant divisé entre les autres candidats. Le pourcentage recueilli par le camarade Antonipillai est le plus grand qui ait été signalé dans les élections municipales à Madras.

Six autres membres des syndicats de Madras furent aussi élus au Conseil municipal. Etant tous des sympathisants trotskystes, ils travailleront en étroite collaboration avec le camarade Antonipillai. Ils seront les seuls représentants de gauche dans le Conseil Municipal de cette grande ville des Indes, qui compte 80 conseillers, étant donné que ni le Parti Socialiste, ni le Parti Communiste n'ont présenté de candidats.

Le camarade Antonipillai est président de la Chambre des Syndicats de Madras et membre du Conseil Général des syndicats pan-indiens.

France

Le comité central du P. C. I.

Les 16 et 17 octobre s'est tenue une session du C. C. du P. C. I. Elle a entendu un compte-rendu du VI^e Plenum du Comité Exécutif International, a discuté de la situation politique en France et a défini les points d'un programme d'action que le Bureau Politique aura à mettre au point.

La question la plus importante à l'ordre du jour de cette session était le relancement de « La Vérité » tout d'abord deux fois par mois, grâce à une souscription exceptionnelle et à une aide internationale d'une durée de quatre mois, et au lancement d'une campagne d'abonnements et de souscriptions par l'organisation des « Amis de la Vérité » qui permettra, au bout de ce temps, de publier le journal par ses propres moyens.

Pour les membres du C. C. du P. C. I.

comme pour ceux du Comité Exécutif International, la parution de « La Vérité » ne constituait pas une tâche normale pour une organisation révolutionnaire, mais dans la situation politique actuelle en France un devoir impérieux. Ne pas le faire eut été faillir au devoir d'un trotskyste.

Le C. C. du P. C. I. a adressé ses remerciements aux camarades des autres sections qui lui ont promis de l'aider au redémarrage de « La Vérité ».

Celle-ci paraîtra désormais le 1^{er} et le 3^e jeudi de chaque mois. Le numéro du 5 novembre contient des reportages sur la grève des mineurs à Saint-Etienne, celle des sidérurgistes de l'Est, et une interview des délégués révolutionnaires au Congrès de la C. G. T.

La grève des mineurs

Les mineurs poursuivent leur grève au moment où nous mettons sous presse. Nous traiterons en détail de cette lutte

glorieuse et héroïque dans le prochain numéro.

En dépit des difficultés matérielles nombreuses, notamment de la hausse continuelle des prix, nous maintenons la parution tous les deux mois de

" Quatrième Internationale "

Pour ce numéro, nous avons porté le nombre de pages à 56 (tout en laissant un article sur le marbre) afin de ne pas être contraints de publier certaines études en deux fois. Cela nous oblige à porter le prix de ce numéro à 60 Francs.

Mais le meilleur moyen pour nous aider, et de bénéficier du prix habituel c'est de s'abonner à notre revue.

En raison des augmentations des prix d'imprimerie, du papier et des frais d'expédition, nos abonnements pour 6 numéros sont portés à :

300 francs français — 15 francs suisses — 75 francs belges

**

Vous aiderez aussi notre revue en commandant vos livres à notre
SERVICE DE LIBRAIRIE

DANS LE PROCHAIN NUMERO :

- Un article sur l'élection de Truman à la présidence des Etats-Unis.
- Un article sur la grève des mineurs en France.
- Un article de Pierre Frank : Les évolutions d'un courant centriste en France.

PRIX : 60 FRANCS